

**ETABLISSEMENT
DE PARTENARIATS**



**CHAINE DE VALEUR
MONDIALE**



**LES MARCHES AU SERVICE
DU DEVELOPPEMENT**



RAPPORT SUR L'EFFICACITE DU DEVELOPPEMENT

2019



Table des matières



A BREVIACTIONS	06
MESSAGE DU PRESIDENT	07
APERCU DE LA PERFORMANCE EN 2019	08
RESUME	10
Chapitre 1 - INTRODUCTION	17
A. Le Cadre stratégique décennal	17
B. Le Nouveau modèle opérationnel	20
Chapitre 2 - BUTS	23
A. Perspectives économiques mondiales	23
B. Perspectives de croissance économique des pays membres de la BID	24
C. Progrès sur la voie des Objectifs de développement durable	30
Chapitre 3 - CONTRIBUTION AUX RESULTATS DE DEVELOPPEMENT	35
A. Amélioration de l'accès à l'information du marché	35
B. Ouverture du Processus de planification nationale	36
C. Doing Business à la manière de l'Industrie 4.0	38
D. Construction d'infrastructures favorables à la chaîne de valeur verte	41
E. Repositionnement de la Finance islamique pour le développement	46
F. Construction de systèmes de marché résilients	47
G. Evaluation des projets achevés	49
EVALUATIONS DES OPERATIONS ET ENSEIGNEMENTS TIRES DE L'EXPERIENCE	51
Chapitre 4 – PERFORMANCE DE L'INSTITUTION	59
A. Analyse du Portefeuille actif	59
B. Cofinancement et recours à l'effet de levier pour l'accélération des ODD	64
C. Réformes en vue d'améliorer la gestion opérationnelle	65
D. Amélioration des rapports d'évaluation et d'appui à la mise en œuvre de projets (PIASR)	69
E. Ressources humaines	70
F. Programmation intégrée pour une utilisation efficace des ressources	71
G. Efficacité du processus et des technologies	71
Chapitre 5 - CONCLUSION ET DEFIS	73
Annexes	
Annexe 1- Principaux résultats obtenus des projets achevés	76
Annexe 2- Résultats attendus des projets de 2019	80

Liste des Figures

Figure 1.1	Cadre stratégique décennal	18
Figure 2.1	Tendances de croissance du PIB mondial réel	24
Figure 2.2	Tendances de croissance du PIB réel et Perspectives	28
Figure 2.3	Tendances et perspectives des investissements	28
Figure 2.4	Dette publique brute – Perspectives et passé récent	29
Figure 2.5	Réalisation globale des ODD dans les pays membres	30
Figure 2.6	Progrès des pays membres de la BID par rapport aux ODD	31
Figure 3.1	Principaux résultats des projets des fonds Al-Aqsa et Al-Quds	46
Figure 3.2	Analyse de rapports d'achèvement de projets (2019)	50
Figure 3.3	Leçons tirées des rapports d'achèvement de projets	50
Figure 3.4	Réussite globale des projets évalués par le DEO (2018)	51
Figure 3.5	DEO : Degré de réussite des projets ROC évalués, par secteur	51
Figure 3.6	Résumé des notations d'évaluation de projets par le DEO	53
Figure 4.1	Portefeuille actif par région, au 31 décembre 2019	60
Figure 4.2	Portefeuille actif par secteur	60
Figure 4.3	Approbations de la BID en 2019 par Région	61
Figure 4.4	Approbations de la BID en 2019 par Source de financement	61
Figure 4.5	Approbations de la BID en 2019 par Secteur	61
Figure 4.6	Aperçu des Décaissements	62
Figure 4.7	Tendances des décaissements de la BID sur la période 2010-2019	62
Figure 4.8	Décaissements par Région (2019)	63
Figure 4.9	Décaissements par Secteur (2019)	63
Figure 4.10	Tendances des engagements cumulés non décaissés	63
Figure 4.11	Ratio de décaissement (%)	63
Figure 4.12	Contribution de la BID par rapport au Cofinancement des projets ROC approuvés	64
Figure 4.13	Sélectivité dynamique des projets pour inscription au Programme de travail	66
Figure 4.14	Six dimensions du Cadre intégré d'assurance -qualité	67
Figure 4.15	Notation du portefeuille actif sur la base du PIASR	70

Liste des Tableaux



Tableau 2.1 Indicateurs économiques et sociaux des pays membres de la BID

Tableau 2.2 Indicateurs de la pauvreté dans les pays membres de la BID

Tableau 2.3 Indicateurs de santé des pays membres de la BID

Tableau 2.4 Indicateurs de l'éducation des pays membres de la BID

Tableau 2.5 Indicateurs de l'éducation des pays membres de la BID (Femmes)

Tableau 2.6 Emploi et accès aux opportunités de marché des pays membres

Tableau 3.1 Répartition sectorielle des projets approuvés au titre de 2019

Tableau 3.2 Résultats attendus de la réserve de projets de 2020

Tableau 3.3 Répartition sectorielle des projets achevés en 2019

Tableau 3.4 Notes d'évaluation des projets achevés

Tableau 3.5 Résultats attendus des projets approuvés en 2019

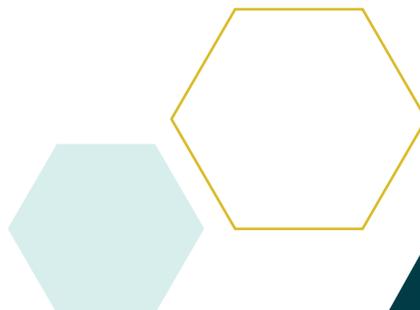
Tableau 3.6 Résultats de développement des projets approuvés en 2019

Tableau 4.1 Allocations régionales pour l'année 2020

Tableau 4.2 Intervalle de temps entre les étapes du cycle de projet

Tableau 4.3 Nombre de mois à différentes étapes du cycle de projet

Tableau 4.4 Rapports d'évaluation de la mise en œuvre des projets



Abréviations

BID	Banque islamique de développement
DEO	Département de l'évaluation des opérations
FSID	Fonds de solidarité islamique pour le développement
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
OCI	Organisation de coopération islamique
ODD	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation(s) non-gouvernementale(s)
PIASR	Rapport d'évaluation et d'appui à la mise en œuvre des projets
SPPM	Stratégie(s) de partenariat avec les pays membres
STI	Science, technologie innovation
TIC	Technologies de l'information et de la communication
USD	Dollar des Etats-Unis

Message du Président



Le rapport annuel sur l'efficacité du développement souligne les efforts que déploie la BID pour favoriser le développement durable dans les pays membres et à travers le monde entier.

Le paysage mondial du développement évolue rapidement, ainsi que celui de nos pays membres, à la suite des changements du contexte géopolitique, des avancées technologiques, ainsi que du rythme de transformation du monde. Il faut pouvoir répondre rapidement à ces changements et bien comprendre les besoins des pays membres. Ces derniers sont confrontés à des défis multifformes, liés à la forte croissance de la population jeune, l'augmentation du déficit commercial, la faible croissance économique, ainsi qu'au niveau élevé du chômage et à la fragilité accrue. Les besoins urgents de nos pays membres, dont un nombre important figurent parmi les pays les moins avancés et n'ont pas atteint le taux moyen mondial de réalisation des objectifs de développement durable (ODD), nous imposent de tout mettre en œuvre afin de favoriser la réalisation du programme mondial des ODD. Tous ces défis imposent à la banque de s'adapter rapidement à ces nouvelles réalités mondiales. J'ai le plaisir de partager avec vous l'édition 2019 du Rapport annuel sur l'efficacité du développement (RAED), qui vise à mettre en lumière la manière dont la BID a répondu aux besoins des pays membres et les résultats obtenus durant l'année 2019.

Ces dernières années, la banque a déployé beaucoup d'efforts afin de réajuster son modèle opérationnel pour pouvoir répondre à ces défis. Le Programme quinquennal du Président expose un plan ambitieux axé sur l'autonomisation économique des pays membres. Cet objectif peut être réalisé en faisant en sorte d'aider les pays membres à identifier les secteurs et les industries dans lesquels ils disposent d'un avantage comparatif au plan mondial. Grâce au nouveau modèle de sa Stratégie de partenariat avec les pays membres (SPPM), la banque cherche à se rapprocher résolument des pays, à travailler avec eux à l'identification d'industries potentielles, ainsi qu'à établir des partenariats pour la mobilisation de ressources destinées aux interventions axées sur la chaîne de valeur mondiale. Nous sommes fermement convaincus que le recours à ce modèle

de fonctionnement des marchés en faveur du développement est d'importance essentielle pour l'accélération de l'industrialisation. Ceci est d'autant plus vrai que la plupart de nos pays membres sont dotés de ressources naturelles abondantes, jouissent d'un emplacement géostratégique de choix et comptent une forte population de jeunes, autant d'éléments essentiels pour la transition vers des activités de production à forte valeur ajoutée dans les secteurs et les industries dans lesquels ils bénéficient d'un avantage comparatif.

La banque a mis à profit sa position unique pour entreprendre la promotion des services de la Finance islamique, dans l'objectif d'une croissance inclusive et équitable dans les pays à faibles revenus. Nous croyons fermement que la création d'un réseau de partenaires au développement est de nature à faciliter grandement la mobilisation de ressources, l'échange de connaissances et la mise au point de solutions innovantes. La banque a lancé divers programmes destinés à promouvoir l'esprit d'entreprise et favoriser l'autonomisation économique des jeunes, des femmes et des petits opérateurs économiques. La science, la technologie et l'innovation (STI) jouent dans ce cadre un rôle vital de moteur et d'accélérateur du développement socioéconomique. De ce fait, notre modèle d'autonomisation économique d'ensemble se fonde sur les trois piliers que forment la chaîne de valeur, l'innovation et la finance islamique, pour la création de partenariats efficaces avec d'autres institutions de développement.

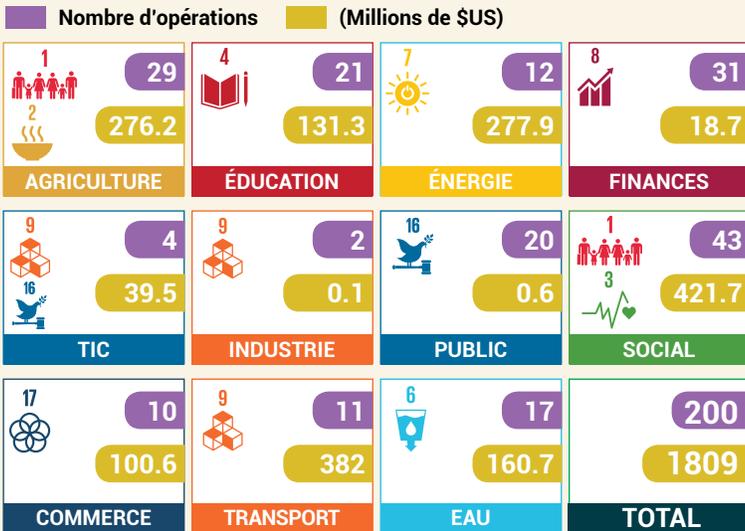
Pour la bonne réalisation de son nouveau modèle opérationnel, la banque a mis l'accent sur les aspects liés à l'exécution et aux résultats. La récente restructuration organisationnelle opérée tient compte de ce modèle. A travers le programme de décentralisation, il est procédé au déploiement d'un plus grand nombre d'agents, pour une meilleure proximité avec les clients. En outre, l'efficacité opérationnelle a été améliorée à travers la sélection dynamique de nouvelles opérations sur la base du nouveau modèle opérationnel, permettant ainsi l'établissement d'un lien entre la stratégie et les ressources budgétaires.

Alors que la banque continue de mettre en œuvre des mesures axées sur ce nouveau modèle opérationnel, le présent Rapport annuel sur l'efficacité du développement (RAED) nous aide à évaluer l'efficacité de nos interventions et continuer d'améliorer nos mécanismes d'exécution, afin d'obtenir un meilleur rapport qualité/prix. Alors que nous abordons la dernière décennie avant l'échéance de 2030 fixée pour les Objectifs de développement durable (ODD), il est nécessaire que les pays, les banques de développement multilatéral et les diverses autres organisations établissent des priorités en ce qui concerne leurs interventions et veillent à mettre en place tout mécanisme susceptible d'aider à la réalisation des ODD. Le rapport annuel sur l'efficacité du développement se présente comme un outil pratique, permettant tout à la fois de célébrer les réalisations et de prendre des mesures correctives pour les cibles manquées. Grâce à une vision claire, à une bonne stratégie, ainsi qu'à l'utilisation efficace d'outils de suivi et de rapport, je suis convaincu que nous réaliserons des avancées et mettrons en œuvre des actions ciblées pour atteindre notre objectif commun, à savoir celui du développement socioéconomique véritable des 57 pays membres et des communautés musulmanes dans les pays non-membres.

Dr Bandar M. H. Hajjar
Président de la Banque islamique de développement

INSTANTANÉS DES PERFORMANCES AU TITRE DE 2019

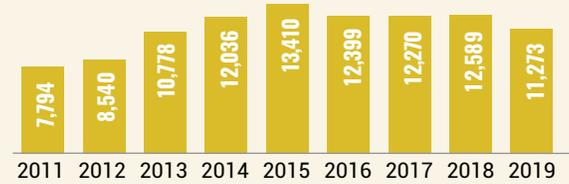
LES SECTEURS SONT ALIGNÉS SUR LES NOMBRES PERTINENTS DES ODD



Les secteurs sont alignés sur les nombres pertinents des ODD

TENDANCES DES ENGAGEMENTS NON-DÉCAISSÉ CUMULÉS

(Millions de \$US)



ÉTAPES DU CYCLE DE PROJET

	Nombre de mois	
	2010-16	2017-19
De l'approbation à la signature	10	5
De la signature à l'entrée en vigueur	10	6
De l'entrée en vigueur au 1er décaissement	14	5
De l'approbation au 1er décaissement	24	19
Du 1er décaissement au dernier	51	50

APERÇU DES DÉCAISSEMENTS EN 2019



US\$1,291 m (46%)

MOYEN-ORIENT, AFRIQUE DU NORD ET EUROPE

US\$850 m (30%)

AFRIQUE ET AMÉRIQUE LATINE

US\$664 m (24%)

ASIE

ÉNERGIE

US\$976 m (35%)



TRANSPORT

US\$593 m (21%)



SANTÉ ET SECTEURS SOCIAUX

US\$382 m (14%)



L'EAU ET ASSAINISSEMENT

US\$351 m (12%)



AGRICULTURE

US\$243 m (9%)



ÉDUCATION

US\$213 m (8%)



INFORMATION TECHNOLOGIE ET COMMUNICATIONS

US\$34 m (1%)



INDUSTRIE ET MINES

US\$4 m (0.5%)



PRINCIPALES RÉALISATIONS

- ▶ De 2017 à 2019, la durée allant de l'approbation au premier décaissement a été réduite de 5 mois.
- ▶ La banque a décaissé 2,98 milliards USD au titre des projets et subventions, soit 16% de plus par rapport au montant décaissé en 2018.
- ▶ Dotés d'un personnel de 165 employés, sept bureaux régionaux sont complètement opérationnels et contribuent à la réalisation de la mission de la banque.
- ▶ La banque a conçu un cadre de programme stratégique intégré qui permet de lier les ressources disponibles à un programme de travail axé sur trois éléments, à savoir la stratégie, le fonctionnement et l'administration.



DÉFIS MAJEURS

- ▶ La population des jeunes dans les pays membres devrait augmenter de 100 millions entre 2015 et 2030.
- ▶ Les pays membres souffrent d'un déficit commercial dans 22 des 25 industries.
- ▶ Le taux de réalisation global des ODD par les pays membres était de 56%, soit 4% inférieur à la moyenne mondiale de 60%.



PRINCIPAUX RÉSULTATS OBTENUS

- ▶ 11.000 maisons et abris construits pour les pauvres.
- ▶ 60.000 hectares de terres irriguées.
- ▶ 10.000 personnes ont retrouvé la vue.
- ▶ 2,4 millions de personnes sont scolarisées et 1.200 de bourses d'études accordées.
- ▶ 240.000 ménages sont alimentés en électricité

PRINCIPALES REALISATIONS AU TITRE DES SIX PILIERS DE RESULTATS



RENFORCEMENT DES CAPACITES ET AMELIORATION DE L'ACCES A L'INFORMATION SUR LE MARCHÉ

- ▶ Affectation d'une enveloppe de 350.000 dollars des Etats-Unis à la promotion de l'intégration régionale, ce qui a permis de mobiliser 1,15 million de dollars des Etats-Unis auprès de divers partenaires au développement.
- ▶ Plus de 175 cadres supérieurs et experts en provenance de 34 pays membres ont bénéficié des programmes de renforcement des capacités humaines et institutionnelles organisés par la banque en faveur des pays, pour leur permettre de s'adapter au nouveau système commercial multilatéral.



COOPERATION ENTRE LES PAYS ET OUVERTURE DU PROCESSUS DE PLANIFICATION NATIONALE

- ▶ En 2019, la mise en œuvre de quatre SPPM a été entamée (Gabon, Turquie, Maroc et Maldives), tandis que celle de sept autres (Sénégal, Malaisie, Indonésie, Guinée, Arabie Saoudite, Pakistan et Nigeria) est prévue en 2020.
- ▶ Plus de 10.000 personnes ont recouvré la vue après des opérations gratuites de la cataracte, et plus de 50.000 ont bénéficié de consultations ophtalmologiques gratuites, grâce à l'Alliance pour la lutte contre la cécité évitable, mise en place par la banque.



DOING BUSINESS, A LA MANIERE DU SECTEUR 4.0

- ▶ En 2019, le montant du portefeuille de projets approuvés au titre du partenariat public-privé a augmenté pour atteindre 4,3 milliards de dollars des Etats-Unis (17% du portefeuille actif de la BID), avec un total de 45 projets dans 17 pays membres.
- ▶ Un nouveau partenariat a été établi avec différentes organisations (UNESCO, Whitaker Peace and Development Initiative, Marine Investment Initiative) pour favoriser la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) dans les pays membres, à travers la science, la technologie et l'innovation (STI).
- ▶ En 2019, la banque a sélectionné au total 1.201 étudiants et chercheurs de 110 pays (826 du premier cycle, 205 du niveau de la Maîtrise et 170, du Doctorat).



CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES FAVORABLES A LA CHAINE DE VALEUR VERTE

Indicateurs sélectionnés à partir des résultats obtenus en 2019 et Résultats attendus des projets approuvés durant l'année :

- | | |
|--|--|
| ▶ Construction de 11.000 abris et projet de construction d'un nombre équivalent pour l'accueil des pauvres et des personnes déplacées. | |
| ▶ Irrigation de plus de 60.000 hectares et projet d'irrigation de 29.000 hectares supplémentaires. | |
| ▶ Fourniture de services de santé à une population de 1,8 million de personnes, avec l'objectif de faire bénéficier de ces services 38 millions personnes de plus. | |
| ▶ Fourniture d'une éducation à 2,4 millions d'étudiants, avec l'objectif d'atteindre un autre groupe de 600.000 étudiants. | |
| ▶ Fourniture d'un accès à l'eau potable et l'assainissement à 25.000 foyers, avec l'objectif d'assurer cet accès à 103.000 autres foyers. | |
| ▶ Raccordement de 240.000 foyers au réseau électrique, avec l'objectif d'élargir le service à 2,5 millions de foyers. | |
| ▶ Octroi d'un emploi ou organisation d'une formation en faveur de 90.000, avec l'objectif d'en faire bénéficier 83.000 autres. | |
| ▶ Construction de 10.500 km de routes locales et d'autoroutes, avec le projet de construire 1.200 km de plus. | |
| ▶ Projet d'installation d'un réseau à fibre optique d'une longueur de 5.300 km pour ouvrir un accès à l'internet haut débit en faveur de 60 millions de personnes. | |



REPOSITIONNEMENT DE LA FINANCE ISLAMIQUE EN VUE DU DEVELOPPEMENT

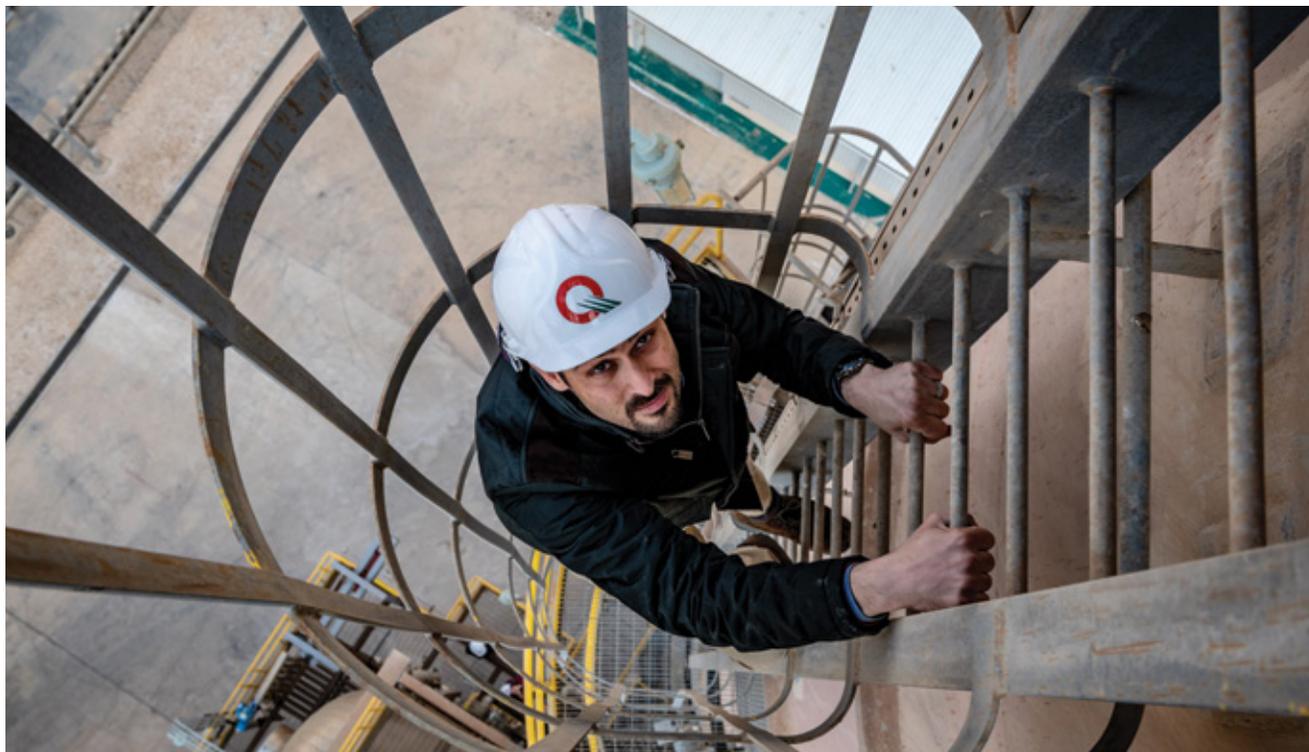
- ▶ Selon les estimations, le programme de Résilience opérationnelle pour les entreprises à valeur ajoutée (BRAVE) engagé au Nigeria (approuvé en 2019) devrait assurer un emploi à 1.400 femmes et permettre la formation de 640 femmes.
- ▶ Des projets récemment exécutés dans le secteur de la Finance islamique ont permis d'accorder des facilités de microcrédit à près de 145.000 personnes et de créer des emplois en faveur de 40.000 pauvres.
- ▶ Elaboration d'une centaine de publications et de produits de la connaissance consacrés à la finance islamique et à des thèmes liés aux principes de gouvernance de la Charia.



CONSTRUCTION DE SYSTEMES DE MARCHES RESILIENTS

- ▶ Fourniture d'un appui à 6 ONG, à hauteur d'1 million de dollars des Etats-Unis, pour des programmes de développement axés sur les femmes et la jeunesse, ce qui a permis l'élaboration de 12 études de cas.
- ▶ Octroi d'un financement de près de 300.000 dollars des Etats-Unis, pour la mise en œuvre de projets liés au changement climatique au Nigeria et au Liban.

Résumé



Le présent Rapport annuel sur l'efficacité du développement (RAED) décrit les perspectives de développement socioéconomique des 57 pays membres de la BID et fait le point sur les activités de l'institution et la contribution apportée en 2019 à la réalisation des résultats obtenus dans les pays membres et les communautés musulmanes au sein de pays non-membres, en matière de développement. Le rapport fait une synthèse des données issues des systèmes et des évaluations internes de la banque, ainsi que de sources extérieures.

PROGRAMME QUINQUENNAL DU PRÉSIDENT

Programme quinquennal du Président : Le déficit de financement à combler pour permettre aux pays membres d'atteindre les ODD (estimé à 1 trillion de dollars des Etats-Unis par an) dépasse largement le montant de financement disponible au titre de l'aide publique au développement, soit 135 milliards de dollars des Etats-Unis par an. L'ampleur de ces défis dépasse les capacités d'une seule institution. Fort de ce constat, le Groupe de la Banque islamique de développement (GBID) a adopté un nouveau modèle d'opération consistant à jouer un rôle de catalyseur du développement, qui a été pris en compte dans le Programme quinquennal du Président.

OBJECTIFS (IMPACT SUR LES PAYS MEMBRES)

La banque s'est efforcée d'adapter son modèle opérationnel aux évolutions rapides intervenant sur la scène socioéconomique mondiale et dans les pays membres. Au total, en ce qui concerne la réalisation des ODD, les pays membres de la BID enregistrent les résultats les plus faibles au niveau de la cible 9 (seulement 22%). Cela signifie donc que nos pays membres doivent tout faire pour accélérer leur industrialisation, innover et mettre en place des infrastructures de base. La volonté d'apporter une réponse à ce besoin crucial est au centre du nouveau modèle opérationnel de la banque, qui repose sur trois piliers, à savoir les chaînes de valeur, l'innovation et la finance islamique. Ledit modèle vise essentiellement à lui permettre de jouer un rôle catalyseur pour le développement, ainsi qu'il ressort du Programme quinquennal du Président. Ce programme expose un plan ambitieux axé sur l'autonomisation économique des pays membres. Il est possible de le réaliser, en aidant les pays membres à identifier des secteurs stratégiques et des activités dans lesquels ils possèdent ou peuvent obtenir un avantage comparatif au niveau mondial. Grâce à son nouveau modèle de Stratégie de partenariat avec les pays membres (SPPM), la banque s'efforce de se rapprocher des pays membres et

de travailler avec eux à identifier les industries potentielles, et d'établir un partenariat pour la mobilisation de ressources destinées à des interventions axées sur une chaîne de valeur mondiale bien comprise.

LE DEVELOPPEMENT HUMAIN GLOBAL A CONNU UNE AMELIORATION, SE TRADUISANT PAR UNE HAUSSE MARGINALE DE L'INDICE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN, PASSE DE 0,6 EN 2006 A 0,627 EN 2019. ”

PROBLEMES MACROECONOMIQUES DES PAYS MEMBRES

- ▶ Il convient de noter que les pays membres n'avancent pas tous au même rythme, pour ce qui est de la réalisation des ODD. En mesurant les progrès qu'ils ont accomplis sur la voie du développement, de 2006 à 2018, l'on constate qu'en ce qui concerne le rythme de développement, le tableau est contrasté.
- ▶ Il sera nécessaire de répondre aux besoins de la population croissante de jeunes, qui devrait augmenter de 100 millions entre 2015 et 2030.
- ▶ Les pays membres enregistrent des niveaux extrêmement élevés de déficit commercial, pour 22 industries sur 25 industries.

LE TAUX DE REALISATION GLOBAL DES ODD PAR LES PAYS MEMBRES DE LA BID A ETE DE 56 POUR CENT, SOIT SEULEMENT 4 POUR CENT DE MOINS QUE LA MOYENNE MONDIALE DE 60 POUR CENT. ”

RESULTATS

La banque a réalisé des progrès importants sur chacun des six piliers stratégiques du Cadre de Stratégie décennale. Il est proposé ci-après un résumé des principales activités entreprises et des réalisations obtenues.

1. RENFORCEMENT DES CAPACITES ET AMELIORATION DE L'ACCES A L'INFORMATION SUR LE MARCHE

- ▶ Une enveloppe de 350.000 dollars des Etats-Unis a été allouée à la promotion de l'intégration régionale, permettant également de mobiliser 1,15 million de dollars des Etats-Unis auprès de différents partenaires au développement.
- ▶ Un total de 175 cadres supérieurs et experts de 34 pays membres ont bénéficié des programmes de la banque conçus dans le but de renforcer les capacités humaines et institutionnelles des pays pour leur permettre de s'adapter au nouveau système de commerce multilatéral.

2. COOPERATION ENTRE LES PAYS MEMBRES ET OUVERTURE DU PROCESSUS DE PLANIFICATION NATIONALE

La programmation est de plus en plus liée à la **Stratégie de partenariat avec les pays membres (SPPM)** de type 2.0, qui est alignée sur le Programme quinquennal du Président et le cadre des chaînes de valeur mondiales, servant d'outil pour le développement d'une réserve de projet grâce à une évaluation dynamique des besoins. En 2019, il a été procédé au lancement de quatre SPPM de type 2.0 (Gabon, Turquie, Maroc et Maldives), sept autres étant prévues pour 2020 (Sénégal, Malaisie, Indonésie, Guinée, Arabie Saoudite, Pakistan et Nigeria).

- ▶ Plus de 10.000 personnes ont pu recouvrer la vue, à la suite **d'opérations gratuites de la cataracte** et plus de **50.000** ont bénéficié de **consultations ophtalmologiques gratuites**, par le biais de l'Alliance pour la lutte contre la cécité évitable, mise en place par la banque.
- ▶ La banque a permis de relier entre eux **8 pays membres**, grâce à des **opérations de liaisons croisées** – une initiative de la BID visant à **soutenir la coopération Sud-Sud et triangulaire (SSTrC)** entre les pays membres, dans le cadre de divers programmes de développement.
- ▶ Au moins **175 cadres supérieurs** et experts en provenance de **34 pays membres** ont pu bénéficier d'un programme de renforcement de capacités en matière de négociation et de mise en œuvre d'accords commerciaux multilatéraux. Par ailleurs, la banque a réalisé **9 publications portant sur la coopération et l'intégration régionale (CIR)**.

10.000 PERSONNES ONT RECOUVRE LA VUE GRACE A DES OPERATIONS GRATUITES DE LA CATARACTE ET 50.000 PERSONNES ONT BENEFICIE DE CONSULTATIONS OPHTALMOLOGIQUES GRATUITES GRACE A L'ALLIANCE MISE EN PLCE PAR LA BANQUE POUR LA LUTTE CONTRE LA CECITE EVITABLE. ”



3. DOING BUSINESS, A LA MANIERE DE L'INDUSTRIE 4.0

- ▶ Les interventions concernant **la science, la technologie et l'innovation (STI)** cibleront l'amélioration de la productivité et le soutien à l'entrepreneuriat.
- ▶ En 2019, la banque a sélectionné un total de **1.201 étudiants et chercheurs provenant de 110 pays**. Des bourses ont été octroyées à 691 étudiants de premier cycle (135 bourses provenant du Fonds BID-FSID). D'autre part, en 2019, une aide financière a été accordée à 205 étudiants du niveau de la maîtrise et 170 autres poursuivant des études de doctorat ou des travaux de recherche postdoctorale.
- ▶ A la clôture de l'exercice 2019, le montant du portefeuille de projets approuvés au titre du partenariat public-privé (PPP) avait atteint **4,3 milliards de dollars** des Etats-Unis (17% du portefeuille actif de la BID) ; ce portefeuille comprenait notamment 45 projets se trouvant à diverses phases de réalisation – de l'approbation à la clôture et au remboursement.

LE MONTANT DU PORTEFEUILLE DE PROJETS APPROUVES AU TITRE DU PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE (PPP) A ATTEINT 4,3 MILLIARDS DE DOLLARS (17% DU PORTEFEUILLE ACTIF DE LA BID), AVEC NOTAMMENT 45 PROJETS DANS 17 PAYS MEMBRES. ””



- ▶ La banque a contribué à hauteur de 38,8 millions de dollars des Etats-Unis au projet Djibouti Africa Regional Express-1 (DARE) qui doit assurer l'accès à internet à une population de **60 millions d'abonnés** à l'horizon 2024, grâce à l'installation d'un câble sous-marin de 5.340 km.

4. CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES FAVORABLES A LA CHAINE DE VALEUR VERTE

La BID consacre une part importante de ses ressources au financement de projets d'infrastructures propres à accroître l'efficacité des acteurs du marché opérant dans les chaînes de valeur retenues dans le cadre des Stratégies de partenariat avec les pays membres.



Santé

- ▶ En 2019, trois projets ont été réalisés dans le secteur de la Santé. Près de **4.000 postes de santé** ont été mis en place, liés essentiellement au Programme intégré de développement communautaire, en Indonésie.
- ▶ Les travaux de construction du **Centre hospitalier de formation et recherche, d'une capacité de 558 lits**, ont été achevés et il est attendu au total **1,2 million de visiteurs par an**, pour des soins ambulatoires.
- ▶ Au Bénin, le projet d'habitat social devrait garantir l'accès à l'électricité, à des services d'assainissement améliorés, ainsi qu'à l'eau potable, à 2.000 ménages, tout en contribuant à la création d'emplois en faveur de plus de 13.000 personnes.
- ▶ Le programme d'éradication de la poliomyélite (Phase 3) au Pakistan, devrait permettre de **vacciner 38 millions d'enfants**.

LE PROGRAMME D'ERADICATION DE LA POLIO (THIRD PHASE) AU PAKISTAN, DEVRAIT ASSURER LA VACCINATION DE 38 MILLIONS D'ENFANTS. ””



Education

- ▶ Au total, onze projets ont été réalisés en 2019, dans le **secteur de l'Education**. Un accès à l'éducation a été fourni à **2,3 millions d'étudiants** de divers niveaux, à travers le programme d'alphabétisation mis en œuvre au Maroc, qui a également permis de former **12.000 enseignants**.
- ▶ En Indonésie, le projet de développement communautaire a permis de construire près de **900 écoles**.
- ▶ En 2019, il a été approuvé en faveur du secteur de l'éducation un total de 24 opérations et des subventions d'une valeur de 83,8 millions de dollars. Ces opérations devraient permettre la construction de **68 établissements scolaires**, ainsi que la formation de **1.200 enseignants** et membres des facultés.



Eau, Assainissement et Habitat

- ▶ En 2019, la banque a **approuvé un montant de 164 millions** de dollars des Etats-Unis pour un total de 18 opérations et subventions dans le secteur de **l'Eau et de l'Assainissement**. Le projet d'assainissement d'Abidjan et de villes secondaires devrait permettre d'augmenter

les capacités de traitement des eaux usées, de 840.000 m³/jour.

- ▶ Au titre du projet de drainage d'Al Ghadir, au Liban, il sera procédé à la construction d'un **réseau d'égouts de 308 km**, avec une capacité de traitement de 90.000 m³/jour.
- ▶ Les projets réalisés en 2019 ont permis de construire un réseau d'égouts d'une longueur de plus de **2.500 km**. Dans le cadre du Projet intégré de développement communautaire, plus de **11.000 personnes pauvres**, dont 8.000 vivant en Indonésie, ont eu accès au logement avec des installations d'eau potable et d'assainissement. En Côte d'Ivoire, le Projet de reconstruction post-conflit, a permis de construire une station de traitement d'eau d'une capacité de **12.000 m³ par jour**.
- ▶ En Ouzbékistan, la réalisation d'un projet de logements en milieu rural devrait permettre de fournir un **abri à 6.400 personnes**.



Agriculture

- ▶ 19 projets ont été **réalisés** dans ce domaine, en 2019, avec pour résultat l'irrigation de plus de **60.000 hectares** de terres et l'augmentation de la production de **1,4 million de tonnes**, liée en grande à un projet de fourniture de semences de qualité au Bangladesh.
- ▶ Des ressources en eau estimées à **208.000 m³** ont pu être exploitées grâce à des projets de barrage en Iran et au Yémen.
- ▶ Au total, 28 opérations et subventions ont été **approuvées** au profit du **secteur de l'Agriculture**, pour une valeur de 193 millions de dollars, en 2019. Selon les attentes, ces projets devraient permettre l'irrigation de terres d'une superficie de 58.000 hectares, sur lesquels 10.000 hectares sont situés en Mauritanie et au Sénégal.

- ▶ Le projet d'irrigation prévu en République Kirghize devrait permettre **d'accroître la production, de 60.000 tonnes**, ainsi que de construire des **capacités de stockage de 3.000 tonnes**.
- ▶ La banque a approuvé un montant total de 70,5 millions de dollars, en faveur d'un projet agricole intégré sur les hautes terres d'Indonésie. Il a pour but d'assurer l'irrigation d'une superficie de **14.000 hectares** et de fournir des facilités de microcrédit à **18.000 personnes**.
- ▶ Au Burkina Faso, le projet de développement hydro-agricole de la région de Danguoumana devrait permettre de fournir l'accès à des semences améliorées à 20.000 agriculteurs.



208.000 M3 DE RESSOURCES EN EAU ONT ETE EXPLOITES GRACE A DES PROJETS DE BARRAGES EN IRAN ET AU YEMEN. ”



- ▶ Au total, 10 projets et subventions d'un montant de 274,9 millions de dollars, ont été approuvés en 2019. La centrale électrique de 600 MW de Jamshoro devrait permettre de raccorder 2,5 millions de ménages au réseau électrique. De même, grâce au projet d'énergie solaire en Gambie, 4.400 ménages pourront avoir accès à l'électricité. Les investissements dans l'énergie propre devraient contribuer à réduire les émissions de CO2 de 14.000 tonnes par an.

LES INVESTISSEMENTS DANS L'ENERGIE PROPRE DEVRAIENT CONTRIBUER A REDUIRE LES EMISSIONS DE CO2 DE 14.000 TONNES PAR AN. ”

Autonomisation des femmes

- ▶ Au total, 30 opérations et subventions (d'une valeur de 39,9 millions de dollars) ont été **approuvées** en 2019.
- ▶ Selon les estimations, **1.400 femmes** bénéficieront d'un emploi grâce au projet BRAVE (Business Resilience for Value Adding Enterprises) au Nigeria ; en outre, 640 femmes recevront une formation.

Energie

- ▶ Douze projets ont été réalisés au total dans le secteur énergétique, en 2019. Ils ont permis de générer l'équivalent de 3.622 MW d'électricité, dont 1.700 MW à partir de sources renouvelables, contribuant à réduire de 204.000 tonnes par an les émissions de CO2. Ces projets ont permis le raccordement de 240.000 foyers au réseau d'électricité, grâce à une ligne de transmission d'une longueur de plus de 2.700 km.

Transport

- ▶ Au total, 11 projets ont été **réalisés** en 2019, dans ce secteur. Près de **12.000 km de routes** ont été construits, sur lesquels on compte environ 300km de voies express. Le projet d'agrandissement de l'aéroport Queen Aalia a permis d'accroître la capacité de transport



annuel de passagers pour la porter à près de 3 millions par an. Quant au projet de port maritime de Jorf Lasfer, au Maroc, il a contribué à une augmentation de 18 millions de tonnes par an.

- ▶ Les 13 projets et subventions **approuvés** en 2019 pour le secteur du transport (100,6 millions de dollars) devraient **permettre le pavage de 411 km** de voies expressives au Kazakhstan, en Guinée, au Nigeria, en Afghanistan et en Ouganda.

5. REPOSITIONNEMENT DE LA FINANCE ISLAMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT

Pour lancer les activités tout au long de la chaîne de valeur, il est essentiel d'avoir un secteur des services financiers très performant. La finance islamique est idéalement placée pour diriger cette activité puisque, dans ses principes, elle insiste sur la forte relation entre la finance et les activités économiques, à travers la participation au risque et à la récompense.

- ▶ En 2019, la banque a réalisé dix projets de **finance islamique**, qui ont permis d'offrir des solutions en matière de microfinance à près de **1.450.000 personnes démunies** et de **créer des emplois en faveur de 40.000 personnes**. Parmi ces projets, l'un des plus notables concerne le projet intégré de microcrédit au Bénin.

EN 2019, LA BANQUE A OFFERT DES SOLUTIONS EN MICROFINANCE ISLAMIQUE A PRES DE 1.450.000 PERSONNES DEMUNIES ET DE CREER DES EMPLOIS EN FAVEUR DE 40.000 AUTRES PERSONNES. ☺☺

6. CONSTRUCTION DE SYSTEMES DE MARCHE RESILIENTS

La BID veillera spécialement à ce que **personnes ne soit laissé à la traîne**, en faisant en sorte que les marchés servent les besoins des couches les plus démunies, notamment les femmes et les jeunes.

- ▶ La banque a commencé à apporter son appui aux pays membres, afin de leur permettre d'obtenir un financement pour les besoins de la mise en œuvre du programme relatif au **changement climatique**.
- ▶ Le Nigeria a reçu une enveloppe de **100.000 dollars** des Etats-Unis, tandis que le Liban se prépare à soumettre une demande de financement de **183.000 dollars** des Etats-Unis pour les besoins du renforcement de l'action climatique. La banque apportera son appui à la mise en œuvre par les pays membres des plans de contributions déterminées nationalement.
- ▶ Pour soutenir les efforts de renforcement de la résilience, un appui a été apporté à **quatre opérations d'aide d'urgence en faveur** du Mozambique, de l'Iran, du Mali et de la Sierra Leone, ainsi qu'à 3 projets d'ONG au Tchad, en Somalie et au Yémen, pour un montant total d'1,5 million de dollars.

- ▶ La banque a apporté un soutien dans le cadre de six opérations d'ONG relatives à des subventions, qui ont permis d'octroyer environ **1 million de dollars des Etats-Unis aux femmes et aux jeunes**, de réaliser des études de cas qui décrivent la contribution de la banque au développement et à l'autonomisation des jeunes et font le point sur les leçons à retenir pour les besoins de futures interventions.

PERFORMANCE DE L'INSTITUTION

La banque a mis au point un cadre de programmation stratégique intégré (CPSI), à travers lequel les ressources budgétaires sont intégrées dans un programme de travail reliant entre eux trois éléments importants : la stratégie, l'exploitation et l'administration. Par ailleurs, pour s'assurer que la sélection des projets soit effectuée de manière stratégique et dynamique, la banque a mis en place un nouvel outil de qualification et de priorisation.

- ▶ En 2019, il a été établi au total 26 rapports d'achèvement de projets (RAP), sur lesquels **85% ont été considérés comme une réussite ou une très grande réussite**.
- ▶ La banque a débloqué un montant de **2,98 milliards** de dollars des Etats-Unis pour des opérations liées à des projets et des subventions, soit une hausse de 16% par rapport au montant décaissé en 2018.
- ▶ Elle a mis en place un Indice de **développement et d'évaluation financière** (sigle anglais : DEFAL), afin de garantir la rigueur et la transparence dans la répartition des ressources entre les pays membres.
- ▶ En 2019, **67%** des projets évalués ont été jugés 'satisfaisants' ou 'très satisfaisants'.
- ▶ La banque a amélioré sa présence et sa visibilité dans les pays membres, grâce à la mise en place de **sept centres régionaux**, quatre autres étant prévus en 2020. Au total, 165 employés travaillent à faire avancer les objectifs de la banque, au sein de ces HR.
- ▶ Les **procédures améliorées et les outils technologiques** ont été mis à profit pour assurer l'intégration en douceur des nouveaux agents et établir des liens avec le siège de la banque à Djeddah, en Arabie Saoudite.
- ▶ De 70.000 dollars, l'exercice précédent, le ratio des dépenses administratives internes par décaissement d'un montant d'1 million de dollars, **est retombé à 56.000 dollars**.



SAFEC

Bii ma taɓuɓɓoɓe ti jenuwarin
Karguɓɓu taɓuɓɓoɓe taɓuɓɓoɓe
a b c d e f h i
j k l m n n g o
p r s t u w y
a b c h f



Chapitre 1



Introduction

LE RAPPORT ANNUEL SUR L'EFFICACITE DU DEVELOPPEMENT (RAED) DONNE UN APERCU DE LA CONTRIBUTION DE LA BANQUE A LA REALISATION DES ASPIRATIONS AU DEVELOPPEMENT DURABLE DES PAYS MEMBRES ET DES COMMUNAUTES MUSULMANES VIVANT DANS LES PAYS NON-MEMBRES

Le rapport évalue les progrès des pays membres de la BID sur la voie du développement durable, ainsi que la performance de la banque, à trois niveaux, à savoir (i) les **objectifs** socioéconomiques que la banque aspire à réaliser dans les pays membres, (ii) les **résultats** que la banque contribue à obtenir dans les pays membres, et (iii) la **performance** de la banque en termes d'efficacité opérationnelle et organisationnelle.

Il s'agit d'un outil important permettant au Conseil des Directeurs exécutifs et à la Direction de l'institution d'en évaluer l'efficacité des opérations et de la performance durant l'exercice sous revue.

A. LE CADRE STRATEGIQUE DECENNAL

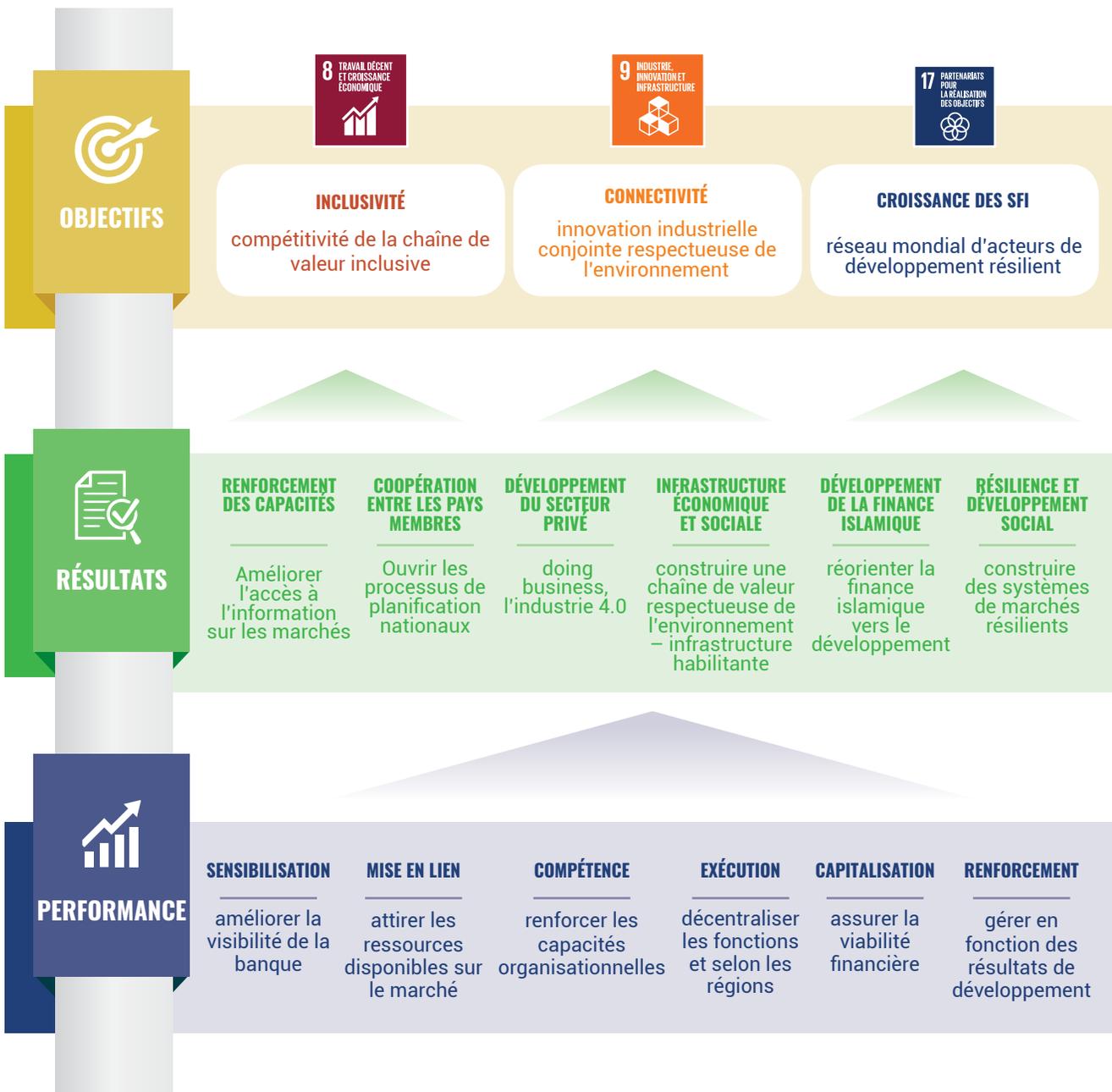
Cette stratégie décennale est devenue la base pour le suivi des interventions de la banque et l'établissement de rapports



à ce sujet. Il a été procédé au lancement du Programme quinquennal du Président en vue d'accélérer la mise en œuvre et la réalisation des objectifs de la Stratégie décennale. Le Programme quinquennal du Président a servi de référence pour la mise au point d'un nouveau modèle opérationnel fondé sur l'exigence de relever les principaux défis auxquels se trouve confrontée la banque et qui sont liés aussi bien à des facteurs externes qu'internes. La banque se trouve actuellement engagée dans la quatrième année de mise en œuvre de

la Stratégie décennale, dans laquelle sont exposées ses priorités stratégiques, opérationnelles et organisationnelles. A la fin 2016, le Président entrant a procédé au lancement du Programme quinquennal du Président qui vise à accélérer la réalisation des objectifs définis dans la Stratégie décennale, tout en répondant aux défis et opportunités internes et externes qui se présentent à la banque et à ses pays membres. Les différents niveaux et piliers de cette stratégie décennale sont illustrés dans la figure 1 ci-après.

Figure 1.1 : Cadre stratégique décennal



1. BUTS

La BID s'attache à réorienter son mode de financement opérationnel et d'assistance technique, actuellement réactif et axé sur le financement public, pour adopter une approche plus proactive et axée sur le marché. Le nouveau modèle met l'accent sur les relations, non seulement avec le secteur public, mais également avec le privé, la société civile et le grand public (par des moyens physiques et électroniques). La Stratégie de partenariat avec les pays membres (SPPM), dans sa nouvelle formule, vise à présent la réalisation des trois objectifs de développement qui suivent.

Après les avoir identifiées, investir dans les chaînes de valeur susceptibles de stimuler la compétitivité des pays membres et de favoriser la croissance et la création d'emplois ;

Maximiser la production et les exportations des pays membres, en se tournant vers l'innovation industrielle écologique ;

Attirer le capital privé en s'orientant vers l'investissement à impact social et en faisant en sorte d'établir un réseau résilient d'acteurs du développement.



2. RESULTATS OPERATIONNELS

La banque s'efforcera d'accroître progressivement la proportion de ses opérations qui sont alignées sur la SPPM nouvelle formule, pour la porter à 80% d'ici 2022. La SPPM mettra à profit l'accès à l'information sur le marché pour permettre aux pays membres d'avoir une meilleure compréhension des chaînes de valeur mondiales. Il sera ainsi possible d'établir des liens et de **promouvoir la coopération entre les pays membres**, sur la base de leurs avantages comparatifs respectifs. En exploitant au mieux le rôle crucial que joue le secteur privé, la banque s'efforcera de **stimuler la productivité, notamment dans les secteurs de rupture**, tirés par la quatrième révolution industrielle et l'entrepreneuriat, dans le domaine de la science, la technologie et l'innovation (STI).

Tout en cherchant à étendre ses activités dans ces nouveaux domaines, la banque maintiendra ses **investissements dans les projets d'infrastructures** permettant de répondre à la problématique de la viabilité environnementale et à l'impact négatif du changement climatique.

L'**industrie de la finance islamique** pèse aujourd'hui plus de 2 trillions de dollars des Etats-Unis (deux fois la valeur du

déficit de financement des ODD des pays membres) et offre un moyen unique de libérer les activités de l'ensemble des chaînes de valeur. Partant, la banque s'efforcera d'accroître sa riche expérience, pour aider les pays membres à établir un lien entre la finance islamique et les activités prioritaires qu'ils mènent dans la chaîne de valeur. La chaîne de valeur mondiale et les activités du marché seront conçues de sorte à assurer l'inclusion et préserver les intérêts des femmes et des jeunes, notamment dans les pays membres confrontés à des troubles géopolitiques. Par ailleurs, la banque veillera à inscrire dans l'ensemble de son portefeuille d'opérations, des politiques de **sauvegarde environnementale et sociale (SES)** et d'insertion sur le marché.

3. MOTEURS DE LA PERFORMANCE

Pour devenir une organisation dotée de la souplesse nécessaire pour assurer l'obtention de résultats de développement durables dans les pays membres, la banque a concentré son attention sur un certain nombre de facteurs de performance. Pour commencer, elle s'emploie à entretenir une **communication plus dynamique et efficace** avec les pays membres, ainsi qu'à accroître sa visibilité et étendre son rayon d'action pour toucher un public plus large.

Une reconnaissance plus large de la banque **permettra d'attirer plus de ressources sur le marché**, en guise de source alternative de financement. La banque s'emploie à élargir ses **capacités** en se tournant vers de nouvelles frontières, notamment les chaînes de valeur. Elle établit un partenariat avec d'autres institutions pour la mise en place de programmes de formation et de détachement bien ciblés. Sa volonté est de devenir **une organisation plus légère**, s'appuyant sur des processus opérationnels plus simples, sur la recherche de la qualité, les technologies basées sur le nuage, ainsi que des règles claires de délégation de pouvoirs et une présence plus marquée sur le terrain.

LA BID VEUT S'ORIENTER VERS UN MODELE AUTONOME METTANT A PROFIT LES RESSOURCES DU SECTEUR PRIVE TOUT EN CONSERVANT SA NOTATION AAA. ”



B. LE NOUVEAU MODELE OPERATIONNEL

Le Programme de développement mondial à l'horizon 2030, représenté par les Objectifs de développement durable (ODD) et un certain nombre d'autres accords (exemple, celui de la COP21 sur le changement climatique) constitue un tournant essentiel dans le dialogue mondial sur le développement. L'opérationnalisation de ce programme nécessite un nouveau modèle de développement permettant de relever les nouveaux défis mondiaux, par le biais d'une croissance tirée par le marché, de la science, de la technologie et l'innovation, ainsi qu'un partenariat mondial pour le développement.

En dépit de progrès notables réalisés au titre du programme 2030, les pays membres de la BID se trouvent encore en décrochage par rapport aux autres sur beaucoup de questions, notamment les conflits, les tensions géopolitiques, les réfugiés, l'explosion démographique de la jeunesse, la pauvreté et les inégalités. Le déficit de financement, pour la réalisation des ODD (se chiffrant à près d'un trillion USD par an) dépasse largement le montant de l'aide publique au développement disponible, à savoir 135 milliards de dollars des Etats-Unis par an. Cela signifie que pour chaque dollar de l'aide publique au développement, les pays membres doivent mobiliser 23 dollars devant provenir de sources encore inexploitées.

LE DEFICIT DE FINANCEMENT A COMBLER PAR LES PAYS MEMBRES POUR LA REALISATION DES ODD (APPROX. 1 TRILLION DE DOLLARS PAR AN) DEPASSE LARGEMENT LE MONTANT DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT DISPONIBLE, SOIT 135 MILLIARDS DE DOLLARS PAR AN. ”

Le nouveau modèle opérationnel de la banque repose sur l'idée d'une réorientation du développement, en tant que stratégie de croissance nationale. Il s'agit de tout faire afin d'accroître la valeur ajoutée au sein d'industries stratégiques concurrentielles, reliées aux chaînes de valeur globales. La focalisation sur les chaînes de valeur globales permet à la banque d'établir un ordre de priorité de ses projets, en prenant en compte tous les intervenants d'une chaîne de valeur donnée, tout en créant des emplois durables, en favorisant l'innovation industrielle et attirant les ressources du marché.



Le nouveau modèle opérationnel est conçu pour répondre aux trois objectifs clés suivants du Programme quinquennal du Président :

Être proactif

Devenir une banque qui donne aux pays membres les moyens d'anticiper sur l'évolution des choses et d'amener les forces du marché mondial à travailler à la réalisation de leurs aspirations en matière de développement ;

procéder à une réorientation progressive de son portefeuille d'opérations, en faisant en sorte de se détourner des interventions dispersées, pour se concentrer sur la mise en œuvre de programmes intégrés à fort impact, de bout en bout.

Être à la pointe du progrès

Être rapide et pouvoir faire preuve d'adaptation

devenir une organisation souple, capable de répondre de la manière la plus efficace et efficiente aux besoins des pays membres.

En 2019, la banque a mis en place un nouveau Cadre de programmation stratégique intégré (CPSI) devant permettre de : (i) réaliser une évaluation dynamique des besoins des pays membres, (ii) procéder à une sélection des projets axée sur l'impact, en recourant à des mécanismes de qualification

et de priorisation, (iii) établir un lien entre la stratégie et les ressources disponibles, par la hiérarchisation des priorités stratégiques et la fixation de cibles.

Le nouveau modèle opérationnel de la banque, 'Mettre les marchés au service du développement' vise à réorienter les opérations liées au développement dans l'objectif d'assurer la compétitivité des industries stratégiques des pays membres et de les connecter aux chaînes de valeur globales.

Ce nouveau modèle offre aux pays membres tout une suite de nouveaux mécanismes de financement qui viennent s'ajouter au mode traditionnel de financement de projet. Les interventions de la banque suivront une approche programmatique, avec un accent particulier sur la création d'emplois, l'apport de valeur ajoutée et la mobilisation d'investissements étrangers.





Chapitre 2



Buts

CE CHAPITRE EXAMINE LES PROGRES REALISES PAR LES PAYS MEMBRES SUR LE PLAN ECONOMIQUE ET SOCIAL, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LA REALISATION DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE.

A. PERSPECTIVES ECONOMIQUES MONDIALES

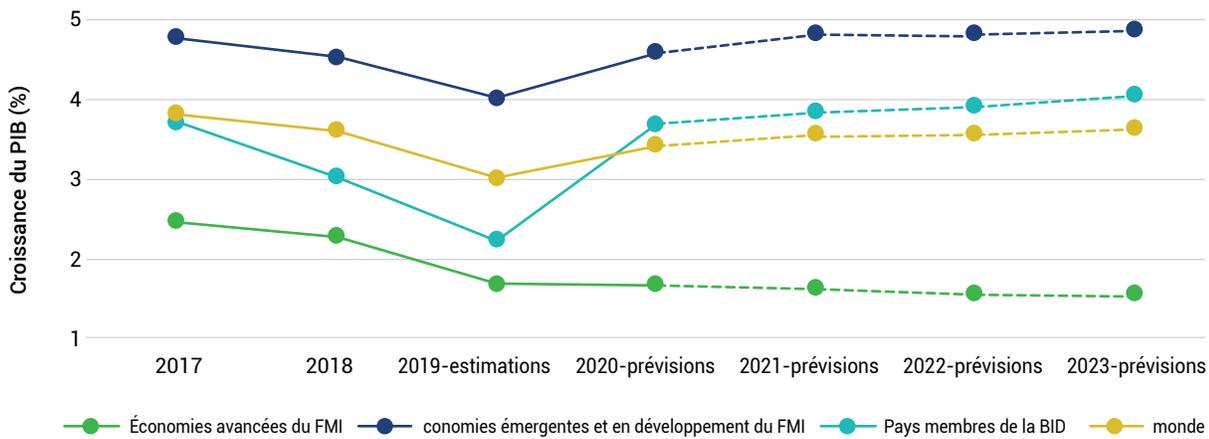
Dans le rapport d'octobre 2019 sur les Perspectives de l'économie mondiale, le FMI prévoit que le produit intérieur brut (PIB) mondial s'établira à 3% en 2019, marquant une baisse par rapport à 2018 (3,6%). Dans les pays développés, la croissance cumulée devrait se situer à 1,7% (2,3% en 2018). Dans les économies avancées, les économies émergentes et celles en développement, plusieurs facteurs ont contribué au ralentissement économique mondial. La montée des sentiments ayant conduit à des politiques nationalistes-protectionnistes-populistes, a affecté le commerce mondial et grandement

perturbé les chaînes internationales d'approvisionnement. Les risques géopolitiques sont élevés en Asie et notamment au Moyen Orient, résultant du détricotage de l'accord avec l'Iran sur le nucléaire et des troubles civils prolongés qui ont entraîné des chocs liés à l'offre énergétique, ainsi qu'une augmentation des migrations internationales.

SELON LES PREVISIONS, LA CROISSANCE DU PIB MONDIAL DEVRAIT ETRE DE 3% EN 2019, CONTRE 3,6% EN 2018. POUR LES ECONOMIES AVANCEES, LA CROISSANCE CUMULEE DEVRAIT ETRE DE 1,7%, CONTRE 2,3% EN 2018.. ”



Figure 2.1: Tendances de croissance du PIB mondial réel



Source: Perspectives de l'économie mondiale du FMI, octobre 2019

B. CROISSANCE ECONOMIQUE DANS LES PAYS MEMBRES

Selon les prévisions faites par le FMI à la fin 2019, la croissance devrait marquer un recul en 2019 dans les pays membres de la BID, avant de connaître une amélioration à partir de 2020. Le taux de croissance du PIB dans les pays membres, qui était de 3% en 2018, devrait retomber à 2,2% en 2019, selon les prévisions. Il devrait augmenter sensiblement, pour atteindre 3,7% en 2020 et 3,8% en 2021, un plus grand nombre de pays membres devant enregistrer en 2020 des taux de croissance de 6% et plus.

Pays membres enregistrant une croissance rapide

En 2019, il est prévu que 11 pays membres (Bangladesh, Côte d'Ivoire, Bénin, Gambie, Maldives, Turkménistan, Niger, Ouganda, Sénégal, Burkina Faso et Libye) enregistrent une croissance au moins égale à 6%, contre 13 pays membres en 2020. En outre, sept pays membres (Indonésie, Arabie Saoudite, Turquie, Iran, Emirats Arabes Unis, Nigeria et Egypte) devraient connaître une expansion de la croissance, et trois (Bangladesh, Malaisie et Pakistan) un léger ralentissement de la croissance de moins d'1%.



Pays membres devant afficher une forte amélioration de la croissance

Une forte amélioration de la croissance est attendue en Arabie Saoudite, en Turquie et en Iran. L'économie iranienne devrait connaître une reprise se traduisant par une croissance de 0,05% en 2020, selon les prévisions, après une chute brutale à un niveau négatif de - 9,5 percent en 2019, alors que le pays s'adapte à l'impact des sanctions américaines. Les réformes structurelles en cours en Arabie Saoudite et en Turquie devraient produire leurs effets en 2020, avec des prévisions de hausse de la croissance, qui devrait passer de 0,2% en 2019 à 2,2% en 2020 pour l'Arabie Saoudite, tandis que pour la Turquie, cette hausse devrait être de 0,25% à 2,9% durant la même période.

La Gambie bénéficie des perspectives de croissance favorables résultant de l'amélioration de l'environnement des affaires. De son côté, la Guyane, à la suite de la découverte de réserves importantes de pétrole, devrait voir son taux de croissance augmenter pour atteindre 85,6% en 2020, se plaçant ainsi au premier rang des pays connaissant la croissance la plus rapide au monde.

Pays membre devant connaître une réduction du PIB, selon les prévisions

Les prévisions de réduction les plus importantes, d'avril 2019 à octobre 2019, concernent la Libye (23,3%), suivie de l'Iran (3,5%), de Brunei (2,9%) et du Mozambique (2,2%). La reprise des combats autour de la capitale libyenne, Tripoli et de ses champs pétrolifères, a conduit à une révision à la baisse des prévisions de croissance de la Libye. De la même manière, les sanctions commerciales et économiques dont l'Iran fait l'objet, continuent de réduire les perspectives de croissance du pays. La croissance du PIB de Brunei est en baisse en raison de la faiblesse persistante des prix du pétrole, qui représente 62% du PIB et 90% des recettes publiques.

Economies à croissance rapide en 2019-2020

Trois pays membres devraient figurer sur la liste des dix pays enregistrant la croissance la plus rapide au monde – le Bangladesh, la Côte d'Ivoire et la Mauritanie, en 2019 ; la Guyane, le Bangladesh et la Côte d'Ivoire, en 2020. Les investissements dans le commerce et le secteur public sont à l'origine de la forte croissance économique au Bangladesh, le prêt-à-porter représentant 80% des exportations du pays. Quant à la Côte d'Ivoire, elle est dotée d'abondantes ressources naturelles et fait partie des plus grands producteurs de cacao et de noix de cajou au monde ; les activités d'exploration de pétrole et de gaz se poursuivent également dans le pays. Pour sa part, la Mauritanie est entrée en 2019 dans le groupe des dix pays enregistrant la croissance la plus rapide au monde, grâce à l'augmentation importante des investissements directs étrangers dans l'exploration gazière offshore et les industries extractives.



Perspectives économiques régionales

Pour les pays exportateurs de pétrole, il devrait être observé une contraction de la croissance (de positive, à 0,8% en 2018 à négative, à de 0,2% en 2020), en raison de la réduction de la demande et de la chute des cours du pétrole. Quant aux pays non-exportateurs, ils devraient enregistrer un ralentissement de la croissance, qui passera de 4,7% en 2018 à 3,9% en 2019.



TURQUIE

Perspectives de croissance en hausse, de négative, à 2,5% en 2019 à positive, à 2,9% en 2020.

MAURITANIE

L'une des économies enregistrant la croissance la plus rapide, avec 5,9%, en raison des investissements directs étrangers dans l'exploration de gaz offshore.

LIBYE

Prévisions de plus forte réduction en 2019 (23,3%).

MENA ET EUROPE

Croissance moyenne du PIB réel de 3,9%. La région enregistre une nette augmentation – de 0,4% en 2019 à des prévisions de 2,75% en 2020 grâce à la conjoncture économique favorable dans trois pays : l'Arabie Saoudite, la Turquie et l'Iran.

AFRIQUE ET AMERIQUE LATINE

Croissance moyenne du PIB réel de 4,4%, qui devrait s'établir à 4,3% en 2020, et (6,1%) dans les pays non-exportateurs de combustibles.

GUYANE

Grâce aux récentes découvertes de pétrole et à une croissance de 85,6% du PIB, figure au premier rang des pays connaissant la plus forte croissance au monde.

GAMBIE

Figure parmi les pays connaissant la croissance la plus rapide (6,4%), à la faveur de l'amélioration de l'environnement des affaires.

COTE D'IVOIRE

Une des économies enregistrant la croissance la plus rapide, avec un taux de 7,3%, en raison de l'augmentation de la production de cacao et de noix de cajou.

MENA et Europe

Afrique et
Amérique Latine

IRAN

Devrait enregistrer une reprise, en partant d'un taux de croissance de -9.5% en 2019, pour atteindre 0,05% en 2020.

BANGLADESH

L'une des économies affichant la croissance la plus rapide (7,4%) grâce aux exportations de textiles.

Asie

ASIE

Région connaissant la croissance la plus rapide, avec un taux de croissance moyen du PIB de 5,6%, qui devrait retomber à 5,2% en 2020.

ARABIE SAOUDITE

Devrait enregistrer un taux de croissance de 2% en 2020, du fait des réformes structurelles engagées et de l'ouverture à l'investissement étranger.

BRUNEI

Réduction de la croissance de 2,9%, en raison de la baisse des prix du pétrole.

AFRIQUE ET AMERIQUE LATINE

Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Guyane, Mali, Mozambique, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Suriname, Togo et Ouganda.

ASIE

Bangladesh, Brunei, Indonésie, Kazakhstan, République kirghize, Malaisie, Maldives, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan.

MENA ET EUROPE

Afghanistan, Albanie, Algérie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Égypte, Iran, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Mauritanie, Maroc, Oman, Pakistan, Palestine, Qatar, Arabie saoudite, Soudan, Syrie, Tunisie, Turquie, Émirats arabes unis et Yémen .

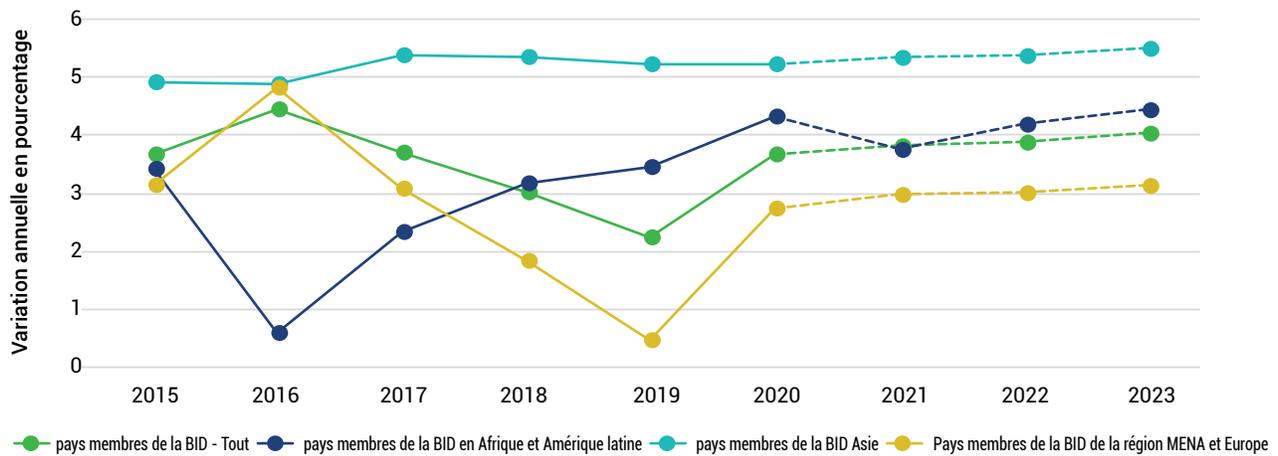
Région Asie

La locomotive de la croissance des pays membres de la BID se trouve en Asie. Le taux de croissance du PIB s'y est situé en moyenne à 5,6% depuis 2010, contre 4,4% pour l'Afrique et l'Amérique latine et 3,9% pour la MENA et l'Europe. Les pays asiatiques membres de la BID ont maintenu un profil de croissance stable, avant d'enregistrer un léger ralentissement de la croissance, de 5,4% en 2018, à un niveau estimé à 5,3% en 2019, puis 5,2% en 2020, illustrant les effets des tensions commerciales, de la baisse de la demande et du fléchissement de la croissance dans le monde.

Région Afrique et Amérique latine

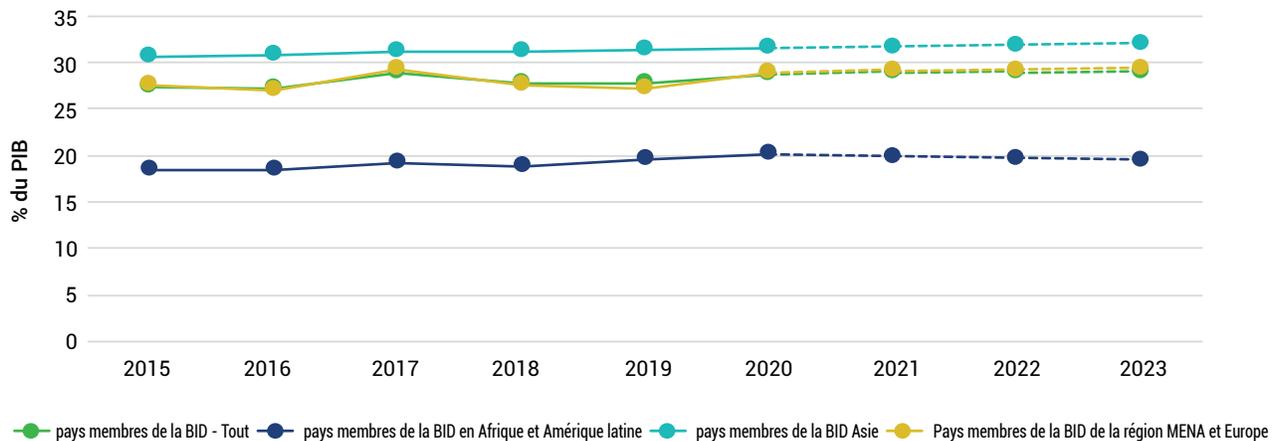
La hausse du taux de croissance du PIB devrait se poursuivre en Afrique et Amérique latine – de 2,3% en 2017 à 3,4% en 2018, avec des prévisions de 3,4% en 2019 et 4,3% en 2020. Cette tendance à la hausse des taux de croissance est liée à la situation des pays non-exportateurs de carburants et combustibles de la région AAL, qui devraient enregistrer un taux de 5,8% en 2019, avant d'atteindre 6,1% en 2020. L'on dénombre, au sein de la région AAL, sept pays membres enregistrant un taux de croissance supérieur à 6% par an, une performance favorisée par l'amélioration de la gouvernance et l'augmentation des exportations de minéraux.

Figure 2.2 : Tendances et Perspectives de croissance du PIB réel

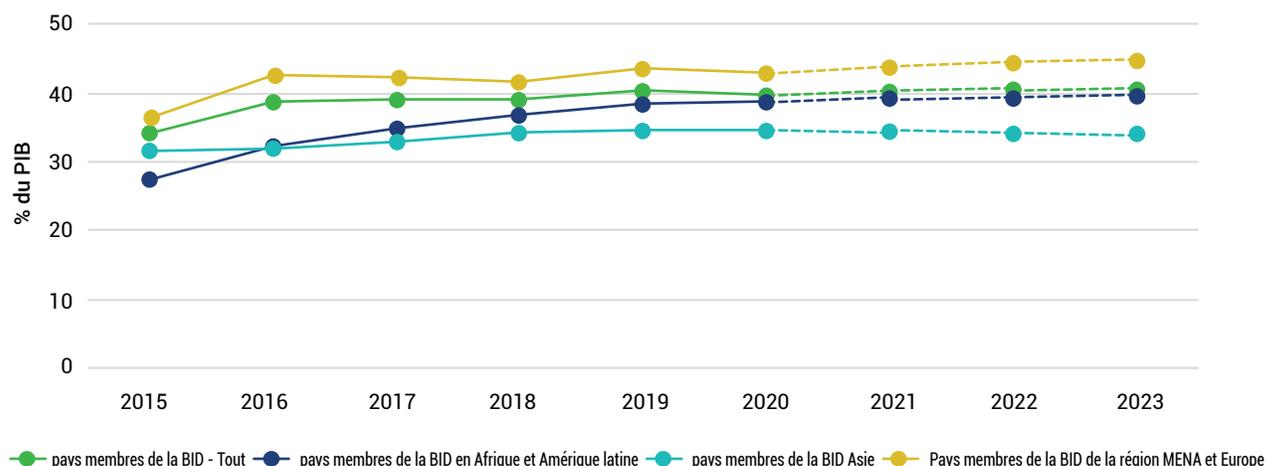


Source: Perspectives de l'économie mondiale du FMI, octobre 2019

Figure 2.3 : Tendances et Perspectives de l'Investissement



Source: Perspectives de l'économie mondiale du FMI, octobre 2019

Figure 2.4 : Dette publique brute – Perspectives et Période récente


Source: Perspectives de l'économie mondiale du FMI, octobre 2019

Si la croissance économique est un important indicateur des progrès accomplis, il n'en est pas moins nécessaire d'évaluer de quelle manière les autres indicateurs sociaux et de développement durable sont en train d'évoluer dans les pays membres.

Indicateurs économiques clés des pays membres

Les progrès réalisés par les pays membres, en matière de développement, entre 2006 et 2018, font apparaître des niveaux d'augmentation remarquablement élevés des revenus, ainsi qu'une diminution de la proportion de la population vivant dans la pauvreté. Cela représente une amélioration générale en termes de conditions de travail et d'opportunités d'emplois formels dans nombre de pays membres. Les indicateurs sociaux enregistrent une amélioration, qui se mesure à la hausse marginale de l'indice de développement humain, passé de 0,60 en 2006 à 0,63 en 2019.


Tableau 2.1: Indicateurs économiques et sociaux des pays membres de la BID

Indicateur	2006	2019	Changement
 PIB nominal par habitant (USD)	2,487.2	3,899.7	
 Taux de croissance du PIB réel	6.3	2.2	
 Indice de développement humain (2018)	0.60	0.63	
 Travailleurs vulnérables - (% de l'emploi total)	56.5	51.3	
 Proportion de personnes actives vivant avec moins d'1,90 USD par jour (% de l'emploi total)	20.9	13.7	
 Taux de chômage	6.3	6.0	
 Taux de chômage (chez les jeunes)	13.7	13.9	

Source : Données les plus récentes concernant les Indicateurs du développement mondial. Compilées par la BID

IMPACT DU NOUVEAU CORONAVIRUS SUR LES PAYS MEMBRES

Les répercussions de la flambée de l'épidémie du nouveau coronavirus (2019-nCoV) sur les pays membres, seront en grande partie fonction de leur degré d'intégration à l'économie mondiale, des vulnérabilités sous-jacentes, ainsi que de la capacité à supporter des chocs massifs dans des secteurs clés de leurs économies. Au début de l'année 2020, les pays membres les plus touchés par l'épidémie sont ceux exportateurs de produits de base, ainsi que ceux fournissant des biens destinés à la consommation de la Chine. Neuf des plus grands exportateurs de pétrole brut sont des pays membres de la BID, représentant près de 50% des importations chinoises de pétrole brut.

La Chine a été une source de financement clé pour nombre de pays membres, prenant également un poids de plus en plus important sur la scène du développement mondial. En Afrique, le Nigeria, le Cameroun et le Mozambique figuraient parmi les principaux bénéficiaires des investissements chinois sur le continent, en 2017.

De la même manière, des pays membres tels que la Malaisie et l'Indonésie (deux des dix premières destinations touristiques) subiront de plein fouet les effets des mesures de confinement et de restriction des voyages actuellement en vigueur.



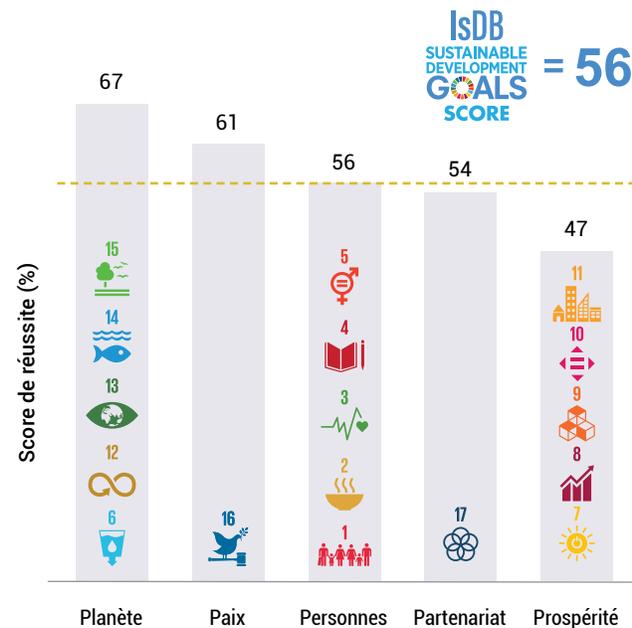
C. PROGRES SUR LA VOIE DES OBJECTIFS DU DEVELOPPEMENT DURABLE

La plupart des pays membres ont aligné leurs stratégies nationales de développement sur les Objectifs du développement durable (ODD). Ils intensifient également les efforts afin d'atteindre dans les délais requis les 17 cibles du programme de développement mondial. De plus, les difficultés qu'ils rencontrent se situent à des degrés divers, d'un objectif à l'autre, notamment en ce qui concerne l'Objectif 9 (innovations et infrastructures), l'Objectif 10 (Inégalités) et l'Objectif 14 (Vie aquatique) apparaissant comme les plus difficiles à atteindre pour la plupart des pays membres.

Le taux global de réalisation des ODD enregistré par les pays membres se situe à 56%, un niveau inférieur à la moyenne mondiale de 60%. Lorsque l'on regroupe ces objectifs dans le cadre du programme dit des '5P': Personnes (Objectifs 1 à 5); Planète (Objectifs 6, et 12 à 15); Prospérité (Objectifs 7 à 11); Paix (Objectif 16) et Partenariat (Objectif 17), les taux de réalisation par les pays membres de la BID sont très variables (Figure 5 ci-dessous). Ces pays ont obtenu de bons résultats pour la Planète (67%) et la Paix (61%). Les faibles taux de réalisation concernent la Prospérité (47%), le Partenariat (54%) et les Personnes (56%).

LES PAYS MEMBRES DE LA BID ENREGISTRENT UN TAUX DE REALISATION DES ODD DE 56%, QUI EST INFÉRIEUR À LA MOYENNE MONDIALE DE 60%. ☹☹

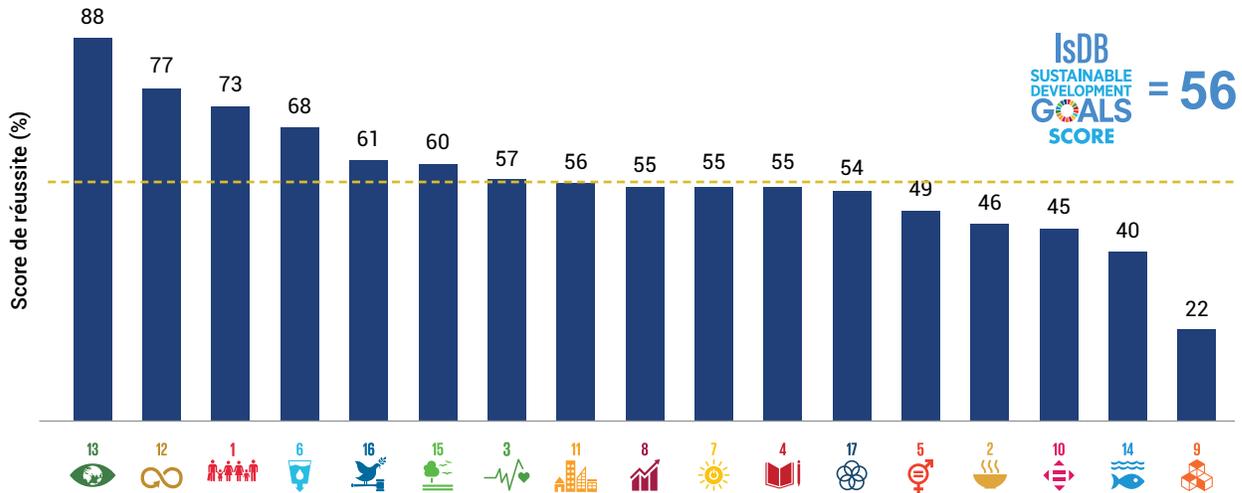
Figure 2.5 : Taux de réalisation des ODD dans les pays membres



Les progrès obtenus par les pays membres, en ce qui concerne les 17 objectifs pris individuellement, sont également très variables ; le plus faible (22%) est lié à l'ODD 9 : Industrie, Innovation et Infrastructures, suivi de l'ODD 13 : Vie aquatique. Les taux les plus élevés sont ceux obtenus pour l'ODD 12 : Consommation et Production responsables (77%) et l'ODD

13 : Actions en faveur du Climat – 88% (Figure 6 ci-dessous). Si l'on prend pour référence le taux de réalisation de 60%, force est de constater que le niveau actuel de performance des pays membres de la BID n'est pas satisfaisant, et qu'une intensification des efforts est nécessaire, notamment pour les Objectifs 9, 10 et 14.

Figure 2.6 : Progrès obtenus par les pays membres de la BID concernant les ODD



1. PAUVRETE ET MALNUTRITION

Entre 2006 et 2018, les pays membres ont réalisé un grand bond en avant, en ce qui concerne la réduction de la pauvreté, en arrivant à sortir plus de 220 millions de personnes de l'extrême pauvreté. Le taux de pauvreté par habitant est

redescendu à 16,2% en 2018. Le taux de concentration de pauvres a légèrement baissé, la proportion de pauvres vivant dans les pays membres étant passée de 40% à 26,9%, entre 2006 et 2018.

Tableau 2.2 : Indicateurs de la pauvreté dans les pays membres de la BID

Indicateur	2006	2018	Changement
Nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans les pays membres (en millions)	395.0	175	●
Pauvreté par habitant dans les pays membres (%)	30.5	9.8	●
Part de pauvres du monde vivant dans les pays membres (%)	40	26.9	●

Source : Données les plus récentes des Indicateurs du développement mondial. Agrégation effectuée par la BID.



PLUS DE 220 MILLIONS DE PERSONNES SORTIES DE L'EXTRÊME PAUVRETE SUR LA PERIODE 2006-2018, REPLI DE LA PAUVRETE PAR HABITANT A 16,2% DE LA POPULATION EN 2018. ”

2. SANTE, EAU ET ASSAINISSEMENT

Des avancées notables ont été réalisées par les pays membres dans le secteur de la santé, durant la période 2006 à 2018. Le taux de mortalité des moins de cinq ans a baissé pour s'établir à 48,3 pour 1.000 naissances vivantes et celui de la mortalité maternelle a été ramené à 260,9 pour 100.000 naissances vivantes. En outre, l'on note une augmentation du nombre de personnes ayant accès à l'eau potable et à des installations sanitaires sûres.

BAISSE DE 31,6% DU TAUX DE MORTALITE DES MOINS DE 5 ANS ET DE 24,4% DE CELUI DE LA MORTALITE MATERNELLE. ””

Tableau 2.3 : Indicateurs de santé des pays membres de la BID

Indicateur	2006	2018	Changement
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1.000 naissances vivantes)	70.7	48.3	●
Taux de mortalité maternelle (pour 100.000 naissances vivantes)	345.5	260.9	●
Population ayant accès à l'eau potable (%)	79.2	84.1	●
Population ayant accès à des installations sanitaires sûres (%)	56.8	64.3 (2017)	●

Source : Données les plus récentes des Indicateurs du développement dans le monde. Agrégation effectuée par la BID



3. EDUCATION

Le secteur de l'éducation a enregistré des améliorations remarquables durant la période 2006 -2018. Les taux de scolarisation et d'achèvement des études ont augmenté à tous les niveaux, et les années de scolarisation moyennes, un élément essentiel du développement humain, sont passées de 5,7 à 6,6. Les dépenses consacrées à l'éducation dans les pays membres ont augmenté, passant de 3,9% du PIB en 2006 à 4,3% du PIB, en 2018.

LES ANNEES DE SCOLARISATION MOYENNES, UN ELEMENT ESSENTIEL DU DEVELOPPEMENT HUMAIN, SONT PASSEES DE 5,7 A 6,6 DANS LES PAYS MEMBRES. ””

Tableau 2.4 : Indicateurs de l'Education des pays membres de la BID

Indicateur	2006	2018	Changement
Scolarisation au primaire (% net)	81.4	87.4	●
Taux d'achèvement des études primaires, total (% du groupe d'âge concerné)	82.7	87.9	●
Taux d'achèvement du 1er cycle secondaire, total (% du groupe d'âge concerné)	61.6	73.9	●
Dépenses publiques consacrées à l'éducation (% du PIB)	3.9	4.3	●
Années moyennes de scolarité	5.7	6.6	●

Source : Données les plus récentes des Indicateurs du développement mondial. Agrégation effectuée par la BID



4. AUTONOMISATION DES FEMMES

Un certain nombre de pays membres ont accompli des progrès considérables en matière d'autonomisation des femmes, ces dernières années. Les années de scolarisation moyennes ont augmenté, passant de 5 à 6,4 années, du fait de l'augmentation du taux de scolarisation des filles. De même, le taux de participation des femmes au marché du travail est passé de 35,3% à 38,9%, entre 2006 et 2018. Un nombre plus important de femmes intègrent les organes de décision et contribuent aux efforts de développement socioéconomique de leurs pays respectifs.

LES ANNEES DE SCOLARISATION MOYENES DES FILLES SONT PASSEES DE 5 A 6,4 ANNEES, SUITE A L'AUGMENTATION DU TAUX DE SCOLARISATION DES FILLES. LE TAUX DE PARTICIPATION DES FEMMES AU MARCHE DU TRAVAIL EST PASSE DE 35,3% EN 2006 A 38,9% EN 2018. 🗨️

Tableau 2.5 : Indicateurs de l'Education dans les pays membres de la BID (Filles)

Indicateur	2006	2018	Changement
Taux de scolarisation des filles au primaire (% brut)	91	102	●
Taux de scolarisation des filles au secondaire (% brut)	58.9	74.8	●
Années de scolarisation moyennes des filles	5.0	6.4	●
Taux de participation des femmes au marché du travail	35.3	38.9	●
Sièges occupés par les femmes au parlement national (% du total de sièges)	12.0	17.8	●

Source : Données les plus récentes des Indicateurs du développement mondial. Agrégation effectuée par la BID.



5. INFRASTRUCTURES

Les pays membres ont réalisé des avancées considérables en matière d'infrastructures et d'industrialisation. Alors qu'il y a eu une augmentation dans la création d'emplois, les indicateurs de l'emploi ont enregistré un recul entre 2017 et 2018. L'industrie, notamment le secteur manufacturier, a généralement connu une baisse en termes de valeur ajoutée à la production, avec pour conséquence un faible niveau de l'emploi dans l'industrie. Le secteur agricole, qui demeure le principal employeur dans nombre de pays membres, a généralement perdu sa part en raison d'une faible productivité. Celle-ci peut être attribuée à un certain nombre de facteurs, parmi lesquels figurent notamment les systèmes de subsistance fragmentés, la baisse de la fertilité des sols, les effets du changement climatique, ainsi que les difficultés d'accès au marché.

Tableau 2.6 : Possibilités d'accès au marché dans les pays membres

Indicateur	Cas de référence (2006)	Valeur la plus récente	Changement
Accès à l'électricité (% de la population)	68.1	79.4 (2017)	●
Utilisation de l'internet (% de la population)	7.4	36.5 (2017)	●
Création d'emplois (en millions)	12.3	11.4 (2018)	●
Personnes employées (millions)	485.2	632.8 (2018)	●
Secteur manufacturier, valeur ajoutée (% du PIB)	16.6	15.7 (2018)	●
Industrie, y compris le secteur de la construction (% du PIB)	41.8	37.4 (2018)	●

Source : Données les plus récentes des Indicateurs du développement mondial. Agrégation effectuée par la BID





Chapitre 3



Contribution aux Résultats du Développement

LE PRESENT CHAPITRE OFFRE UNE DESCRIPTION GENERALE DE LA CONTRIBUTION DE LA BANQUE A L'OBTENTION DE RESULTATS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DANS LES PAYS MEMBRES ET LES COMMUNAUTES MUSULMANES SE TROUVANT DANS LES PAYS NON-MEMBRES. IL FAIT UNE PRESENTATION DES PROGRES REALISES PAR RAPPORT AU CADRE DES RESULTATS ET AUX INDICATEURS SECTORIELS DE BASE DEFINIS DANS LE CADRE DE STRATEGIE DECENNALE DE LA BANQUE.

A. AMELIORATION DE L'ACCES A L'INFORMATION DU MARCHÉ

Pour assurer la croissance du marché, il est nécessaire de disposer d'un accès aux données, aux niveaux micro et macro, afin de permettre une meilleure compréhension des activités de la chaîne de valeur du marché. La disponibilité de données offrira aux investisseurs un accès aux informations sur les possibilités d'investissement, ainsi que la nature des risques et les rendements à obtenir des marchés ciblés.

La banque a pour objectif de devenir un pôle de référence pour les travaux analytiques sur les marchés stratégiques et les chaînes de valeur mondiale, réalisant un travail de diagnostic et offrant des produits de la connaissance permettant de mettre en relation les acteurs du marché avec les clients et les financiers potentiels, à l'échelle mondiale.

En 2019, la BID a consacré une enveloppe de 350.000 dollars des Etats-Unis à la promotion de l'intégration régionale. Les interventions dans ce cadre ont permis de mobiliser un montant d'1,15 million de dollars des Etats-Unis auprès de partenaires au développement (notamment le Groupe de la Banque mondiale, le Centre d'études des transports pour

la Méditerranée Occidentale (CETMO), le Forum économique islamique mondial, la Réunion annuelle de Dubaï sur l'Investissement, l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) etc.) pour la mise en œuvre du programme de subventions à la Coopération et l'Intégration régionales (CIR) au profit de 25 pays membres enclavés et sans accès aux voies maritimes, ainsi que de 2.200 hauts responsables et experts. Ces programmes ont contribué à améliorer le dialogue de politique au niveau régional, sur le commerce, l'investissement, la coopération monétaire et financière, la coopération en matière de biens publics régionaux, l'alignement des réformes de politique intérieure sur les objectifs transfrontaliers, ainsi que la recherche et le transfert et l'utilisation des connaissances.

EN 2019, LA BID A ALLOUÉ UN MONTANT DE 350.000 DOLLARS A LA PROMOTION DE L'INTEGRATION REGIONALE, UNE INITIATIVE QUI A PERMIS DE MOBILISER 1,15 MILLION DE DOLLARS AUPRES DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT. ”

La banque a apporté un soutien aux pays membres, en matière de renforcement des capacités humaines



et institutionnelles, afin de leur permettre de prendre part au système de commerce multilatéral. Ce programme a également été l'occasion pour les hauts cadres représentant les pays membres d'engager des discussions sur divers aspects du commerce multilatéral et régional. En 2019, un montant de 250.000 dollars des Etats-Unis a été mis à disposition pour aider les pays membres à (i) renforcer leurs capacités de négociation et de mise en œuvre d'accords commerciaux régionaux et multilatéraux ; (ii) améliorer leur compréhension des implications en matière de politique et du rôle du commerce aux niveaux mondial et régional ; et (iii) adhérer aux accords de l'OMC pour bénéficier des avantages liés au statut de membre. Plus de 175 hauts cadres et experts en provenance de 34 pays membres ont participé à ce programme.

La banque a approuvé l'octroi d'une subvention d'un montant de 131.000 dollars des Etats-Unis au titre de l'assistance technique (AT), en vue du renforcement des capacités du parlement jordanien, pour une meilleure efficacité en matière d'adoption de lois, d'examen de budgets et de suivi de la mise en œuvre efficace des ODD. D'autre part, la banque a apporté son soutien au renforcement des capacités nationales en matière de statistiques dans les pays membres, tirant le meilleur parti des réussites d'autres pays, pour un transfert de connaissances aux pays membres. En 2019, la banque a coparrainé le 62ème Congrès mondial de Statistique, en Malaisie, auquel ont pris part pendant cinq jours, 2.500 délégués du monde entier. En outre, elle a organisé la 8ème session de la STATCOM-OCI, qui a enregistré la participation de 57 statisticiens nationaux de l'OCI, pour un échange de connaissances, d'expériences et de bonnes pratiques en matière de gestion efficace des systèmes statistiques nationaux (SSN).

LA BANQUE A APPROUVE L'OCTROI D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 131.000 USD AU TITRE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AU PARLEMENT JORDANIEN PARLIAMENT. ”

B. OUVERTURE DU PROCESSUS DE PLANIFICATION NATIONALE

L'amélioration de la coopération au plan local et entre pays, débute à l'étape de la planification nationale. De ce fait, la BID entend faire du processus de programmation des pays une plateforme regroupant tous les intervenants concernés, l'Etat, le secteur privé, la collectivité et les acteurs régionaux.

Stratégie de pays

Le Programme quinquennal du Président vise à soutenir le développement durable dans les pays membres, en faisant preuve d'une grande réactivité pour la satisfaction des besoins de développement des pays membres, en se plaçant à la pointe du développement, ainsi qu'en étant capable de s'adapter aux besoins des pays membres.

Ce modèle opérationnel ciblé vise à mettre les marchés au service du développement, tout en orientant les efforts en la matière en œuvrant à améliorer la compétitivité des industries reliées aux chaînes de valeur globales. Il sera possible d'y parvenir en se tournant vers des produits à plus forte valeur ajoutée, avec des liens solides en amont en en aval, sur la



base d'une complexité plus grande, et en recourant à la science, la technologie et l'innovation.

Quatre Stratégies de partenariat avec les pays membres (SPPM) sont en cours d'exécution et 7 autres en sont au stade de la préparation, sur la base du nouveau modèle axée sur les chaînes de valeur globales.

Les SPPM concernant les Maldives, le Gabon, le Maroc et la Turquie font l'objet d'une préparation sur la base d'une analyse approfondie et d'un dialogue soutenu avec les pays membres et doivent être finalisés en concertation avec les gouvernements respectifs.

La banque a procédé au lancement de l'Initiative d'exécution des programmes par pays (IEPP), qui a pour objectif d'améliorer l'exécution de ses programmes, de développer les capacités d'exécution des parties prenantes, ainsi que de renforcer la transparence et la responsabilité en ce qui concerne les résultats, aussi bien dans les pays membres qu'au sein de la banque. En 2019, une initiative pilote avait été lancée au Sénégal, tandis que des discussions concernant le projet sont en cours en Indonésie.

Coopération régionale et Liaison à flux inversés

En 2019, la banque a apporté un soutien à 15 opérations reposant sur les subventions, dans le domaine de la coopération et l'intégration régionales, au titre du Programme d'assistance technique pour la promotion des investissements (ITAP), pour un montant total approchant les 800.000 dollars des Etats-Unis. Ces programmes ont donné lieu à la mobilisation de plus du double de ce montant auprès de partenaires clés et près de 40 pays membres et 2500 hauts cadres et experts en ont bénéficiés. Le programme de renforcement des capacités a permis d'améliorer l'intégration des pays membres enclavés dans le commerce international et les chaînes de valeur globales. Les interventions et les formations organisées au titre de ce programme ont porté sur une variété de thèmes, notamment les suivants : l'accès au marché, les douanes et le commerce, l'agriculture, le textile et l'habillement, les entraves techniques au commerce, l'Accord général sur le commerce des services, les droits de propriété intellectuelle, les mesures anti-dumping, les subventions et mesures compensatoires, le règlement des différends, l'accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce, la politique du commerce et de la concurrence, le commerce, l'environnement et le régionalisme.

EN 2019, LA BANQUE A APPUYÉ L'OCTROI DE 15 SUBVENTIONS A HAUTEUR DE 800.000 USD POUR LA PROMOTION REGIONALE ET MONDIALE PAR LE BIAIS DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT DANS LES PAYS MEMBRE. ”



La banque a réalisé 9 publications portant sur la coopération et l'intégration régionales, notamment un rapport de référence portant sur l'ensemble des contributions du Groupe de la BID dans ce domaine. Des représentants de haut niveau de plus d'une vingtaine d'organisations multilatérales ont assisté au symposium inaugural organisé en 2019 par la banque sur ce thème.

En 2019, la banque a favorisé la mise en relation de 8 pays membres, à travers des opérations concernant l'Initiative des liaisons à flux croisés – le mécanisme mis en place pour soutenir la Coopération Sud-Sud et Triangulaire (SSTrC) entre les pays membres, sur divers programmes de développement.

Par ailleurs, la banque a coorganisé 12 grands événements internationaux, notamment la 2^{de} Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud ; elle a également été en première ligne pour l'organisation du 11^{ème} Forum de haut niveau des Directeurs généraux sur la Coopération au développement. En outre, elle a élaboré un cadre fondé sur des éléments probants concernant les écosystèmes nationaux de la SSTrC aux fins de publication durant l'Assemblée générale des Nations Unies, et a reçu dans ce cadre l'aval de nombreux partenaires.



La banque a approuvé une enveloppe de 20 millions de dollars des Etats-Unis en faveur d'un programme de renforcement des capacités en vue d'un soutien aux écosystèmes nationaux de la SSTRC, par la mobilisation de 45 millions de dollars des Etats-Unis auprès du secteur privé et 13 millions auprès de partenaires au développement.

Plus de 10.000 personnes ont pu recouvrer la vue, suite à une opération gratuite de la cataracte et plus de 50.000 ont bénéficié de consultations ophtalmologiques gratuites, grâce à l'Alliance pour la lutte contre la cécité évitable mise en place par la banque et regroupant plusieurs partenaires au développement pour œuvrer à la réalisation des résultats recherchés en matière de développement.

10.000 PERSONNES ONT PU RECOUVRER LA VUE SUITE A UNE OPERATION GRATUITE DE LA CATARACTE, ET 50.000 ONT BENEFICIE DE CONSULTATIONS OPHTALMOLOGIQUES GRATUITES GRACE A L'ALLIANCE POUR LA LUTTE CONTRE LA CECITE EVITABLE CONSTITUEE PAR LA BANQUE. ”

C. DOING BUSINESS THE INDUSTRY 4.0 WAY

Durant la prochaine décennie, la BID entend doubler les activités menées avec le secteur privé et devenir un élément catalyseur de l'entrepreneuriat et de la croissance du secteur financier dans les pays membres. Elle apportera son appui aux entreprises pour les rendre compétitives et aider à attirer l'investissement étranger afin de générer une croissance inclusive et de créer des emplois de qualité.

Pour y parvenir, la BID concentrera ses efforts sur les réformes de politique en matière de doing business et offrira des bourses aux futurs dirigeants, notamment dans les pays membres les moins avancés. Par ailleurs, les interventions axées sur la science, la technologie et l'innovation (STI) cibleront le renforcement de la productivité et soutiendront l'entrepreneuriat.



1. PARTENARIATS PUBLIC-PRIVE

Dans le cadre du Programme quinquennal du Président, la banque entend faire en sorte que les partenariats public-privé soient mis au service du développement des pays membres. Le PPP est un moyen de renforcer les relations avec les intervenants extérieurs afin de favoriser la mobilisation de ressources, tout en permettant l'intégration des produits de la finance islamique dans les investissements axés sur les infrastructures. Il vise également à accroître la contribution de la BID et améliorer la connectivité, en s'appuyant sur un réseau d'institutions publiques et privées, dans l'objectif d'optimiser l'impact de développement par unité d'investissement dans les infrastructures.

En 2019, le portefeuille de projets approuvés au titre des PPP a augmenté pour atteindre 4,3 milliards de dollars des Etats-Unis (17% du portefeuille actif de la BID), avec un total de 45 projets dans 17 pays membres, se trouvant à différents stades d'exécution, allant de l'approbation à la clôture et aux remboursements. Les projets de PPP comprennent des opérations commerciales dans les secteurs de l'énergie, des services publics, du transport et des infrastructures sociales, caractérisées par des taux de rendement élevés, des délais d'exécution plus courts (2-4 ans), ainsi qu'une contribution à la croissance économique et la création d'emplois. Le coût total des projets de PPP, y compris les investissements réalisés par d'autres parties prenantes, est supérieur à 72,8 milliards de dollars des Etats-Unis.

EN 2019, LE PORTEFEUILLE DES PROJETS APPROUVES AU TITRE DES PPP A ATTEINT 4,3 MILLIARDS USD (17 POUR CENT DU PORTEFEUILLE ACTIF DE LA BID), AVEC 45 PROJETS MIS EN PLACE DANS 17 PAYS MEMBRES, SE TROUVANT A DIFFERENTS STADES D'EVOLUTION, DE L'APPROBATION A LA CLOTURE ET AU REMBOURSEMENT. ”

2. SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION (STI)

La banque aide les pays membres à tirer le meilleur parti de la STI, en tant qu'éléments catalyseurs de la croissance socioéconomique durable et de la prospérité. Parmi les illustrations les plus marquantes figurent notamment :

Un partenariat avec l'UNESCO : En 2019, la banque a établi un partenariat stratégique avec l'UNESCO concernant un soutien à l'expansion inclusive des STI dans les pays membres. Ce partenariat a conduit à la mise au point du profil STI du système "GO-SPIN" de la banque, ainsi que de la politique en matière de STI. A l'heure actuelle, la banque collabore avec l'UNESCO dans le cadre d'un soutien aux écosystèmes STI au Mozambique et en Ouzbékistan.

LE PARTENARIAT ENTRE LA BID ET L'UNESCO A CONDUIT A L'ELABORATION DU PROFIL STI DU SYSTEME "GO-SPIN" DE LA BANQUE AINSI QUE DE SA POLITIQUE RELATIVE A LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION (STI). ”



L'Initiative Paix et Développement de Whitaker (WPDI):

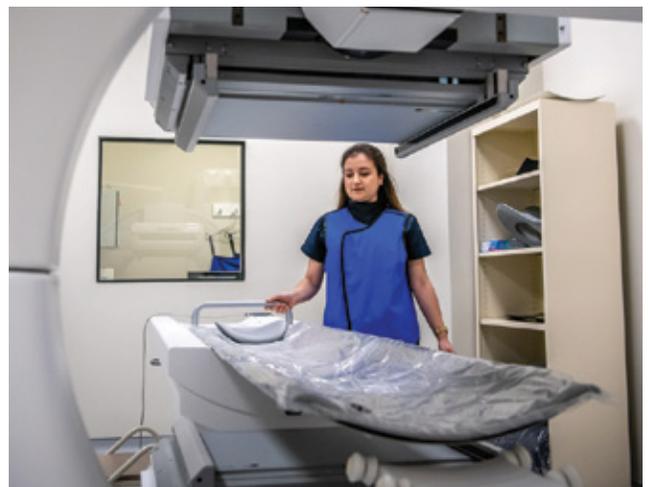
La banque a établi un partenariat WPDI pour un soutien en faveur de la paix, de l'inclusion sociale, de la réconciliation et de l'employabilité au sein des communautés exposées à la violence liée aux conflits en Ouganda. Dans ce cadre, un total de 168 jeunes se verront doter des moyens d'agir, en tant que partenaires et leaders, en faveur de la promotion de la paix et du développement durable dans les zones les plus vulnérables de la sous-région de Karamoja au nord de l'Ouganda, au sein du programme phare du WPDI, à savoir le "Réseau des jeunes militants pour la paix (sigle anglais : YPN)".

Initiative d'investissement dans les activités maritimes

(MII): L'océan étant un des secteurs porteurs de l'économie mondiale, avec une contribution avoisinant 2,5 trillions de dollars des Etats-Unis, la banque a élaboré un document stratégique exposant sa position, intitulé en anglais "MII for the IsDB" devant régir les activités actuelles et futures d'investissement dans l'économie bleue.

Protocole d'accord avec la République du Sénégal:

La banque a signé un protocole d'accord avec le gouvernement du Sénégal, en vue de soutenir l'expansion de ses secteurs de l'investissement maritime et de l'économie bleue. La cérémonie de signature a eu lieu en marge du sommet des Transformateurs organisé en décembre 2019 au Sénégal.



3. PROGRAMME DE BOURSES

En 2019, la banque a attribué un total de 1.201 bourses à des étudiants et chercheurs de 110 parmi. Parmi celles-ci, l'on note 826 bourses en faveur d'étudiants du premier cycle universitaire dont 135 par le biais du fonds BID-FISD en faveur des pays membres les moins avancés, 205 bourses décernées à des étudiants de Maîtrise et 170 à des étudiants en cycle de doctorat et des étudiants effectuant des travaux de recherche postdoctorale.

EN 2019, LA BANQUE A ACCORDE DES BOURSES A 1.201 ETUDIANTS ET CHERCHEURS DE 110 PAYS. ”

Afin de permettre l'acquisition, par les étudiants et chercheurs, des connaissances scientifiques et technologiques les plus pointues en vue du transfert de cette expertise vers leurs pays respectifs, la banque a établi des accords de coopération avec des universités de premier plan, pour assurer un enseignement de qualité à ces étudiants et chercheurs, à un coût abordable.



Elle entend poursuivre les contacts avec les anciens étudiants et les inviter à participer à ses activités, notamment à son programme annuel d'Appel à l'Innovation, notamment à travers la plateforme Engage et le fonds Transform récemment mis en place. Les lauréats recevront une aide financière destinée à leur permettre de traduire leurs idées innovantes en solutions de développement, pour une éventuelle commercialisation.

Il a également été procédé au lancement, en faveur des pays membres les moins avancés (PMMA), d'un programme



conjoint de bourses financé par le FSID. Les bourses octroyées dans ce cadre servent à financer des programmes de formation professionnelle et d'études du premier cycle universitaire devant doter les jeunes femmes et hommes visés des moyens d'œuvrer au service de leurs communautés.

D'autre part, un programme conjoint a été lancé en 2019, en collaboration avec l'Académie mondiale des Sciences à Trieste, en Italie, dans le but d'un renforcement du développement humain et des capacités essentielles en matière de STI. Cette collaboration porte sur les aspects suivants :

1. l'octroi de bourses à 20 chercheurs provenant des pays membres à faibles revenus, pour entreprendre des travaux de recherche postdoctorale ;
2. l'exécution d'un projet commun de recherche et transfert de technologie sur des sujets liés aux défis en matière de durabilité liés aux ODD ;
3. le soutien à des chercheurs réfugiés, en provenance de zones de conflits dans les pays membres ;
4. l'organisation à Djeddah, en 2019, d'un atelier de haut niveau sur les liens entre science-politique et développement, le premier de ce genre dans le monde musulman. Cet atelier a regroupé 25 participants de haut niveau, parmi lesquels figuraient des ministres de la Science et de la Technologie, des décideurs politiques de haut niveau, ainsi que des chercheurs des pays membres de la BID. Il a permis à la BID de se positionner sur le terrain de la diplomatie scientifique, tout en favorisant le dialogue et la coopération entre les chercheurs et les décideurs des pays membres, pour la réalisation des ODD.

LA BANQUE A ORGANISE UN ATELIER DE HAUT NIVEAU CONSACRE A L'EXAMEN DES LIENS ENTRE SCIENCE- POLITIQUE ETDIPLOMATIE, LE PREMIER DU GENRE DANS LE MONDE MUSULMAN, QUI A PERMIS DE REUNIR DES MINISTRES, DES DECIDEURS ET DES CHERCHEURS DES PAYS MEMBRES. ”

D. CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES FAVORABLES A LA CHAINE DE VALEUR VERTE

La BID continue d'investir dans des projets d'infrastructures contribuant à accroître l'efficacité et le rayon d'action des opérateurs du marché et des chaînes de valeurs retenues dans le cadre des stratégies de partenariat avec les pays membres. Pour ce faire, elle joue un rôle actif dans la recherche des projets, afin d'en garantir la qualité et d'assurer la participation du secteur privé pour obtenir un impact optimal. La présente section fait le point sur les principaux résultats attendus des projets récemment approuvés et décrits les résultats obtenus grâce aux projets récemment exécutés.

1. RESULTATS ATTENDUS DES PROJETS APPROUVES EN 2019

En 2019, la banque a approuvé une enveloppe de 1,9 milliard de dollars des Etats-Unis concernant 41 opérations, en sus d'un montant de 147,4 millions de dollars des Etats-Unis comprenant 160 subventions et une assistance technique en faveur de 40 pays membres et de communautés musulmanes au sein de neuf pays non-membres.

LA BANQUE A APPROUVE UNE ENVELOPPE TOTALE DE 1,9 MILLIARD DE DOLLARS EN FAVEUR DE 41 OPERATIONS, A LAQUELLE S'AJOUTE UN MONTANT DE 147,4 MILLIONS DE DOLLARS REPRESENTANT 160 SUBVENTIONS ET UNE ASSISTANCE TECHNIQUE. ”

Tableau 3.1 : Répartition des projets approuvés en 2019

ODD	Secteur	Nombre d'opérations	US\$ million
1, 2	Agriculture	29	276.2
4	Education	21	131.3
6	Energie	12	277.9
8	Finances	31	18.7
9, 16	TIC	4	39.5
9	Industrie	2	0.1
16	Secteur public	20	0.6
1, 3	Secteur social	43	421.7
17	Commerce	10	100.6
9	Transport	11	382
6	Eau	17	160.7
	Total	200	approx. 1.9



Agriculture

Un total de 28 opérations et subventions a été approuvées dans le secteur agricole, à hauteur de 193 millions de dollars des Etats-Unis. Ces projets permettront d'irriguer 58.000 hectares de terres, sur lesquels plus de 10.000 sont situés en Mauritanie et au Sénégal. Un projet d'irrigation en République kirghize permettra d'accroître de 60.000 tonnes la production agricole et de construire des installations de stockage d'une capacité de 3.000 tonnes. La banque a approuvé un montant de 70,5 millions de dollars des Etats-Unis en faveur d'un projet d'agriculture irriguée dans les hautes terres indonésiennes, visant à irriguer 14.000 hectares de terres et accorder des micro-crédits à un total de 18.000 femmes et hommes. Au Burkina Faso, un projet d'aménagement hydroagricole à Dangoumana, offrira à un total de 20.000 agriculteurs un accès à des semences améliorées.

Education

Dans ce secteur, il a été approuvé un total de 24 opérations et des subventions d'une valeur de 83,8 millions de dollars des Etats-Unis. L'objectif visé est la construction de 68 établissements scolaires et l'organisation d'une formation à l'intention de 1.200 enseignants et membres des facultés.

Energie

Dans le secteur de l'énergie, dix projets et subventions, d'une valeur de 274,9 millions de dollars des Etats-Unis, ont été approuvés en 2019. Une centrale électrique de 600 MW (Jamshoro) devrait permettre le raccordement au réseau électrique de 2,5 millions de foyers. En Gambie, un projet d'énergie solaire permettra de raccorder 4.400 foyers à l'électricité. Les investissements dans l'énergie propre devraient permettre de réduire de 14.000 tonnes par an les émissions de CO2.

Santé

Il a été approuvé dans ce secteur 41 opérations et subventions (575,9 millions USD) en 2019. Au Bénin, un projet de logement social permettra à plus de 2.000 ménages d'avoir accès à l'électricité, à des installations sanitaires améliorées et à l'eau potable, tout en offrant un emploi à plus de 13.000 personnes. Au Pakistan, le Programme d'éradication de la poliomyélite (troisième phase) permettra de vacciner 38 millions d'enfants. Un projet de logement rural en Ouzbékistan permettra de fournir un abri à 6.400 personnes.

Technologies de l'Information et de la Communication

La banque a contribué à hauteur de 38,8 millions de dollars des Etats-Unis au projet Djibouti Africa Regional Express-1 (DARE) grâce auquel 60 millions d'abonnés pourront avoir accès à l'internet d'ici 2024, par le biais d'un câble sous-marin d'une longueur de 5.340 km.

LE PROJET DJIBOUTI AFRICA REGIONAL EXPRESS-1 (DARE), D'UN COUT DE 38,8 MILLIONS DE DOLLARS, PERMETTRA D'AMELIORER L'ACCES A L'INTERNET POUR 60 MILLIONS D'ABONNES D'ICI 2024, GRACE A 5.340KM DE CABLE SOUS-MARIN. ”

Transport

Dans ce secteur, 13 projets et subventions, à hauteur de 100,6 millions de dollars des Etats-Unis, ont été approuvés en 2018. Ensemble, ils permettront de paver 411 km de voie rapide au Kazakhstan, en Guinée, au Nigeria, en Afghanistan et en Ouganda.

Eau et Assainissement

Dans ce secteur, 18 opérations et subventions d'un montant de 164 millions de dollars des Etats-Unis, ont été approuvées en 2019. Dans ce cadre, le projet d'assainissement de villes secondaires à Abidjan, devrait permettre d'accroître les capacités de traitement des eaux usées, pour les porter à 840.000 m3/jour. Au Liban, le système de drainage d'Al Ghadir permettra la construction d'un réseau d'égouts de 308 km, doté d'une capacité de traitement des eaux de 90.000 m3/jour.

2. RESULTATS ATTENDUS DE LA RESERVE DE PROJETS DE 2020E

En 2019, la banque a mis en place un cadre intégré d'assurance qualité, pour la sélection et la programmation de ses opérations, afin d'aligner les projets en réserve sur la stratégie de l'institution et de garantir la sélection de projets de haute qualité et à fort impact. Le tableau ci-après présente les résultats de développement attendus des projets en réserve en 2020.



Tableau 3.2 : Résultats attendus des projets en réserve en 2020

ODD	Indicateur de résultats	Résultats escomptés
1 	Abris/maisons construit(e)s, amélioré(e)s (nombre)	150
	Surfaces irriguées (hectares)	13,100
2 	Augmentation de la production de cultures (tonnes)	175,500
	Construction d'installations de stockage (tonnes)	50,000
	Mise en place d'installations de production/traitement de semences (tonnes/heure)	6,000
	Structures sanitaires construites ou mises aux normes ou équipées (nombre)	79
3 	Agents de santé formés	12,280
	Nombre de lits ajoutés aux structures de santé	4,350
	Personnes bénéficiant de services de consultations externes (nombre)	5,258,000
4 	Nombre de personnes logées dans les établissements d'enseignement	1,700
	Etablissements d'enseignements construits ou rénovés (nombre)	908
	Etudiants bénéficiaires (nombre)	414,050
	Enseignants/employés de faculté/formés (nombre)	4,520
	Foyers ayant accès à des installations sanitaires améliorées (nombre)	174,992
	Augmentation de la capacité de traitement de l'eau potable (m³/jour)	4,000
6 	Augmentation de la capacité de traitement des eaux usées (m³/jour)	75,400
	Réseau d'eaux usées installé (km)	1,062
	Personne ayant accès à l'eau potable (nombre)	1,460,000
7 	Réseau d'alimentation en eau installé (km)	2,650
	Capacité de production énergétique installée à partir de sources renouvelables (MW)	50
	Nouveaux foyers raccordés à l'électricité	15,000
8 	Lignes de transmission installées (km)	1,957
	Emplois créés (nombre de personnes)	30,787
	Personnes formées (nombre)	13,612
	Personnes ayant accès à la microfinance	28,000
9 	Entreprises rurales installées (nombre)	580
	Voies express et autoroutes nationales ou régionales construites (km)	241
	Routes locales/rurales construites ou remises en état (km).	1,351



3. RESULTATS OBTENUS AU TITRE DES PROJETS ACHEVES

Le présent rapport expose les résultats obtenus sur la base des 72 projets récemment exécutés, d'une valeur de 3,2 milliards de dollars des Etats-Unis et dont la répartition entre les secteurs est indiquée au tableau 3.3.

Tableau 3.3 : Répartition des projets achevés en 2019

ODD	Secteur	No. d'opérations	millions USD
1  2 	Agriculture	19	503
4 	Education	11	267
7 	Energie	12	995
8 	Finances	10	296
1  3 	Santé et Autres services sociaux	3	143
16 	Administration publique	1	1
9 	Transports	11	698
6  11 	Eau, Assainissement et Services urbains	5	328
Grand Total		72	3,232

Il a été fourni un logement à plus de 11.000 personnes pauvres, dont 8.000 en Indonésie, dans le cadre du projet de développement communautaire intégré.

Agriculture

19 projets mis en œuvre dans le secteur agricole ont permis d'irriguer plus de 60 000 hectares de terres, et d'augmenter ainsi la production de 1,4 million de tonnes, principalement grâce à un projet de fourniture de semences de qualité au Bangladesh. Selon les estimations, 208 000 m³ de ressources en eau ont été développés grâce à des projets de barrages en Iran et au Yémen.



PROJET D'AMÉLIORATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN SEMENCES DE QUALITÉ - Bangladesh

Ce projet visait à améliorer les capacités de l'Institut de recherche sur le riz, du Bangladesh (BRRI), de l'Institut de recherche agricole du Bangladesh (BARI) et de la Société de développement agricole du Bangladesh (BADC), afin d'accroître la fourniture de semences de qualité aux agriculteurs. Il a été produit et distribué aux petits agriculteurs un total de 34.450 tonnes de semences de qualité, ce qui devrait se traduire par une augmentation de 1,4 million de tonnes de nourriture et contribuer à assurer la sécurité alimentaire de la population cible. D'autre part, 46.000 agriculteurs ont reçu une formation aux techniques agricoles améliorées, dans le cadre de ce projet. Celui-ci a été exécuté sur une période de sept ans, pour un coût total de 43,7 millions de dollars des États-Unis, sur lesquels 35 millions représentent une contribution de la BID.



Santé

Trois projets ont été réalisés dans le secteur de la santé. Près de 4.000 unités de santé ont été construites, essentiellement dans le cadre du programme de développement communautaire intégré en Indonésie. L'hôpital de 558 lits, lié au programme de formation et de recherche de Manisa, a été achevé, avec 1,2 millions de patients externes attendus chaque année.



HOPITAL DE FORMATION ET DE RECHERCHE DE MANISA - Turquie

La banque a contribué à hauteur de 236 millions d'euros à ce partenariat public-privé (PPP), pour la construction d'un projet d'hôpital de 550 lits en Turquie. Au cours de ses dix premiers mois de fonctionnement, l'hôpital a accueilli plus d'un million de patients et le taux d'occupation moyen a atteint 83%. Cet hôpital de haute technologie a obtenu 96 points sur 100 lors d'une évaluation des normes de qualité sanitaire effectuée en juillet 2019, par le ministère turc de la Santé. Il illustre la manière dont le financement islamique et les PPP peuvent fournir des solutions durables pour améliorer les services de santé dans les pays membres.

Education

Onze projets ont été réalisés dans le secteur de l'éducation. Selon les estimations, 2,3 millions d'étudiants ont bénéficié d'un meilleur accès à l'éducation et 12.000 enseignants ont reçu une formation aux méthodes modernes d'enseignement et d'apprentissage. A travers le projet de développement communautaire, en Indonésie, 900 écoles ont été construites.



PROGRAMME D'ALPHABÉTISATION Maroc

Ce projet a contribué à l'éradication de l'analphabétisme chez les personnes âgées de 16 ans et plus ; il a également bénéficié à plus de 2,3 millions d'enfants, principalement dans les zones rurales. La banque a contribué à ce projet, à hauteur de 5,4 millions de dollars des États-Unis.

Eau, Assainissement et Logement

Plus de 11.000 personnes pauvres ont pu bénéficier d'un logement, dont 8.000 en Indonésie, grâce à un programme de développement communautaire intégré, avec de l'eau potable et des installations sanitaires améliorées. Ces projets ont permis de construire un réseau d'égouts de plus de 2.500 km. En Côte d'Ivoire, un projet de reconstruction post-conflit a permis de construire une unité de traitement d'eau d'une capacité de 12.000 m³ par jour.



PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE AXE SUR LA COMMUNAUTE (PHASE II) – Indonésie

La banque a contribué à hauteur de 159,5 millions de dollars des Etats-Unis au Programme national pour l'autonomisation des communautés (PNPM) mis en place par le gouvernement indonésien. Cette phase II a permis de construire 900 écoles et 4.000 centres de santé. D'autre part, 20.000 ménages ont eu accès à l'eau potable et à des installations sanitaires améliorées. Plus de 8.000 maisons et abris ont été construits et 3.000 personnes ont eu accès aux facilités de microcrédit.

Energie

Douze projets de ce secteur, achevés en 2019, produisent 3.622 MW d'électricité, dont 1.700 MW issus de sources renouvelables, ce qui devrait entraîner une réduction de 204.000 tonnes d'émissions de CO₂ par an. Ces centrales électriques ont permis de raccorder 240.000 foyers au réseau électrique, par des lignes de transmission s'étendant sur plus de 2.700 km.



CENTRALE EOLIENNE TRICON BOSTON DE 150MW Pakistan

La banque a fourni une enveloppe de 75 millions de dollars des Etats-Unis pour un projet d'énergie éolienne de 150 MW, dans la province de Sindh, au Pakistan, avec une production qui varie entre 520 GWh et 601 GWh par an. Cette centrale est la plus grande unité de production d'énergie éolienne du Pakistan et devrait contribuer à réduire les émissions de CO₂ de 204.000 tonnes par an.

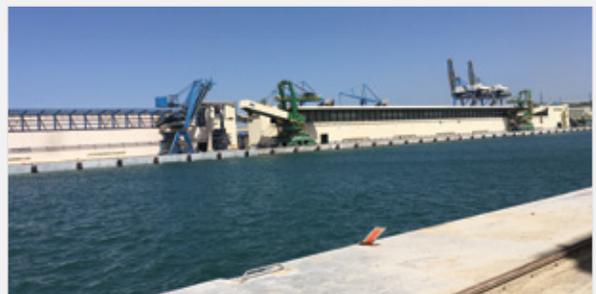
Transport

Onze projets du secteur des transports ont été achevés, permettant la construction de 12.000 km de routes, dont 300 km d'autoroutes express. Le projet d'extension de l'aéroport Queen Aalia en Jordanie a permis de porter la capacité annuelle de transport de passagers à 3 millions par an. D'autre part, au Maroc, le projet de port maritime de Jorf Lasfer a permis d'exporter 18 millions de tonnes de minerai de phosphate par an.



PROJET D'EXTENSION DU PORT DE JORF LASFER Maroc

Chaque année, plus de 23 millions de tonnes de minerais de phosphate sont extraites du sous-sol marocain, représentant un tiers de la réserve mondiale économiquement exploitable. La zone de Jorf Lasfer est riche en phosphate et la banque a contribué, à hauteur de 150 millions de dollars des Etats-Unis, à l'expansion du port industriel de cette région. Le projet a été ouvert en septembre 2017 et il a fallu cinq ans pour le réaliser, en employant 7.500 personnes. Grâce à ce port, la capacité d'exportation a augmenté, passant de 28 millions de tonnes à 47 millions de tonnes par an. En outre, le nombre de navires utilisant ce port pour le chargement ou le déchargement de marchandises a augmenté, passant de 571 à 686, en 2018.

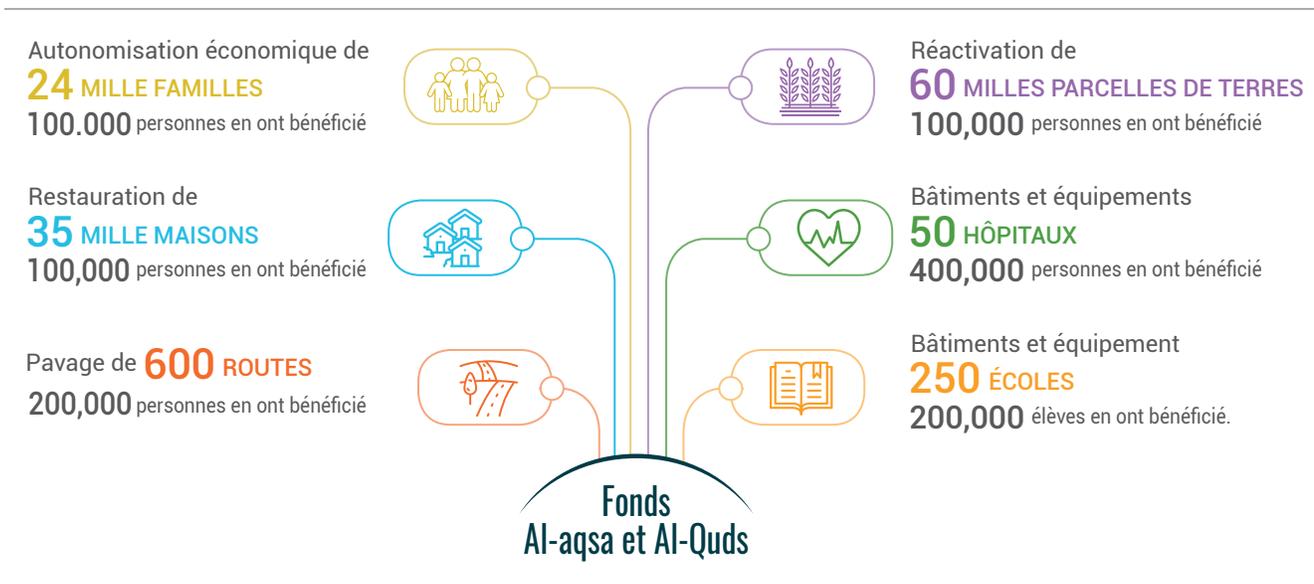


4. FONDS FIDUCIAIRES

En octobre 2000, un sommet arabe d'urgence s'est tenu au Caire, pour réfléchir au moyen de mettre en place un soutien financier d'urgence et des mécanismes financiers destinés à soutenir le développement socioéconomique et la reconstruction de la Palestine. La Ligue arabe a créé le Fonds Al-Aqsa pour soutenir l'économie palestinienne, en confiant à la BID la gestion des fonds. Dans le cadre du Fonds Al Aqsa, la BID gère des fonds fiduciaires apportés par le Fonds arabe pour le développement économique et social, le Fonds

monétaire arabe, la banque arabe pour le développement économique en Afrique, le Fonds koweïtien pour le développement, le Fonds saoudien pour le développement, et d'autres donateurs. Le portefeuille total s'élève à plus d'un milliard de dollars des Etats-Unis, avec de nouvelles approbations en 2019 se chiffrant à près de 100 millions de dollars des Etats-Unis. Une fois achevés, ces nouveaux projets permettront d'ajouter de nouveaux points à la liste des indicateurs déjà atteints, figurant ci-dessous.

Figure 3.1 : Principaux résultats obtenus des projets liés aux Fonds Al-Aqsa et Al-Quds



E. REPOSITIONNEMENT DE LA FINANCE ISLAMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT

La BID entend tout mettre en œuvre afin de développer la finance islamique, en faisant en sorte de lier le financement aux activités de la chaîne de valeur. Le secteur de la finance islamique est déjà prêt à être développé, compte tenu du fait que la valeur des actifs islamiques dépasse désormais 2 trillions de dollars des Etats-Unis, notamment en exploitant le potentiel de la Fintech, à travers les chaînes de bloc, les données importantes et le financement de masse, afin d'universaliser l'accès à la finance islamique pour le développement. La banque a approuvé 30 opérations et subventions liées à la finance islamique (39,9 millions USD) en 2019. L'une des initiatives engagées à ce titre, connues sous le sigle BRAVE (Business Resilience for Value Adding Enterprises) au Nigeria, fournira des emplois à 1.400 femmes et contribuera au renforcement des compétences de 640 femmes.

30 OPERATIONS ET SUBVENTIONS LIEES A LA FINANCE ISLAMIQUE (39,9 MILLIONS USD) ONT ETE APPROUVEES EN 2019. L'UNE DES INITIATIVES A CE TITRE, DENOMMEE BUSINESS RESILIENCE FOR VALUE ADDING ENTERPRISES AU NIGERIA, FOURNIRA DES EMPLOIS A 1.400 FEMMES. ””



LE PROGRAMME INTEGRE D'APPUI A LA MICROFINANCE - Bénin

Le Programme intégré d'appui à la microfinance au Bénin a contribué à améliorer les conditions de vie des personnes à faibles revenus, en améliorant l'accès aux services de microfinancement, à la formation axée sur le marché et aux opportunités d'affaires. La banque a approuvé un montant de 10,4 millions de dollars des Etats-Unis en faveur de ce projet. Selon les estimations, 166.000 personnes ont eu accès à la finance islamique, dont 90% étaient des femmes. Le programme a fourni des emplois à 1.300 personnes.



Dix projets de finance islamique ont été réalisés en 2019, permettant de fournir des microcrédits à 145.000 personnes pauvres et de créer des emplois en faveur de 40.000 personnes.

La banque a soutenu le développement du secteur financier islamique, par le biais de programmes d'assistance technique de 2,48 millions de dollars des Etats-Unis en 2019. Ces programmes contribueront à assurer (i) la collecte et la distribution de la Zakat en Indonésie, (ii) la sensibilisation

et le renforcement de capacités en Ouzbékistan, en Guinée, au Sénégal et en Tunisie, (iii) l'élaboration de textes de réglementation de la finance islamique en Somalie et dans la région de la Communauté des Etats indépendants, et (iv) le développement de produits en Gambie.

En outre, 17 projets d'une valeur de 0,4 million de dollars des Etats-Unis ont été approuvés en 2019, pour le développement, la promotion et la sensibilisation dans le domaine de l'industrie des services financiers islamiques. Ensemble, ces programmes devraient toucher 2.500 participants et parties prenantes du secteur. La banque a soutenu 100 publications ayant pour but de créer des produits de connaissance sur des sujets allant de la gouvernance de la Charia aux réglementations prudentielles, en passant par la gouvernance et l'éthique, sans oublier la comptabilité et l'audit pour les institutions financières islamiques.

F. CONSTRUCTION DE SYSTEMES DE MARCHÉ RESILIENTS

La BID veille tout particulièrement à ce que personne ne soit laissé pour compte, en faisant en sorte que les marchés soient au service de toutes les couches de la population, notamment les femmes et les jeunes. Lorsque les personnes pauvres et défavorisées bénéficieront de la croissance et du développement économique, le système de marché dans son ensemble atteindra un niveau plus élevé de résilience et de durabilité. La BID s'attache également à intégrer des garanties environnementales et sociales et des politiques d'inclusion du marché dans l'ensemble de son portefeuille d'opérations.

1. SUBVENTIONS ET ASSISTANCE TECHNIQUE

La banque fournit également des services spécialisés adaptés aux besoins des pays membres, dans les domaines du changement climatique, de l'autonomisation des femmes et des jeunes, ainsi que de la résilience.

Changement climatique : La banque a récemment commencé à apporter son aide aux pays membres, pour la mise en œuvre de leur programme d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets. Le Nigeria a reçu 100.000 dollars des Etats-Unis à ce titre et le Liban va soumettre une demande de financement au titre des mesures d'amélioration de l'action climatique, pour un montant d'environ 183.000 dollars des Etats-Unis.

LA BID A FOURNI UNE AIDE DE 100.000 USD AU NIGERIA ET SE PREPARE A SOUTENIR LE LIBAN POUR LA REALISATION DE PROJETS D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET D'ATTENUATION DE SES EFFETS. ””

Résilience: La banque a apporté un soutien, sous la forme de quatre subventions d'urgence, en faveur du Mozambique, de l'Iran, du Mali et de la Sierra Leone, outre trois projets d'ONG au Tchad, en Somalie et au Yémen, pour un montant de 1,5 million de dollars des Etats-Unis. Le programme de résilience au Tchad permettra de soutenir 1.200 producteurs, dans leurs efforts d'adaptation et d'atténuation, ainsi que de cultiver 1.500 tonnes d'ignames à haute valeur nutritive par an. La banque a contribué à la formation professionnelle de plus de 1.000 réfugiés syriens et leur a permis de trouver un emploi ou de créer de petites entreprises. En outre, elle a aidé des étudiants syriens déplacés à poursuivre leurs études grâce à des plateformes électroniques intelligentes.

En 2019, la banque a fourni des aides d'urgence à 100.000 personnes, sous forme d'abris, de nourriture et de kits hygiéniques, à la suite des inondations qui ont frappé le Mozambique, l'Iran, le Mali et la Sierra Leone.

Autonomisation des femmes et des jeunes: La banque a soutenu six opérations de subvention d'ONG, en mettant à disposition 1 million de dollars des Etats-Unis pour les femmes et les jeunes. Le programme Girls Read to Succeed au Pakistan a permis d'aider 1.800 filles à améliorer leurs compétences en lecture. De même, la banque a contribué à un programme de renforcement de capacités en science, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM) destiné aux enseignants du Burkina Faso, du Sénégal et du Togo. Elle a fourni un capital d'amorçage à 150 entrepreneurs ruraux (principalement des femmes) en Azerbaïdjan et en Indonésie. Au Tadjikistan, plus de 1.000 rurales ont bénéficié de fours de cuisson à haut rendement énergétique, entre autres équipements de base.

LA BANQUE A SOUTENU SIX OPERATIONS DE SUBVENTION D'ONG, AVEC LA FOURNITURE D'UN MONTANT D'ENVIRON 1 MILLION DE DOLLARS AUX FEMMES ET AUX JEUNES. ””

La banque a élaboré douze études de cas, qui documentent sa contribution au développement et à l'autonomisation des jeunes et en tirent des enseignements pour de futures interventions.

2. PARTENARIAT

La banque a soutenu des initiatives de partenariat dans les domaines du changement climatique, de l'autonomisation et de la résilience des femmes et des jeunes.

Elle est devenue un partenaire de mise en œuvre des mesures d'amélioration de l'action climatique, dans le cadre du partenariat relatif aux contributions nationales déterminées (NDC). En outre, en partenariat avec les Nations Unies, l'Agence allemande de développement (GIZ), l'Organisation

pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, la banque a organisé plusieurs ateliers pour les participants des pays membres.

Le programme des ONG a mobilisé plus de 10 millions de dollars des Etats-Unis par l'intermédiaire de 21 partenaires et a lancé une plateforme de solidarité - Tadamon – qui soutient la mobilisation de ressources au profit des organisations nationales de la société civile et offre des possibilités de partager les connaissances, les expériences et les meilleures pratiques. La banque a organisé cinq ateliers de renforcement des capacités pour favoriser l'intégration, dans les opérations, d'aspects concernant la fragilité, les conflits, la gestion des catastrophes et l'engagement de la société civile.

LE PROGRAMME DES ONG A MOBILISE PLUS DE 10 MILLIONS DE DOLLARS PAR LE BIAIS DE 21 PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT. ””

La banque a lancé le groupe de travail des BMD sur développement de la jeunesse, avec les agences des Nations Unies, les BMD et les partenaires au développement. Ce groupe de travail a pour objectif de renforcer le partenariat dans les domaines de l'autonomisation des femmes et des jeunes. Quant au groupe de travail sur l'autonomisation économique des femmes, mise en place par la banque avec les membres du Groupe de coordination arabe, elle vise à harmoniser et à coordonner les efforts communs en matière d'autonomisation économique des femmes. La Banque islamique de développement et la Société internationale islamique de financement du commerce ont travaillé en partenariat sur le projet SheTrades Maroc, dans le cadre duquel 25 PME dirigées par des femmes ont été mises en relation avec les marchés régionaux.



3. PRISE EN COMPTE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Afin de veiller à ce que la question du changement climatique soit prise en compte dans ses opérations, la banque a mis au point un outil spécialement adapté à l'évaluation du climat, baptisé Aware. Cet outil a facilité l'évaluation des risques liés au climat dans 29 nouveaux projets et a été intégré dans la conception de nouveaux projets.

LA BANQUE A MIS AU POINT UN OUTIL SPECIALEMENT ADAPTE A L'EVALUATION DU CLIMAT, BAPTISE 'AWARE'. CET OUTIL A FACILITE L'EVALUATION DES RISQUES LIES AU CLIMAT DANS 29 NOUVEAUX PROJETS ET A ETE INTEGRE DANS LA CONCEPTION DE NOUVEAUX PROJETS. ”

Un outil d'évaluation de la fragilité et de la résilience (FRA) a été mis en place pour évaluer les principaux facteurs et les causes profondes de la fragilité et des conflits, afin d'alimenter les programmes liés à la SPPM et à la chaîne de valeur mondiale. La banque a organisé 5 ateliers de renforcement des capacités, dans le but de faciliter la prise en compte, dans les opérations, de questions liées à la fragilité, aux conflits, à la gestion des catastrophes et à l'engagement de la société civile.

La banque continue de diriger la Plateforme pour l'employabilité des jeunes, visant à améliorer la situation des jeunes dans les pays membres.

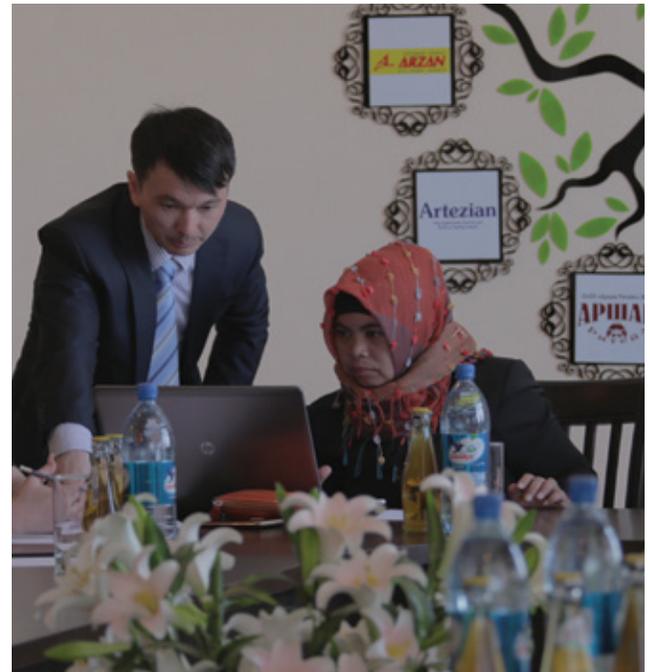
4. RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES ET DES CAPACITES

La création et la diffusion de connaissances dans les domaines du changement climatique, de l'autonomisation des femmes et des jeunes, de la résilience, du développement humain et d'autres secteurs clés, demeurent une priorité pour la banque.

La banque a élaboré le Manuel de l'agriculture soucieuse du climat pour la région MENA, en partenariat avec la FAO et le Rapport sur l'action climatique au niveau des villes de la région arabe, en partenariat avec ONU-Habitat. Elle a également contribué au Rapport 2018 des BMD, portant sur le financement du climat.

Le premier rapport phare sur la résilience a été publié en 2018. Il évalue la capacité institutionnelle des pays membres à répondre aux risques, aux pressions et aux chocs liés aux catastrophes, naturelles et à celles résultant de l'action de l'homme. La banque a également produit un rapport d'évaluation des risques de catastrophes afin de faciliter l'évaluation des défis et des opportunités, dans la gestion des risques de catastrophes.

Par ailleurs, elle a élaboré douze études de cas qui documentent sa contribution au développement et à l'autonomisation des jeunes et en tirent des enseignements pour de futures.



G. EVALUATION DES PROJETS ACHEVES

ENSEIGNEMENTS TIRES DE RAPPORTS D'ACHEVEMENT DE PROJETS (RAP)

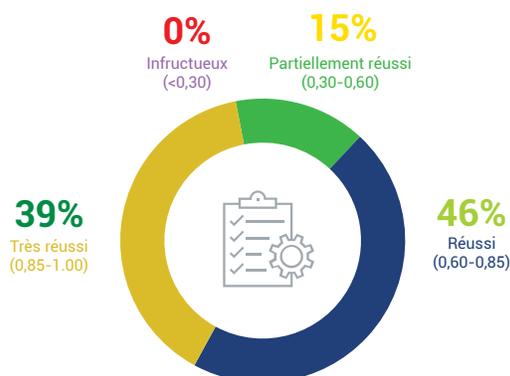
Le rapport d'achèvement de projet (RAP) est un instrument d'auto-évaluation utilisé pour évaluer l'efficacité du développement et qui documente la performance d'un projet, une fois que ses activités ont été achevées. Le RAP examine la conception, la mise en œuvre, les réalisations et la durabilité des résultats de développement relatifs aux projets opérationnels.

L'objectif principal d'un RAP est d'améliorer la qualité à la sortie du projet, de documenter les résultats du projet, de tirer des leçons pour des considérations futures dans la conception de nouveaux projets et de fournir des éléments utiles pour la conception des politiques et procédures opérationnelles de la BID. En conséquence, le RAP joue un rôle clé dans le renforcement du mécanisme de responsabilité interne de la banque et des agences d'exécution, en vue de l'obtention de résultats en matière de développement, en plus de fournir des données factuelles pour l'évaluation post-mise en œuvre des projets, à entreprendre par le département de l'évaluation des opérations de la banque (OED).

En 2019, la banque a établi 26 rapports d'achèvement de projet et 85% des projets concernés ont été jugés réussis ou très réussis du point de vue de la pertinence, de l'efficacité, de l'efficience et de la viabilité financière et sociale.

15% des projets achevés ont été considérés comme partiellement réussis, principalement en raison du faible score obtenu pour les critères d'efficacité (respect des délais et utilisation des ressources) et de viabilité (viabilité financière et solidité technique). Aucun des projets achevés n'a été jugé non réussi.

Figure 3.2 : Analyse de rapports d'achèvement de projets (2019) % de projets (n=26)



EN 2019, 26 RAPPORTS D'ACHEVEMENT DE PROJET ONT ETE ETABLIS. 85% DES PROJETS ONT ETE JUGES REUSSIS OU TRES REUSSIS. ”

Tableau 3.4 : Classement des projets achevés

% de projets (n=26)	Echec (<0,30)	Réussite partielle (0,30-0,60)	Réussite (0,60-0,85)	Grande Réussite (0,85-1,00)
Pertinence	-	1	16	9
Efficacité	-	-	16	10
Efficience	-	8	12	6
Durabilité	-	3	13	10
Situation d'ensemble	-	4	12	10

Figure 3.3 : Enseignements tirés des rapports d'achèvement de projet

	Projets réussis	Projets non réussis
PERTINENCE	Ils se concentrent sur les interventions qui répondent aux besoins essentiels de la population et procurent des avantages économiques et sociaux tangibles, à un prix abordable - électricité, gaz, eau, égouts, irrigation, routes, santé et éducation	Sont caractérisés par le fait qu'ils n'établissent pas de priorités en ce qui concerne les besoins des pays membres et ne donnent pas lieu à un examen des options de remplacement, en consultation avec les parties prenantes au projet, notamment les utilisateurs finaux et les bénéficiaires
EFFICACITE	Ils impliquent de multiples parties prenantes, y compris des partenaires locaux, des BMD et d'autres agences de développement, pour le cofinancement et les services de conseil Ils bénéficient d'un niveau de volonté politique et d'engagement soutenu des pays membres et ont souvent une grande visibilité et des impacts tangibles	La conception n'a pas été faite de manière adéquate et il n'a pas été procédé à une analyse de faisabilité intégrant des considérations financières, économiques, sociales et environnementales Ils sont situés dans des zones éloignées et inaccessibles, en proie aux catastrophes et aux conflits, ce qui a pour effet de limiter la capacité du personnel de l'agence d'exécution et de la BID à y effectuer des missions périodiques de contrôle et de supervision
EFFICIENCE	Ils donnent lieu à la sélection minutieuse d'une agence d'exécution disposant des capacités, de l'organisation et des ressources nécessaires pour la gestion de la mise en œuvre du projet, ainsi que l'entretien des infrastructures et des réalisations du projet	Les consultants et les entreprises ne possèdent pas l'expérience, les capacités, l'assise financière ou les équipements requis Caractérisés par des changements fréquents en ce qui concerne la conception du projet, le personnel de l'agence d'exécution ou du projet, durant la phase de mise en œuvre
DURABILITE	Implications des intervenants requis (organisations et bénéficiaires), de la phase de conception à celle d'exécution du projet ; mise en place de mécanismes d'exploitation et d'entretien.	Implication limitée de la communauté et des bénéficiaires dans la conception et la mise en œuvre, ainsi qu'aux activités d'exploitation et d'entretien après l'achèvement du projet

Evaluations des opérations et enseignements tirés

Le Département de l'évaluation des opérations (DEO) s'attache à évaluer les opérations de la BID en procédant à des analyses indépendantes, impartiales et factuelles de la pertinence, de l'efficacité et de l'efficacé des opérations de la banque, ainsi que de la durabilité des résultats obtenus. Le département procède à la diffusion des résultats et des conclusions de ces évaluations auprès des parties prenantes internes et externes, tout en veillant à l'alignement et la conformité avec les normes mondiales en évolution et avec les meilleures pratiques en matière d'évaluation. Le DEO rend compte au Conseil des Directeurs exécutifs par l'intermédiaire du Comité des opérations et de l'efficacité du développement (ODEC) et, pour les questions administratives, au président du Groupe de la BID.

Au moment de la préparation du présent rapport, les évaluations menées en 2019 étaient en cours de finalisation, conformément aux protocoles d'examen interne et d'assurance de la qualité de le DEO. Ce rapport présente les résultats de haut niveau et les enseignements tirés des 14 évaluations de projets réalisées en 2018 et publiées en 2019.



EN 2018 LE DEO A ÉVALUÉ 14 PROJETS, SUR LESQUELS 7 POUR CENT ONT ÉTÉ JUGÉS TRÈS RÉUSSIS, 79 POUR CENT RÉUSSIS, 14% PARTIELLEMENT RÉUSSIS ET AUCUN N'A ÉTÉ JUGÉ NON RÉUSSI. ”

Conformément à la politique d'évaluation de la banque, en 2018, le DEO a évalué 14 projets, dont 7% ont été jugés très réussis, 79%, réussis, 14%, partiellement réussis et aucun n'a été jugé non réussi. La tendance est similaire à celle des deux années précédentes, où la majorité des projets évalués ont été jugés satisfaisants.

Les évaluations ont porté sur cinq projets dans le secteur des transports, deux dans l'éducation et deux dans l'énergie, et un dans chacun des autres secteurs : agriculture, santé, eau et assainissement, industrie et mines. Un seul projet a été jugé partiellement satisfaisant. Le graphique ci-dessous offre un résumé des secteurs évalués, avec les notations pertinentes pour les 14 projets concernés en 2018.

Figure 3.4 : Réussite globale des projets évalués par le DEO (2018)

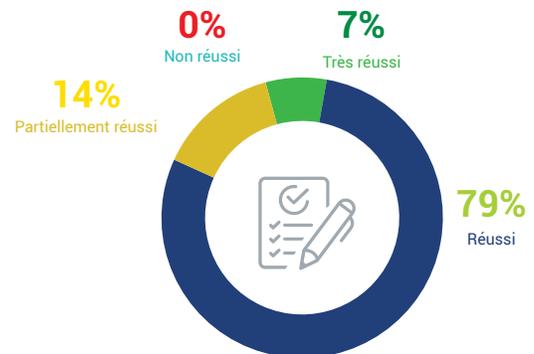
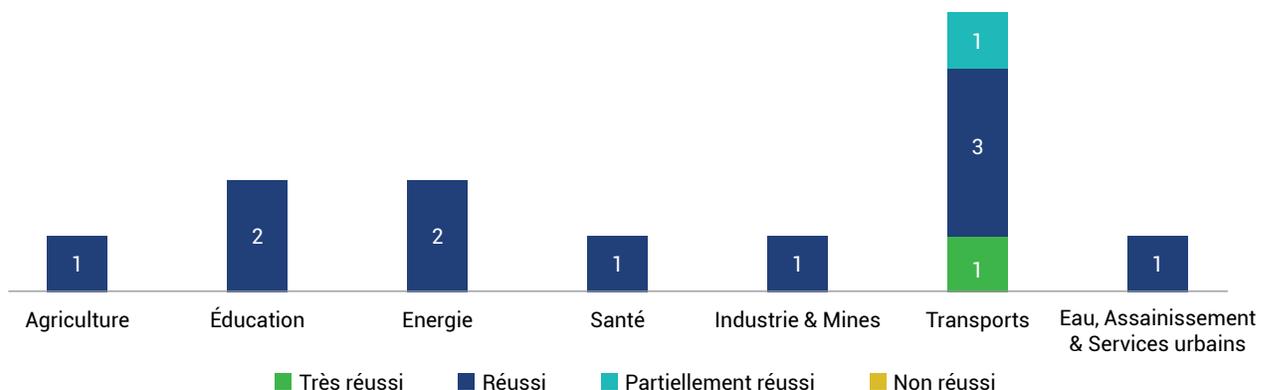


Figure 3.5: DEO : Niveau de réussite des projets ROC évalués, par Secteur



Le DEO évalue les projets sur la base des quatre critères internationalement acceptés en la matière pour les projets du secteur public: **Pertinence, Efficacité, Efficience et Durabilité.**

Pertinence: 50% des projets ont été jugés Très pertinents et 43% ont été jugés Pertinents en 2018, contre respectivement 32% et 63% en 2017. Ce résultat indique une amélioration dans la pertinence des interventions de la banque par rapport aux priorités stratégiques des pays membres bénéficiaires.

Efficacité: 21% des projets évalués ont été jugés Très efficaces, 64%, Efficaces et 14% Peu efficaces. Parmi ceux jugés moins efficaces figurent ceux liés au Programme des Villages du Millénaire (MVP) Phase 2, et à l'Autoroute à péage entre Kuala Lumpur et Selangor (KLS).

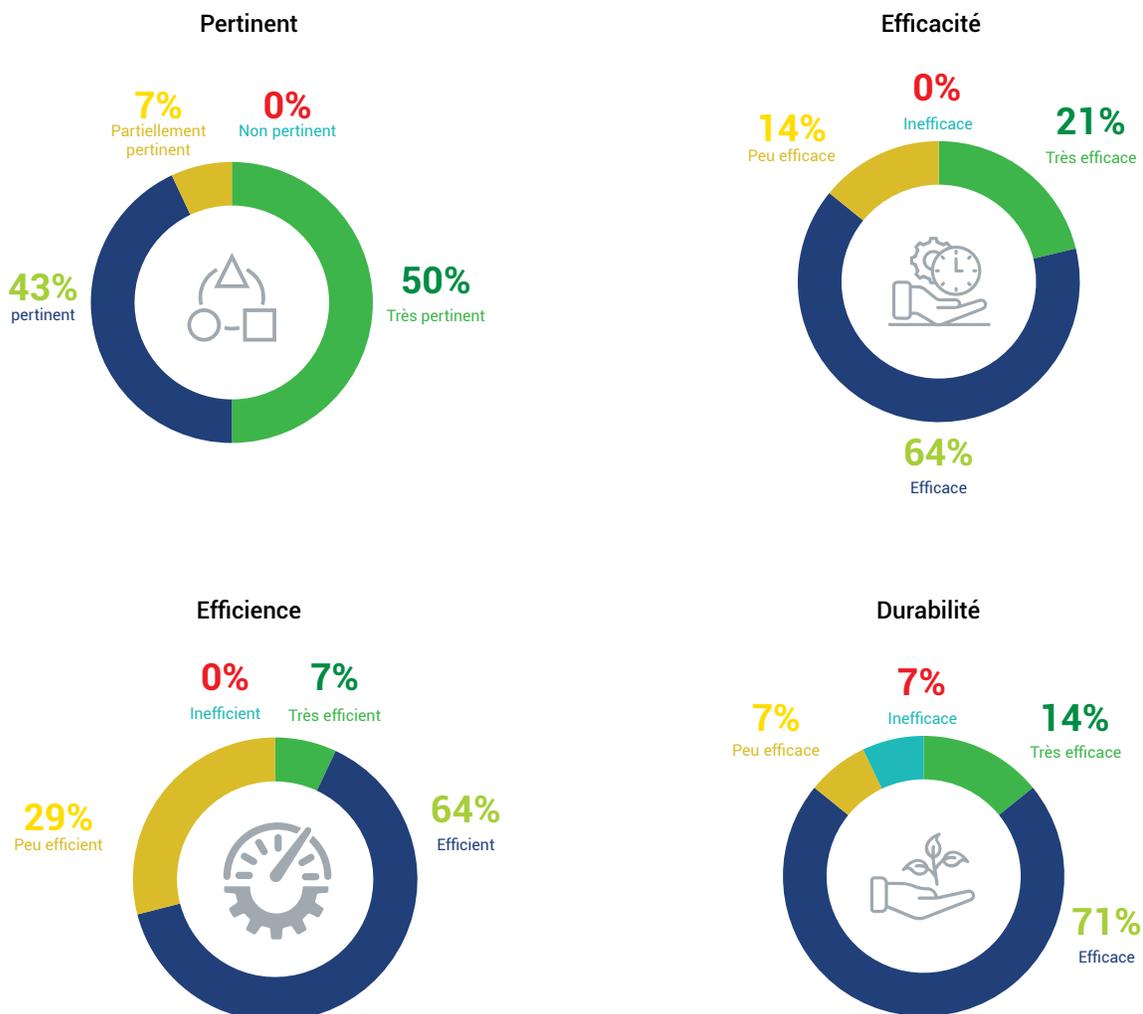
21% DES PROJETS EVALUES ONT ETE JUGES TRES EFFICACES, 64% EFFICACES ET 14% PEU EFFICACES. ”



Efficience: 7% des projets évalués ont été jugés Très efficaces, 64% Efficaces, 29% Peu efficaces et aucun, inefficace. Les faibles scores pour l'efficience s'expliquent principalement par des retards de mise en œuvre (9 projets ont été retardés de plus de 12 mois) et par des variations de coûts (7 projets présentaient une variation des coûts supérieure à 15%). Les deux projets présentant les retards de mise en œuvre les plus importants étaient ceux concernant la construction et l'équipement de collèges d'enseignement professionnel (Ouzbékistan, 61 mois de retard) et la transmission d'énergie à Téhéran (Iran, 65 mois de retard). La phase 2 du programme des Villages du Millénaire au Mali (MVP) a connu la variation de coût la plus importante (-63%) en raison de la non mise en œuvre de certaines des composantes et d'activités prévues.

Durabilité: 14% des projets évalués ont été jugés comme étant à durabilité Très probable, 71% Probable, 7%, Moins probable et 7% à durabilité Très peu probable. La phase 2 du programme des Villages du Millénaire au Mali (MVP) a été jugée moins susceptible d'être durable Phase 2 parce que des aspects clés de la durabilité des résultats obtenus n'ont pas été résolus. Le Programme d'appui à la reconstruction post-conflit pour les zones Centre-Nord-Ouest (Côte d'Ivoire) a été jugé peu susceptible d'être durable, car le montant alloué à l'entretien des routes ne répondait qu'à 30% des besoins et le budget alloué à la gestion de l'école a été réduit de 75% au cours de la deuxième année de son fonctionnement.

Figure 3.6 : Synthèse des notes d'évaluation de projets par le DEO





CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les principaux enseignements tirés du projet et des évaluations de haut niveau portent sur trois thèmes :

1. LES MECANISMES DE SUIVI ET DE CONTROLE POUR UNE SUPERVISION EFFICACE

La plupart de ces évaluations font ressortir la nécessité d'une supervision efficace, y compris des mécanismes de suivi et de contrôle réguliers pour soutenir la mise en œuvre des projets. Il est essentiel d'identifier les problèmes à un stade précoce et de formuler des recommandations axées sur les résultats, pendant la mise en œuvre du projet.

- ▶ Il importe de veiller à l'alignement des activités sur les décaissements, grâce à des mécanismes de suivi appropriés ;
- ▶ Le suivi des engagements financiers est essentiel, pour garantir la responsabilité et l'adhésion des bénéficiaires aux clauses des accords financiers ;
- ▶ La réalisation d'un examen à mi-parcours de la SPPM serait un moyen d'assurer le suivi de la mise en œuvre de certaines activités/interventions engagées et d'actualiser la SPPM à mesure que les stratégies gouvernementales évoluent ou changent durant la période couverte par la SPPM.

2. QUESTIONS LIEES A LA PASSATION DE MARCHES ET COURBE D'APPRENTISSAGE

Une amélioration du soutien de la BID en matière de passation de marchés est nécessaire afin d'accélérer la formation des organismes de passation des marchés. Investir dans le renforcement des capacités des agences d'exécution, notamment dans les modes de financement islamique, permettrait de réduire les délais de mise en œuvre.

- ▶ L'augmentation des dépenses consacrées à la formation des agences d'exécution aux procédures de passation de marchés de la BID est également nécessaire, afin d'améliorer l'apprentissage et de garantir une mise en œuvre sans heurt des futurs projets ;
- ▶ L'implication d'institutions spécialisées dans les activités de passation de marchés permet de tirer profit de leur expertise, ce qui permet une mise en œuvre plus harmonieuse des projets ;
- ▶ Une conception solide de la passation de marchés, soutenue par un mécanisme de suivi approprié, est essentielle pour obtenir des résultats et des produits cohérents, en particulier dans les projets ayant plusieurs sites ;
- ▶ Une meilleure planification des projets comportant des volets Travaux de génie civil et Equipements, est importante pour veiller à l'achat de l'équipement en temps utile, de sorte qu'il soit utilisé efficacement et ne reste pas inutilisé pendant sa période de garantie.

3. ETAT DE PREPARATION DE LA MISE EN OEUVRE ET ESTIMATIONS REALISTES LORS DE LA PHASE D'INSTRUCTION

L'un des facteurs clés de la réussite de la mise en œuvre et du fonctionnement d'un projet est l'état de préparation de la mise en œuvre, avec des estimations réalistes de l'évaluation. La bonne préparation organisationnelle avant le lancement du projet est essentielle pour améliorer l'efficacité de son développement.

- ▶ La disponibilité d'études de faisabilité, d'études géophysiques et de documents d'appel d'offres, avant l'évaluation, permettra de réduire les coûts et le temps de mise en œuvre des projets ;
- ▶ L'inclusion d'évaluations d'impact environnemental et social, dans la phase de préparation d'un projet est essentielle pour atteindre l'efficacité, tout en évitant les effets négatifs sur l'environnement ;
- ▶ Les projets qui demandent un financement à grande échelle nécessitent un temps de préparation adéquat, l'engagement des parties et un travail préparatoire, avant leur soumission pour approbation ;
- ▶ Les projets nécessitant des documents juridiques complexes ou une expertise technique de pointe, doivent bénéficier d'un délai suffisant pour garantir que toutes les mesures de diligence raisonnable requises par la banque sont mises en œuvre avant leur soumission ;



- ▶ Pour l'essentiel, les interventions doivent être fondées sur le contexte et les besoins des bénéficiaires locaux, en particulier une évaluation adéquate des besoins, avant la sélection du lieu d'implantation du projet ;
- ▶ Des estimations de coûts détaillées et précises devraient accompagner les études de faisabilité, en particulier les projets de type PPP et ceux qui devraient être financièrement autonomes. Pour les barèmes et les budgets, il conviendrait de se fonder sur l'expérience acquise lors de projets antérieurs, sur la performance antérieure des agences d'exécution et des entreprises, ainsi que sur des critères de référence adaptés au contexte des projets ;
- ▶ Il est essentiel d'envisager la chaîne de valeur d'un secteur de manière globale, pour assurer l'impact et l'efficacité du développement. Le cas échéant, les projets doivent être coordonnés et complétés par des investissements supplémentaires pour réaliser le plein potentiel de l'investissement.

Tableau 3.5 : Résultats attendus des projets approuvés en 2019

ODD	Indicateur du secteur	Résultats du projet
	Abris et maisons construits, modernisés ou réhabilités (nombre)	9,595
	Capacités de stockage agricole construites ou mises à niveau (tonnes)	3,000
	Surface irriguée (hectares)	28,575
	Augmentation de la production de cultures (tonnes)	60,000
	Accès plus grand aux semences améliorées et aux engrais (nombre d'agriculteurs)	20,000
	Structures de santé construites ou mises à niveau ou équipées (nombre)	23
	Agents de santé formés	2,400
	Lits ajoutés aux structures de santé (nombre)	190
	Personnes bénéficiant annuellement des services de consultations externes (nombre)	38,068,000
	Soins de santé préventive – moustiquaires imprégnés d'insecticide longue durée (nombre)	32,500,000
	Soins de santé préventive – personnes sensibilisées	38,000,000
	Etudiants ayant bénéficié d'un logement (nombre)	965
	Salles de classe construites ou rénovées au cycle primaire/secondaire (nombre)	264
	Etablissements construits ou rénovés ou équipés (nombre)	72
	Etudiants bénéficiaires (nombre)	600,000
	Enseignants/Employés de faculté formés (nombre)	1,200
	Foyers ayant accès à des installations sanitaires améliorées (nombre)	2,145
	Households with access to potable water supply systems (number)	100,000
	Foyers ayant accès à des systèmes d'alimentation en eau potable (nombre)	323
	Réseau d'alimentation en eau installé ou mis aux normes (longueur en kilomètres)	198
	Capacité de production d'énergie installée (mégawatts)	2,152
	Nouveaux foyers raccordés au réseau d'électricité (nombre)	2,506,526
	Sous-stations installées, mises aux normes ou réhabilitées	1,007
	Lignes de transmission/distribution installées, mises aux normes (kilomètres)	1,240
	Associations créées ou faisant l'objet d'une vigoureuse promotion (nombre)	120
	Centres de marché créés, mis à niveau ou réhabilités (nombre)	58
	Personnes employées (nombre)	37,741
	Personnes formées (nombre)	45,080
	Personnes ayant accès à la microfinance (nombre)	26,500
	Entreprises rurales (industrie agricole, non-agricole, familiale) créées (nombre)	63
	Voies express et autoroutes nationales ou régionales construites ou mises à niveau (kilomètres)	411
	Routes locales/rurales construites, mises à niveau ou réhabilitées (kilomètres)	739
	Émissions de CO ₂ réduites (tonnes / jour)	14,130
	Longueur du réseau de fibre optique construit (kilomètres)	5,340
	Abonnés Internet (nombre d'utilisateurs)	60,000,000

Tableau 3.6 : Résultats de développement des projets achevés en 2019

ODD	Indicateur du secteur	Résultats du projet
	Abris / maisons construits, modernisés ou réhabilités (nombre)	10,989
	Capacités de stockage agricole construites ou mises à niveau (tonnes)	41,500
	Surface irriguée (hectares)	60,426
	Augmentation de la production de cultures (tonnes)	1,428,538
	Production animale (viande) augmentée (tonnes)	8,000
	Ressources en eau développées pour un usage multiple (mètres cubes)	208,500
	Structures de santé construites ou mises à niveau ou équipées (nombre)	3,968
	Lits ajoutés aux structures de santé (nombre)	558
	Personnes bénéficiant annuellement des services de consultations externes (nombre)	1,200,000
	Soins de santé préventive – moustiquaires imprégnés d'insecticide longue durée (nombre)	630,000
	Logement personnes bénéficiant du logement (nombre)	965
	Logement – chambres construites ou rénovées dans les cités (nombre)	43
	Salles de classe construites ou mises à niveau à l'école primaire/secondaire (nombre)	463
	Institutions construites ou mises à niveau ou équipées (nombre)	948
	Etudiants bénéficiaires (nombre)	2,377,566
	Enseignants/Employés de faculté formés (nombre)	13,652
	Foyers ayant accès à des installations sanitaires améliorées (nombre)	796
	Foyers ayant accès à des systèmes d'alimentation en eau potable (nombre)	24,986
	Réseau d'égouts installé ou rénové (longueur en kilomètres)	2,524
	Réseau d'alimentation en eau installé ou mis aux normes (longueur en kilomètres)	846
	Efficacité énergétique améliorée – Réduction des pertes par an (%)	48
	Capacité de production d'énergie installée avec des sources non-renouvelables (mégawatts)	1,918
	Capacité de production d'énergie installée avec des sources renouvelables (mégawatts)	1,704
	Nouveaux foyers raccordés au réseau d'électricité (nombre)	240,691
	Sous-stations installées, mises aux normes ou réhabilitées	1,844
	Lignes de transmission/distribution installées (kilomètres)	2,718
	Personnes employées (nombre)	38,427
	Personnes formées (nombre)	49,025
	Population accessing microfinance (number)	144,564
	Augmentation annuelle de la capacité aux aéroports (nombre de passagers)	3,065,097
	Augmentation annuelle de la capacité aux ports maritimes (tonnes)	18,000,000
	Voies express et autoroutes nationales ou régionales construites ou mises à niveau (kilomètres)	276
	Routes locales/rurales construites, mises à niveau ou réhabilitées (kilomètres)	10,266
	Voies ferrées construites, mises à niveau ou réhabilitées (kilomètres)	326
	Émissions de CO ₂ réduites (tonnes / jour)	204,000



Chapitre 4



Performance de l'Institution

DANS LE CADRE DU PROGRAMME QUINQUENNAL DU PRÉSIDENT, LA BANQUE A ENGAGÉ PLUSIEURS RÉFORMES ET INITIATIVES DESTINÉES À AMÉLIORER LA QUALITÉ DE SON PORTEFEUILLE ET DE SES OPÉRATIONS. LA PRÉSENTE SECTION FAIT LE POINT SUR LES PRINCIPAUX INDICATEURS DE PERFORMANCE DE LA BANQUE, LEURS TENDANCES, AINSI QUE LES FACTEURS DE CHANGEMENT SOUS-JACENTS.

Dans le cadre du Programme quinquennal du Président, la banque a introduit plusieurs réformes et initiatives destinées à améliorer la qualité de son portefeuille, pour les opérations souveraines et non-souveraines. Il s'agit notamment de l'introduction d'un système de programmation pluriannuelle intégrée et de normes de qualité du portefeuille (à l'entrée, durant la mise en œuvre et à l'achèvement), de la décentralisation de la gestion du portefeuille, du siège vers les centres régionaux, de la réduction des retards à divers stades du cycle du projet, de l'examen et de la clôture des projets inactifs et non-performants, ainsi que de la réduction du montant des engagements cumulés non décaissés.

A. ANALYSE DU PORTEFEUILLE ACTIF

À la clôture de l'exercice 2019, la banque disposait d'un portefeuille actif de 25,8 milliards de dollars des États-Unis, en légère hausse par rapport au montant de 25,4 milliards de dollars des États-Unis de l'année précédente. Ce portefeuille comprend 463 projets actifs d'une valeur de 24,3 milliards de dollars, et 657 subventions d'une valeur de 1,5 milliard de dollars des États-Unis.

Le portefeuille actif de la banque est dominé par l'Afrique (37%), suivie par l'Asie, le Moyen Orient et l'Europe (29% chacun). Les 5% restants du portefeuille comprennent des projets qui répondent aux besoins de développement des populations musulmanes se trouvant dans des pays non-membres, en Europe Amérique latine.

Reflétant les besoins prioritaires identifiés par les pays membres, les investissements de la banque sont concentrés dans onze secteurs : énergie (23%), transport (21%), eau et assainissement (17%), agriculture (17%), éducation (9%), secteurs sociaux et santé (9%) et le reste (4%) dans la finance, l'administration publique, le commerce, les mines, l'industrie et la communication.

LA BANQUE A UN PORTEFEUILLE ACTIF DE 25,8 MILLIARDS DE DOLLARS, CONTRE 25,4 MILLIARDS L'ANNEE PRÉCÉDENTE. CE PORTEFEUILLE COMPREND 463 PROJETS ACTIFS D'UNE VALEUR DE 24,3 MILLIARDS DE DOLLARS US ET 657 SUBVENTIONS D'UNE VALEUR DE 1,5 MILLIARD DE DOLLARS. ”

Figure 4.1: Portefeuille actif par Région au 31 décembre 2019 - (en millions USD)

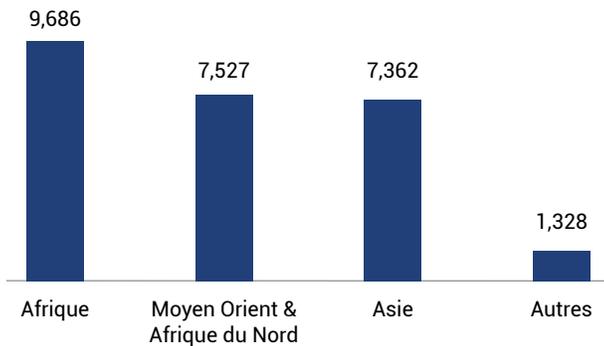
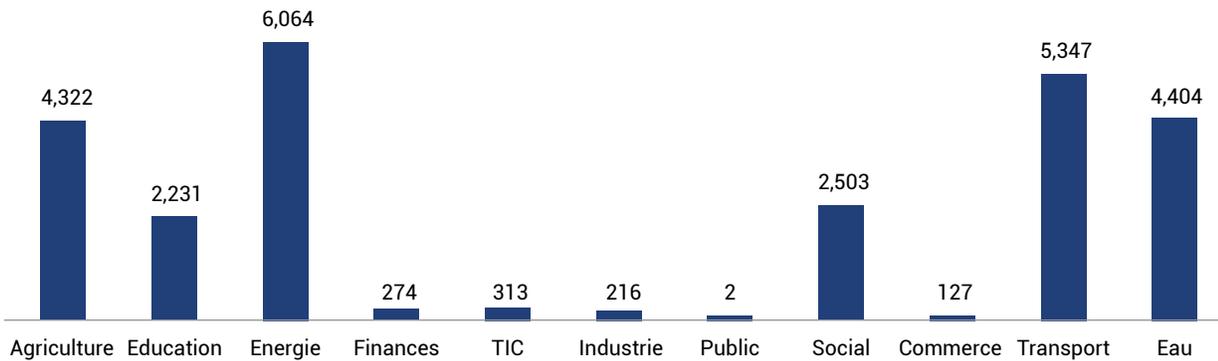


Figure 4.2: Portefeuille actif par Secteur (En millions USD)



1. APPROBATIONS DE SUBVENTIONS ET DE PROJETS

La banque a approuvé de nouveaux projets d'une valeur de 1,921 million de dollars des Etats-Unis en 2019, dont 1,640 million de dollars des Etats-Unis, par le biais des ressources ordinaires en capital (ROC), 77,8 millions de dollars des Etats-Unis par le fonds d'investissement des biens Awqaf, 48,8 millions de dollars des Etats-Unis par le Fonds de solidarité islamique pour le développement, et le solde de 151,66 millions de dollars des Etats-Unis sous forme de subventions, par le biais de fonds spéciaux.

En termes de répartition régionale, l'Afrique et l'Amérique latine ont reçu 47% des nouvelles allocations, le Moyen Orient et l'Europe, 28% et l'Asie 20%, tandis que 5% ont été alloués à des projets régionaux ou des projets dans des pays non-membres.

Les allocations les plus importantes (30%) ont été approuvées pour le secteur social, principalement des projets de santé, suivi par les transports (22%), l'énergie (14%), l'agriculture

(10%), l'eau et l'assainissement (8%), le commerce (5%), l'éducation (5%), la communication (2%), les finances (2%), l'administration publique (0,02%) et l'industrie (0,01%).



Figure 4.3 : Approbations BID 2019 par Région

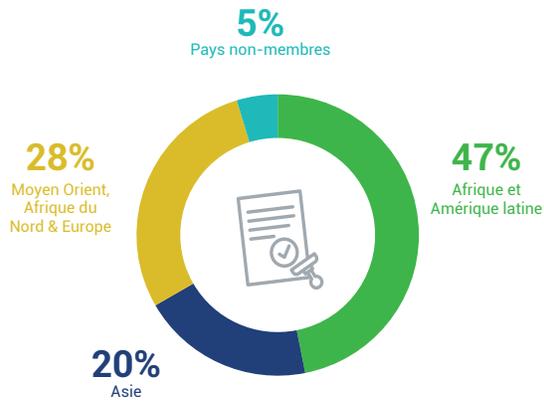


Figure 4.4 : Approbations BID 2019 par Source de financement

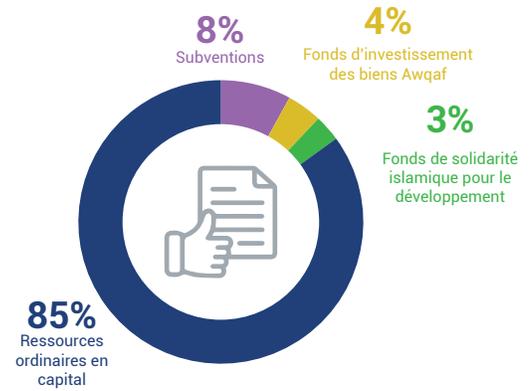
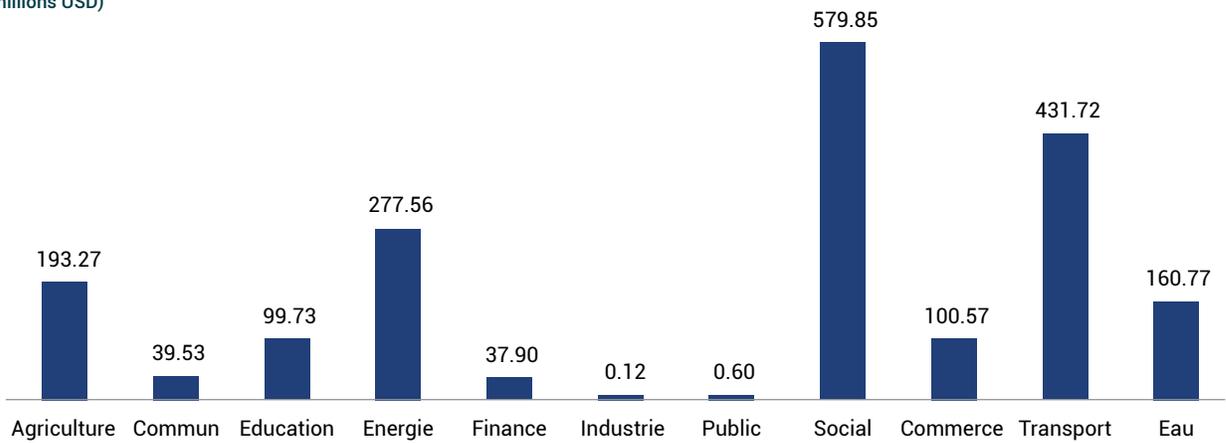


Figure 4.5 : Approbations BID 2019 par Secteur (En millions USD)



2. DECAISSEMENTS OPERATIONNELS

En 2019, la banque a décaissé un montant de 2,98 milliards de dollars des Etats-Unis pour des projets et des subventions, enregistrant à ce titre une hausse de 16% par rapport au montant décaissé en 2018, soit 2,6 milliards de dollars.

LA BID A EFFECTUE DES DECAISSEMENTS D'UN MONTANT DE 2,98 MILLIARDS AU TITRE DE PROJETS ET D'OPERATIONS DE SUBVENTIONS, SOIT 16% DE PLUS QUE LE MONTANT DECAISSE EN 2018. ”

Figure 4.6 : Les décaissements en un coup d'œil

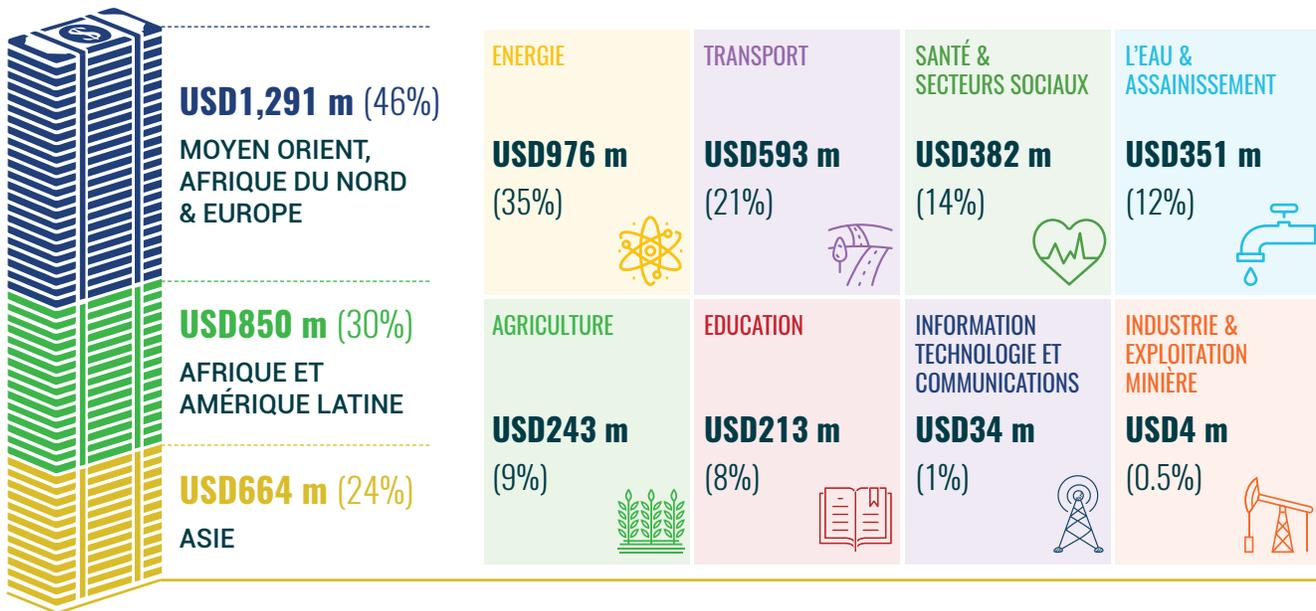


Figure 4.7 : Tendances des décaissements de la BID sur la période 2010-2019 - (En millions USD)

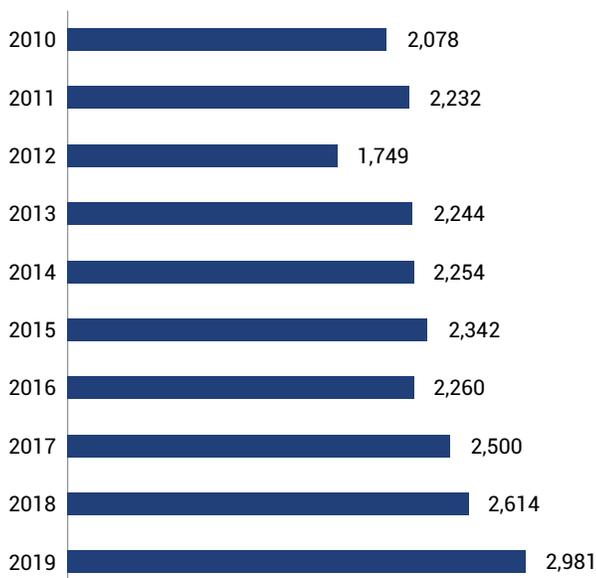


Figure 4.8 : Décaissements par Région (2019)

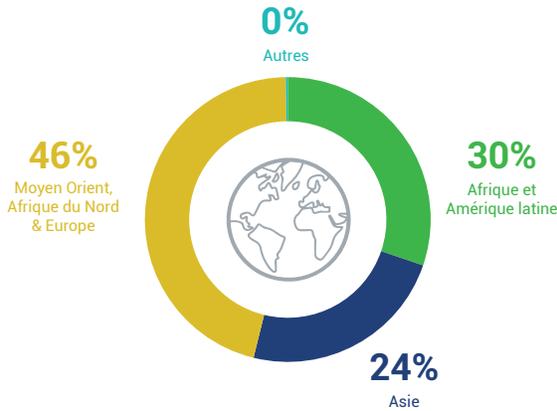
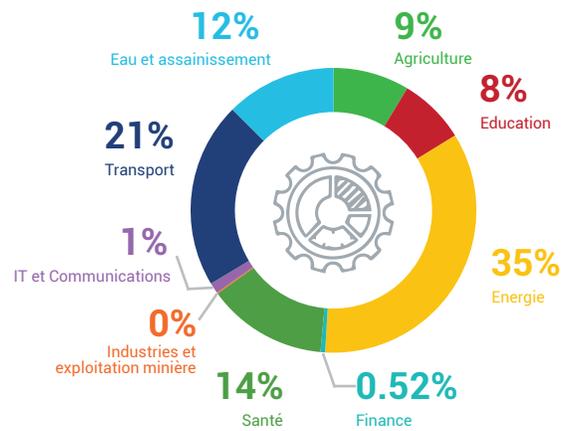


Figure 4.9 : Décaissements par Secteur (2019)



3. ENGAGEMENTS CUMULÉS NON DÉCAISSÉS

La banque a créé une équipe spéciale chargée de contrôler périodiquement les tableaux de bord de la qualité du portefeuille, de recommander des modifications aux politiques et pratiques opérationnelles et de réduire les retards à différents stades du cycle des projets. À la fin de 2019, 72% du portefeuille actif est maintenant en cours de décaissement et l'engagement cumulé non décaissé de la banque a diminué, passant de 12,6 milliards de dollars des Etats-Unis en 2018 à 11,3 milliards de dollars des Etats-Unis.

Au cours des deux dernières années, la banque a dépassé l'objectif de 20% du ratio de décaissement (montant décaissé au cours de l'année en pourcentage de l'engagement cumulé non décaissé au début de l'année), passant de 20,7% en 2018 à 22,8% en 2019.

Figure 4.10 : Tendence des Engagements cumulés non décaissés - (En millions USD)

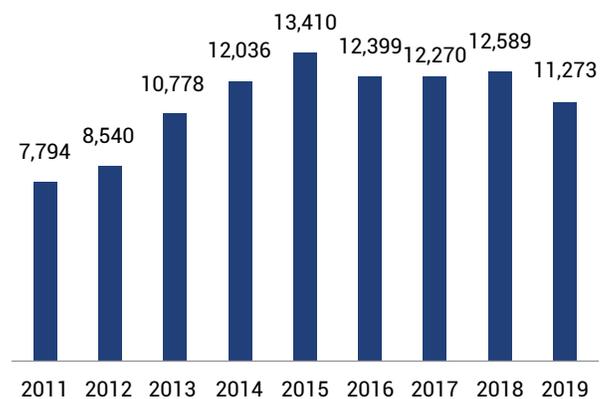
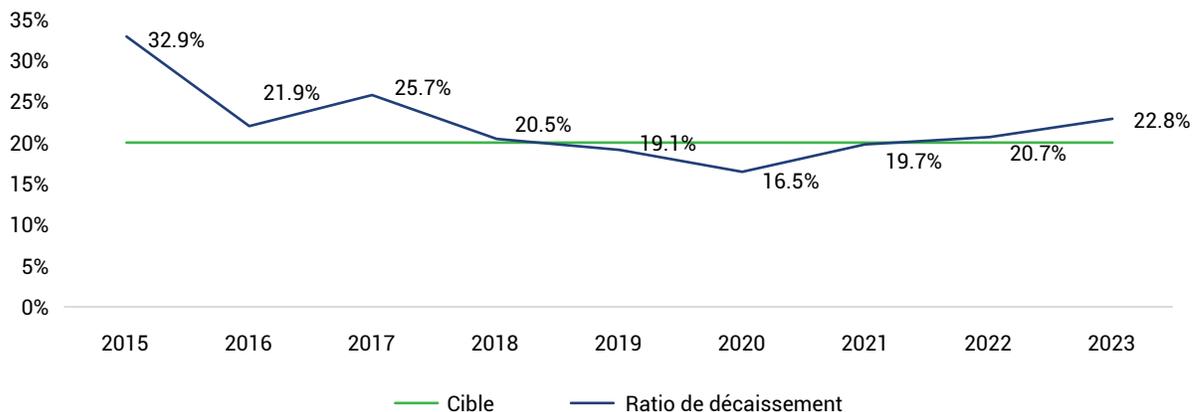


Figure 4.11 : Ratio de décaissement (%)



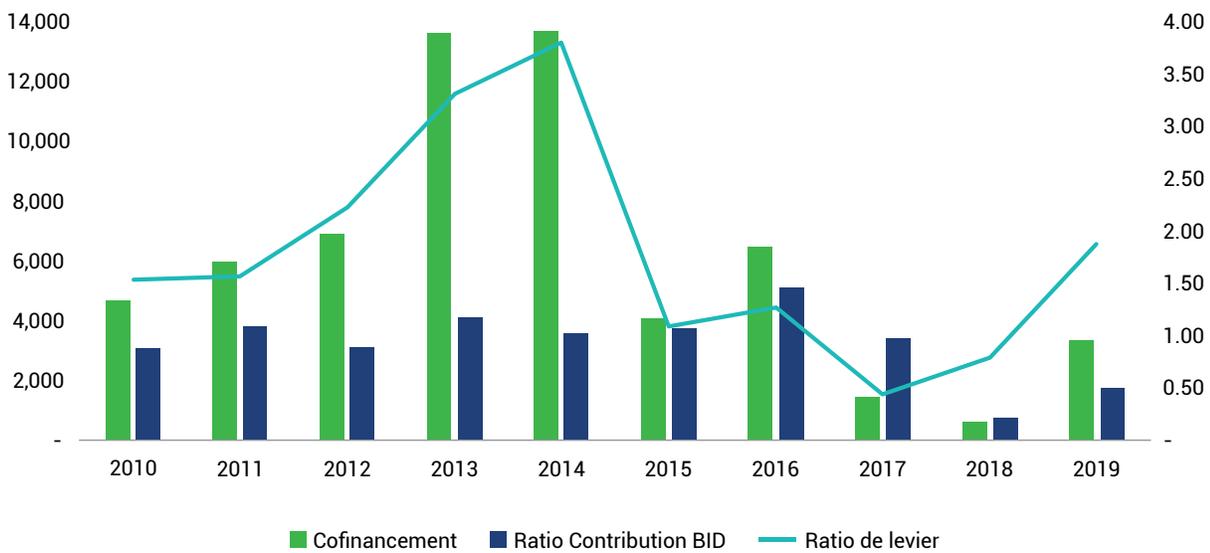
B. COFINANCEMENT ET RECOURS A L'EFFET DE LEVIER POUR L'ACCELERATION DES ODD

Au fil des ans, la BID a pu recourir à l'effet de levier ou s'associer à des projets donnant lieu à la mobilisation de cofinancement auprès d'autres partenaires au développement ou des gouvernements des pays membres. Cet arrangement garantit la mise en commun des ressources et l'alignement des priorités, pour un impact maximum et la réalisation des objectifs de développement durable. En 2019, la banque a mobilisé 3,327 millions de dollars des Etats-Unis pour des

approbations de projets de 1,768 million de dollars, avec un ratio de levier de 1.88 \tilde{n} représentant le montant le plus élevé que la banque ait levé depuis 2015.

Les principaux partenaires de cofinancement sont la Banque asiatique de développement, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, le Fonds de l'OPEP pour le développement international, le Fonds saoudien pour le développement, le Fonds koweïtien et les organisations et fonds des Nations unies.

Figure 4.12 : Contribution de la BID, par rapport au Cofinancement, dans le cadre de projets approuvés au titre des ROC



C. REFORMES DESTINEES A AMELIORER LA GESTION OPERATIONELLE

Dans le cadre du Programme quinquennal du Président, la banque a développé une approche à plusieurs volets qui comprend: (i) un modèle de fonctionnement décentralisé par le biais de 11 centres régionaux ; (ii) une supervision active par la réalisation d'évaluations et d'examens de l'appui à la mise en œuvre des projets (PIASR) ; (iii) l'examen des performances du portefeuille pays (CPPR) ; (iv) la mise en place d'une équipe spéciale interdépartementale chargée de se concentrer sur l'amélioration du portefeuille ; (v) une mesure et une évaluation rigoureuses des résultats en assurant la qualité à l'entrée, pendant la mise en œuvre et à la sortie ; et (vi) l'élaboration de tableaux de bord de veille économique pour contrôler la qualité du portefeuille et aider à sa gestion efficace.

1. STRATEGIE DE PARTENARIAT AVEC LES PAYS MEMBRES (SPPM 2.0) BASEE SUR LA CHAINE DE VALEUR MONDIALE

La programmation est de plus en plus liée à la Stratégie de partenariat avec les pays membres (SPPM) 2.0, qui suit le cadre des chaînes de valeur mondiales contenu dans le Programme quinquennal du Président, et constitue un élément central de la nouvelle approche de la banque pour aider les pays membres à respecter les ODD. La part des allocations des MCPS sera augmentée de 20% en 2020 à 80% en 2022. En 2019, quatre programmes de la SPPM ont été élaborés (Gabon, Turquie, Maroc et Maldives), tandis que 7 autres (Sénégal, Malaisie, Indonésie, Guinée, Arabie Saoudite, Pakistan et Nigeria) sont prévus pour 2020.

Les centres régionaux sont à l'avant-garde de l'évaluation proactive des besoins des pays membres, du dialogue périodique et de l'identification des chaînes de valeur mondiales qui ont un fort potentiel de croissance, de création d'emplois et de développement humain durables.

2. ALLOCATIONS PAR PAYS EN UTILISANT L'INDICE DE DEVELOPPEMENT ET D'ÉVALUATION FINANCIÈRE (DEFAI)

Pour assurer une allocation systématique et transparente des ressources entre les pays membres, la banque a introduit un indice d'évaluation du développement et des finances (DeFAI).

LA BANQUE A INTRODUIT UN INDICE DE DÉVELOPPEMENT ET D'ÉVALUATION FINANCIÈRE (DEFAI) POUR ASSURER UNE ALLOCATION SYSTÉMATIQUE ET TRANSPARENTE DES RESSOURCES ENTRE LES PAYS MEMBRES. ””



Cet indice s'inspire d'enseignements tirés d'examens et d'évaluations de projets, de consultations avec les pays membres et des meilleures pratiques d'autres BMD.

Le DEFAI détermine les allocations par pays en tenant dûment compte des besoins de développement des pays membres, des besoins de financement des ODD, de la capacité d'absorption et de l'efficacité de la mise en œuvre des projets en cours et des projets achevés financés par la BID. Le DeFAI est un indice composite composé de huit sous-indices, dont trois se concentrent sur les évaluations financières d'un pays membre d'un point de vue opérationnel (engagement potentiel, efficacité opérationnelle et exposition) et les cinq autres se concentrent sur les performances et l'évaluation des besoins en matière de développement (indice de profondeur d'achèvement du projet, âge prévu, développement humain, ODD et coopération et intégration régionales).

Tableau 4.1 : Allocation régionale au titre de 2020

Région	Allocation 2020 (USD)	
	USD	%
Afrique & Amérique latine (22 PMs)	816	40.82
Moyen Orient et Afrique du Nord (24 PMs)	862	43.09
Asie (10 PMs)	322	16.10
Total	2,000	100

3 CADRE DE PROGRAMMATION STRATÉGIQUE INTÉGRÉ (ISPF)

La banque a introduit un cadre de programmation stratégique intégré (ISPF), qui comprend trois éléments clés : l'évaluation proactive des besoins, la garantie d'une sélectivité efficace et l'établissement d'un lien entre la stratégie et les ressources. L'ISPF garantit une approche cohérente de l'intégration de la stratégie, des finances et des opérations par le biais d'un programme de travail triennal (3YWP). Le 3YWP est basé sur un exercice de programmation dynamique impliquant les centres régionaux et les pays membres et un outil de qualification et de priorisation (Q&P) pour la priorisation des projets.

4. OUTIL D'ASSURANCE QUALITÉ ET DE PRIORISATION DES PROJETS (Q&P)

En 2019, la banque a lancé le Cadre intégré d'assurance qualité (CIQ), qui vise à fournir un outil multidimensionnel pouvant aider le personnel de la banque à examiner et à améliorer systématiquement la qualité des projets à tous les stades du cycle de projet, notamment en termes de qualité à l'entrée et de qualité à la mise en œuvre et à la clôture.

LE CADRE INTÉGRÉ D'ASSURANCE QUALITÉ (IQAF) EST UN OUTIL MULTIDIMENSIONNEL QUI SOUTIEN L'EXAMEN ET L'ASSURANCE DE LA QUALITÉ DES PROJETS, NOTAMMENT EN TERMES DE QUALITÉ À L'ENTRÉE ET DE QUALITÉ À LA MISE EN ŒUVRE ET À LA CLÔTURE. ”

Figure 4.13 : Sélectivité des projets à inscrire sur le Programme de travail

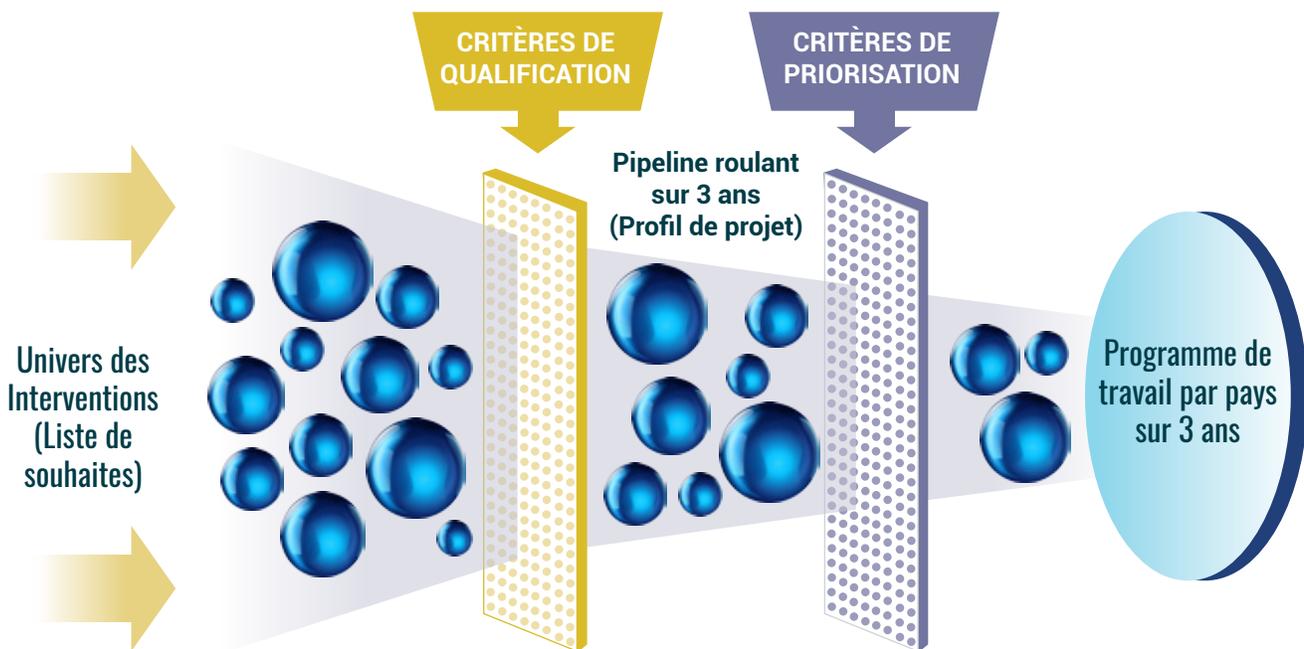
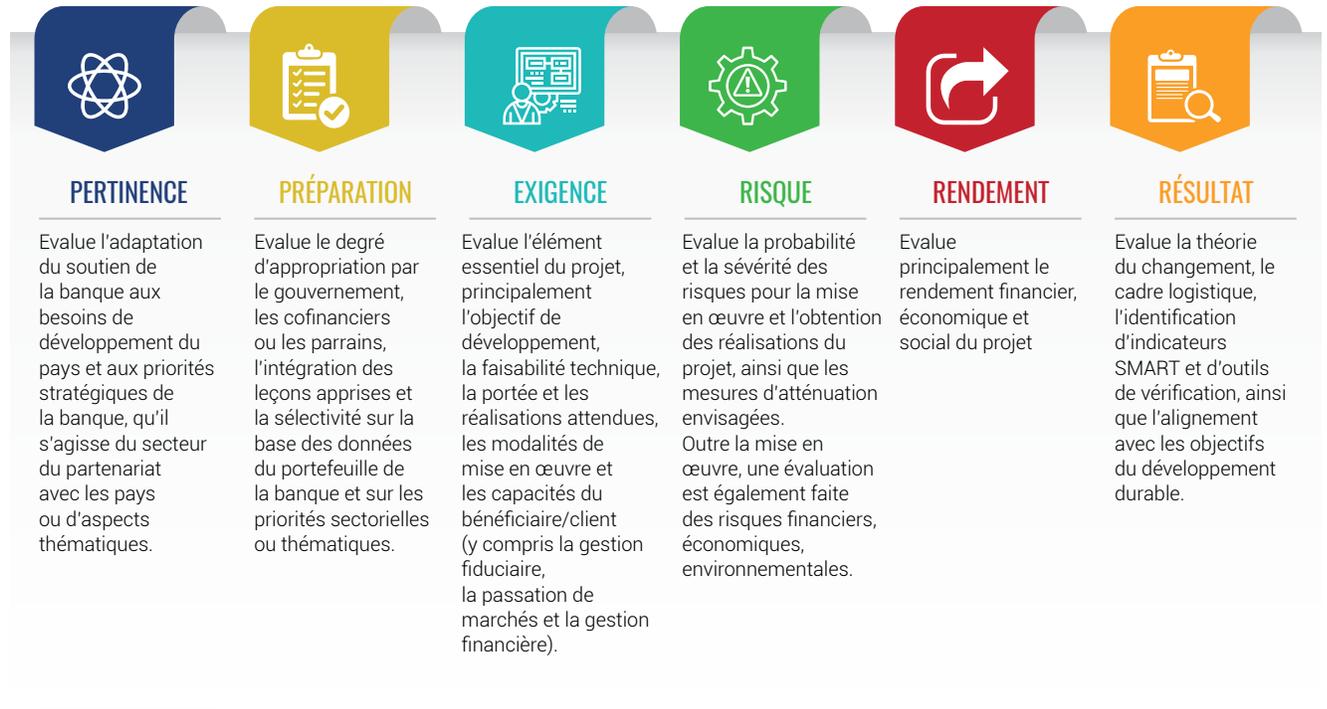


Figure 4.14 : Six Dimensions du Cadre intégré d'Assurance Qualité



5. PLAN D'ACTION SPECIAL POUR LE PORTEFEUILLE DU FONDS 'LIVES AND LIVELIHOODS'

Un effort important a également été consacré à l'élaboration d'un plan d'action spécial, destiné à améliorer la qualité durant la mise en œuvre de projets cofinancés par la facilité de financement concessionnel de la BID, le fonds Lives & Livelihoods (LLF). Le plan d'action couvre des actions et des mécanismes opérationnels en amont et en aval avec une diligence accrue en termes de suivi et de supervision plus étroite de la conception des projets et d'amélioration de la mise en œuvre des projets pour l'obtention effective de résultats durables. Ces efforts ont conduit à une réduction des retards à différents stades, à la réalisation des objectifs de décaissement de 2019 et à l'amélioration de divers indicateurs de qualité du portefeuille.

6. RÉDUCTION DES RETARDS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS

L'analyse des calendriers des projets indique une réduction significative des retards à différents stades de la mise en œuvre des projets. La banque a pu réduire le délai entre la date d'approbation et la date du premier décaissement de 24 à 19 mois. Le gain d'efficacité le plus important a été



constaté dans le délai entre l'efficacité du projet et le premier décaissement, qui a été réduit de 9 mois. La durée totale du projet (du premier au dernier décaissement) a été légèrement réduite, passant de 51 à 50 mois.

La ventilation sectorielle du portefeuille montre que l'amélioration la plus importante a été observée dans les projets du secteur de l'eau, où le délai entre la date d'approbation et la date du premier décaissement a été ramené de 30 à 17 mois, suivis par les projets du secteur des finances et de l'agriculture.

LES EFFORTS CONCERTÉS VISANT À AMÉLIORER LA QUALITÉ DU PORTEFEUILLE ONT PERMIS DE RÉDUIRE CONSIDÉRABLEMENT LES DÉLAIS À DIFFÉRENTS STADES DU CYCLE DES PROJETS. ”

Tableau 4.2 : Intervalle de temps entre les différentes étapes du cycle de projet

Étapes du Cycle de projet	Nombre de mois		
	2010-16	2017-19	Réduction
De l'approbation à la signature	10	5	5 ●
De la signature à l'entrée en vigueur	10	6	4 ●
De l'entrée en vigueur au 1er décaissement	14	5	9 ●
De l'approbation au 1er décaissement	24	19	5 ●
Du 1er décaissement au dernier	51	50	1 ●



Tableau 4.3 : Nombre de mois, à différentes étapes du cycle de projet

Secteur	Approbation de la signature		Signature à l'efficacité		Efficacité au premier décaissement		Approbation Premier décaissement		Réduction
	2010-16	2017-19	2010-16	2017-19	2010-16	2017-19	2010-16	2017-19	
Agriculture	12	6	12	7	17	6	32	22	10 
Communication	5	3	4	4	9	-	10	10	0 
Education	15	2	8	7	11	5	28	21	7 
Energie	11	6	15	6	16	5	22	18	4 
Finance	11	3	6	6	11	4	30	19	11 
Industrie	6	9	7	7	6		17	9	8 
Social	10	8	12	9	18	5	26	28	-1 
Transport	11	5	9	4	18	9	26	27	-1 
Eau	12	3	12	7	16	5	30	17	13 
Moyenne	10	5	10	6	14	5	24	19	5 

Une amélioration notable a certes été réalisée, mais il est toujours possible de réduire considérablement le délai entre les différentes de l'exécution des projets, dans les années à venir.

7. CAPACITES ET PROCESSUS DE PASSATION DE MARCHES

Pour rapprocher ses services des pays membres, la banque a déployé des spécialistes de la passation des marchés dans les centres régionaux. Elle a également mis en place de nouvelles directives pour la passation de marchés de biens, de travaux et de services de consultants. Un site web interne et externe a été développé pour la passation des marchés des projets et tous les documents importants sont mis à la disposition des parties concernées. En outre, plusieurs instruments innovants ont été inclus dans la politique de passation des marchés.

Compte tenu des faibles capacités de passation de marchés dans certains pays membres, ayant pour effet d'entraver la mise en œuvre des projets, la banque a organisé des formations de renforcement des capacités au profit du personnel des ministères, départements, agences d'exécution et des unités de gestion de projets, pour les projets financés par la BID.

LA BANQUE A DECENTRALISE LA PASSATION DE MARCHES ET DEPLOIE DES SPECIALISTES EN LA MATIERE DANS LES HUBS REGIONAUX. 

D. RENFORCER LA PREPARATION ET L'ANALYSE DES RAPPORTS D'EVALUATION ET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE PROJETS (PIASR)

Dans le cadre des procédures de la banque, les chefs d'équipe de projet doivent effectuer des missions de supervision périodiques et préparer des rapports d'évaluation et d'appui à la mise en œuvre des projets (PIASR). Les PIASR fournissent le contexte et les éléments de base pour le suivi et la supervision de la mise en œuvre des projets et facilitent la réalisation des résultats et des produits des projets. Un PIASR couvre les éléments suivants : (i) les données de base du projet ; (ii) les progrès de la mise en œuvre (c'est-à-dire les objectifs du cadre logique, les intrants, les extrants et les résultats immédiats) ; (iii) les progrès dans l'obtention des résultats ; (iv) l'application du système de notation des performances du projet ; (v) l'évaluation des risques du projet ; et (vi) l'élaboration d'un plan d'action correctif pour traiter les problèmes importants de mise en œuvre.

Sur la base des six dimensions ci-dessus, le PIASR fournit la base pour déterminer la notation de la performance du projet (note maximale de 4) dans les domaines suivants :

I. Modalités de mise en œuvre du projet

II. Acquisition de projets

III Livraison de biens, travaux et services.

IV. Décaissement

V. Résultats de développement.

En 2019, un total de 125 PIASR ont été soumis à la direction de la banque. 67% des projets en cours ont été jugés satisfaisants ou très satisfaisants, tandis que 31% ont été jugés partiellement satisfaisants et 2% insatisfaisants. Les principales causes des notes insatisfaisantes étaient les retards de décaissement ou de mise en œuvre et la sous-réalisation des résultats de développement prévus dans le document de projet. Dans la plupart des projets, la mise en œuvre, l'acquisition et la livraison de biens, de services et de travaux ont été jugées "en bonne voie" et conformes aux plans de mise en œuvre approuvés.

EN 2019, 67% DES PROJETS EXAMINES ONT ETE JUGES SATISFAISANTS OU TRES SATISFAISANTS, 31% PARTIELLEMENT SATISFAISANTS ET 2% INSATISFAISANTS. ”

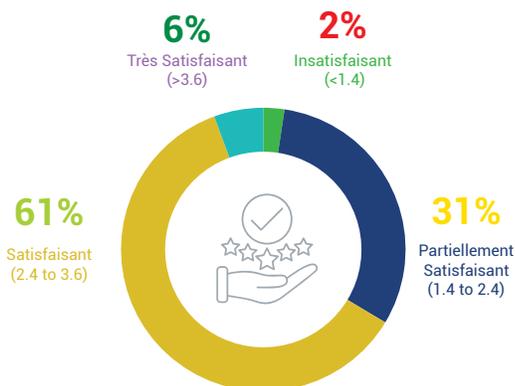


Tableau 4.4 : Notations des rapports d'évaluation de la mise en oeuvre de projets

Notes (n = 125)	Insatisfaisant (<1.4)	Partiellement Satisfaisant (1,4 à 2,4)	Satisfaisant (2,4 à 3,6)	Très Satisfaisant (>3,6)
Mise en œuvre	0%	18%	64%	19%
Passation de marchés	3%	17%	53%	27%
Prestation de services	3%	15%	61%	21%
Décaissement	33%	37%	22%	8%
Résultats	27%	26%	36%	12%
Situation d'ensemble	2%	31%	61%	6%

Figure 4.15 : Notation PIASR du Portefeuille actif

% de projets (n=126)



E. RESSOURCES HUMAINES

La gestion efficace des ressources humaines est d'importance cruciale pour la fourniture de produits et services adaptés aux besoins des pays membres. La proportion d'agents en poste dans les départements opérationnels de la banque a atteint 33% du total en 2019. Près de 57% (entre 45 et 165 agents) sont des agents de première ligne, entretenant des contacts avec les pays membres qu'ils desservent à partir des 7 centres régionaux et bureaux de pays. Durant l'année 2019, la banque a recruté 81 agents professionnels, parmi lesquels 48 ont été déployés dans les départements opérationnels. Elle a également mis en place un système de planification de la performance de l'employé qui lie les objectifs de l'intéressé à l'objectif du département dans lequel il se trouve, lequel est à son tour lié au Programme quinquennal du Président.

F. PROGRAMMATION INTEGREE POUR UNE UTILISATION EFFICACE DES RESSOURCES

Le budget administratif interne a été réduit de 2,4% en 2019 par rapport à l'année précédente. Le ratio des dépenses administratives internes par million de dollars Etats-Unis déboursé est passé de 70 000 dollars des Etats-Unis l'année précédente à 56 000 dollars. En 2020, la banque a introduit un cadre de programmation stratégique intégré qui a facilité l'établissement d'un lien entre l'allocation des ressources de la stratégie aux opérations et aux dépenses administratives, garantissant ainsi que le budget administratif est alloué de manière stratégique pour soutenir les interventions opérationnelles dans les pays membres afin de mieux obtenir des résultats.

DE 70.000 DOLLARS DES ETATS UNIS, L'EXERCICE PRECEDENT, LE RATIO DES DEPENSES ADMINISTRATIVES INTERNES PAR MILLION DE DOLLARS EST RETOMBE 56.000 DOLLARS. ””

Financement innovant pour les ODD

La banque a procédé à sa première émission de soukook verts en novembre 2019, pour une valeur d'1 milliard d'euros. Cette obligation islamique adossée à des actifs est destinée à financer les secteurs des ODD dans les pays membres, par le biais de financements innovants dans les domaines suivants : (i) les énergies renouvelables, (ii) les transports propres, (iii) l'efficacité énergétique, (iv) la prévention et le contrôle de la pollution, (v) la gestion durable des ressources naturelles vivantes et des sols utilisés, et (vi) la gestion durable de l'eau et des eaux usées.

L'émission de soukook verts a atteint environ 3 milliards de dollars des Etats-Unis en 2019, ce qui représente 1% de l'émission annuelle globale d'obligations labellisées. Au niveau mondial, l'émission d'obligations durables a atteint environ 1 000 milliards de dollars des Etats-Unis en 2019. Les obligations vertes représentent 77% de ce marché. L'agenda de développement pour 2030 exige la création d'instruments de financement alternatifs pour combler l'énorme déficit de financement des ODD mondiaux, et les soukook verts de la BID fournissent un instrument de financement innovant à cette fin.

L'EMISSION DE SUKUK VERT A ATTEINT ENVIRON 3 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2019, SOIT 1% DE L'EMISSION ANNUELLE GLOBALE D'OBLIGATIONS LABELLISEES. ””

G. EFFICACITE DES PROCESSUS ET DE LA TECHNOLOGIE

Les initiatives de décentralisation ont abouti à la création de sept centres régionaux dotés d'un personnel complet qui ont permis d'accroître la visibilité du Groupe de la BID et devraient contribuer à améliorer la mise en œuvre des opérations. La passation des marchés a été complètement décentralisée, l'équipe du siège fixant les normes et les centres régionaux mettant en œuvre et exécutant les projets sur le terrain. Des tableaux de bord ont été conçus pour suivre les progrès des initiatives de décentralisation, des objectifs opérationnels et des accords de niveau de service.



Afin de rationaliser les processus de bout en bout pour améliorer l'efficacité et l'efficience opérationnelles, un centre de compétence en matière de processus a été créé après l'introduction de la nouvelle structure organisationnelle et de la délégation de pouvoir. Le centre a documenté 130 procédures opérationnelles qui sont disponibles sur le portail en ligne Signavio. Ces procédures ont créé des synergies entre les départements et les fonctions opérationnelles de la banque.

Au lieu d'utiliser le courrier électronique ou des documents papier, les pays membres peuvent désormais soumettre leurs documents officiels, leurs demandes de projets, leurs informations de décaissement, etc. par le biais d'une plateforme en ligne sécurisée pour un suivi immédiat. Les pays membres peuvent également suivre leurs soumissions et vérifier le statut des demandes en ligne.



Chapitre 5



Conclusion et Défis

LE PROGRAMME QUINQUENNAL DU PRESIDENT, QUI EN EST A SA TROISIEME ANNEE DE MISE EN OEUVRE, A REFORME LA BANQUE POUR UN SOUTIEN AUX PAYS MEMBRES DESTINE A LEUR PERMETTRE DE REALISER DES PROGRES TANGIBLES SUR LA VOIE DES ODD. SI L'ON NOTE DES AMELIORATIONS CONSIDERABLES DANS LA PERFORMANCE DE LA BANQUE, LES EVOLUTIONS RAPIDES INTERVENANT DANS LE MONDE, LES BESOINS DES PAYS MEMBRES ET LES ODD EXIGENT UNE INTENSIFICATION DES EFFORTS, PAR UNE APPROCHE PROACTIVE, UN RECOURS CONTINU A L'INNOVATION, L'OUVERTURE AUX JEUNES ET AUX FEMMES, AINSI QUE LES PARTENARIATS.

Les pays membres de la BID sont caractérisés par une large distribution, tant du point de vue géographique que de celui du développement. Ces pays s'étendent de l'Indonésie, à l'extrême est, au Suriname, en Amérique latine. Ils comprennent de riches pays exportateurs de pétrole ainsi que les pays les moins développés d'Afrique subsaharienne. En outre, plusieurs pays membres connaissent une situation de fragilité et d'instabilité. Ces variations contribuent à rendre encore plus complexe le mandat de développement de la banque.

EN SE MONTRANT PLUS PROACTIVE ET EN FAISANT PREUVE DE CAPACITE D'ADAPTATION ET D'AGILITE, LA BID ENTEND S'ELOIGNER DES INVESTISSEMENTS PONCTUELS POUR MIEUX S'ATTAQUER AUX VERITABLES ENTRAVES AUX DEVELOPPEMENT DURABLE DES PAYS MEMBRES. ”

L'année 2030, celle-là même qui a été retenue pour la réalisation des objectifs de développement durable, approche à grands pas, alors que les pays se trouvent encore à différents stades de réalisation de ces objectifs. Au niveau mondial, les pays membres de la BID obtiennent le score le plus faible pour l'objectif numéro 9 de l'indice de réalisation des ODD (seulement 22%). Cela signifie que nos pays membres doivent accélérer leur industrialisation, leur innovation et leurs infrastructures durables. Répondre à ce besoin critique est au cœur du nouveau modèle opérationnel de la banque, qui repose sur quatre piliers: **les chaînes de valeur, l'innovation, les partenariats et la finance islamique**. La banque élabore une stratégie de partenariat avec les pays membres (SPPM) qui concerne quatre pays cette année, puis sept autres en 2020, afin de renforcer la participation de ces pays aux chaînes de valeur mondiales et de passer du statut d'exportateurs de matières premières à celui de producteurs de biens, de services et de connaissances sur la base de leurs avantages comparatifs.

La banque ne peut pas compter uniquement sur ses propres ressources financières, d'où la nécessité de faire appel à d'autres partenaires pour le financement. Elle a développé une fonction de financement du développement alternatif (ADF) en 2019 afin de permettre la participation d'un large éventail de développeurs et d'exploiter les ressources de la banque pour catalyser des financements supplémentaires pour le développement. Le FAD a mis au point un mécanisme d'entité régionale islamique supranationale (RISE) qui servira de pivot pour le financement des prochains programmes de développement communautaire. Il est prévu de s'engager avec 12 pays membres sur ce modèle de financement innovant : Niger, Sénégal, Maroc, Turquie, Indonésie, Gabon, Maldives, Afghanistan, Tunisie, Nigeria, Koweït et Arabie Saoudite. Un exemple d'un tel partenariat dans le cadre du modèle du FAD est l'accord avec l'Arab Petroleum Investments Corporation (APICORP) sur le développement d'infrastructures d'énergie verte dans les pays membres. La banque a approuvé un milliard de dollars des Etats-Unis pour des projets d'infrastructure dans le secteur de l'énergie verte.

LA BANQUE A APPROUVE UN MONTANT D'1 MILLIARD DE DOLLARS POUR DES PROJETS D'INFRASTRUCTURES DANS LE SECTEUR DE L'ENERGIE VERTE. ”



Dans le cadre du même concept de partenariat, la banque développe un fonds pour les produits agricoles de base avec la participation de la BADEA, un fonds One WASH avec la Fédération de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et le Programme alimentaire mondial, ainsi qu'un autre fonds mondial pour les réfugiés et les populations déplacées.

Elle entend renforcer son cadre de programmation stratégique intégré (ISPF) opérationnel et organisationnel interne, dans lequel les ressources budgétaires sont intégrées dans un programme de travail qui relie trois éléments clés : la stratégie, le fonctionnement et l'administration.

LA BANQUE A ELABORE UN CADRE DE PROGRAMMATION STRATEGIQUE INTEGRE (ISPF) DANS LEQUEL LES RESSOURCES BUDGETAIRES SONT INTEGREES DANS UN PROGRAMME DE TRAVAIL QUI RELIE TROIS ELEMENTS CLES : LA STRATEGIE, LE FONCTIONNEMENT ET L'ADMINISTRATION, COMBLANT AINSI LE FOSSE ENTRE LA STRATEGIE ET L'ALLOCATION DE RESSOURCES. ”

L'outil de qualification et de priorisation aidera la banque à sélectionner des projets qui sont alignés sur notre stratégie, qui sont à un stade avancé de préparation et qui ont le plus grand impact positif sur les populations. Grâce à ces outils et processus, nos projets devraient connaître moins de retards et être plus efficaces. La banque améliore sa présence et sa visibilité auprès de ses clients par l'intermédiaire de sept pôles régionaux, et d'autres devraient être ouverts l'année prochaine. Au total, 165 personnes ont déjà avancé la mission de la banque à partir de ces centres. La banque a tiré parti de l'amélioration des processus et des outils technologiques pour faciliter le processus de transition du personnel de nos plateformes et resserrer les liens avec le siège.

Notre rapport annuel sur l'efficacité du développement est un outil essentiel pour faire le point sur les résultats obtenus et trouver les domaines dans lesquels les objectifs ne sont pas atteints. Le rapport annuel sur l'efficacité du développement informe la direction de la banque, les parties prenantes et les bénéficiaires dans les pays membres. En tant que banque multilatérale de développement, nous avons pour mandat de financer et de développer des projets viables

qui répondent aux besoins prioritaires des pays membres. Souvent, l'efficacité du développement et la gestion axée sur les résultats, consistant à introduire de nouveaux projets, à mobiliser des fonds, à obtenir des approbations, à passer des marchés, effectuer des décaissements, etc., réduisent l'objectif tout aussi important, sinon plus, du suivi et de l'établissement de rapports sur les résultats de développement et les résultats obtenus sur le terrain. Le rapport annuel sur l'efficacité du développement vise à créer une culture de l'efficacité du développement et de la gestion axée sur les résultats et à célébrer les réussites. La banque a révisé son modèle d'entreprise, entrepris une restructuration de l'organisation et lié la stratégie aux ressources. Pour la première fois à la banque, nous avons développé un système de gestion des performances de l'entreprise sous la forme de l'introduction d'indicateurs clés de performance (KPI) au niveau du Président, qui ont été répercutés en cascade jusqu'au niveau des départements. Il s'agissait d'un exercice complet dans le cadre duquel les KPI ont été élaborés après des consultations approfondies avec les vice-présidents et les directeurs de la banque.



Annexes

Annexe 1 : Principaux résultats obtenus des projets achevés*

Pays	ODD	Projet	CSI	Résultats obtenus		
Afghanistan		Interconnexion Réseau régional de transmission d'électricité	Nouveaux foyers raccordés au réseau électrique (nombre)	95,000		
			Postes ayant fait l'objet d'installation, de mise à niveau ou de réhabilitation (MVA)	81		
Albanie		Financement du développement (FSID, WAQF)	Personnes employées (nombre)	4,500		
			Personnes ayant accès au microfinancement (nombre)	1,209		
Azerbaïdjan		Protection contre les inondations, modernisation et expansion des zones irriguées de Nakhchivan	Surfaces irriguées (hectares)	10,465		
			Augmentation des récoltes (tonnes)	28,538		
			Augmentation du rendement (tonnes/hectare)	2		
Bangladesh		Renforcement des capacités pour la pêche maritime (WAQF)	Augmentation de la production de viande (tonnes)	8,000		
			Personnes formées (nombre)	1,786		
		Fourniture de semences de qualité améliorée	Augmentation de la production (tonnes)	1,400,000		
			Augmentation du rendement des cultures (tonnes/hectare)	1		
Bangladesh		Centrale électrique 225 MW à cycle combiné, de Bhola	Capacité de production de l'énergie installée, en utilisant des sources renouvelables (Equivalent MW)	205		
			Nouveaux foyers raccordés à l'électricité (nombre)	43,173		
			Personnes employées (nombre)	3,469		
				Amélioration de l'efficacité de la centrale électrique d'Ashuganj	Capacité de production de l'énergie installée, en utilisant des sources renouvelables (Equivalent MW)	380
					Nouveaux foyers raccordés à l'électricité (nombre)	100,116
Bangladesh		Projet d'expansion de l'électrification rurale	Postes ayant fait l'objet d'installation, de mise à niveau ou de réhabilitation (MVA)	45		
			Lignes de transmission /distribution installées, mises à niveau ou réhabilitées (km)	2,537		
			Bénin		Programme intégré d'appui à la microfinance (FSID, WAQF)	Personnes employées (nombre)
Personnes formées (nombre)	1,209					
Personnes ayant accès au microfinancement (nombre)	138,355					
Burkina Faso		Développement de l'éducation de base (Project-4) (FSID)	Logement – Chambres construites ou rénovées dans les cités et hébergement dans les établissements d'enseignement (nombre)	30		
			Classes construites ou rénovées au niveau primaire/secondaire (nombre)	90		
			Etudiants bénéficiaires (nombre)	45,000		
Cameroun		Construction de facilités de stockage de graines (WAQF)	Enseignants/Personnel de faculté formés (nombre)	787		
			Construction ou mise à niveau de capacités de stockage de produits agricoles (tonnes)	41,500		
			Routes locales/rurales construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	181		
Tchad		Expansion de l'Université de Mongo et Moundou (WAQF)	Institutions construites, mises à niveau ou équipées (nombre)	2		
			Enseignants/Agents de Facultés formés (nombre)	67		

* Cette liste de résultats est extraite de projets achevés en 2019 ou de projets antérieurs pour lesquels le rapport d'achèvement a été soumis en 2019. L'origine des fonds est indiquée. Les projets PPP sont également signalés.

Pays	ODD	Projet	CSI	Résultats obtenus
Côte d'Ivoire		Soutien au Programme de reconstruction post-conflit (WAOF)	Augmentation de la capacité de traitement d'eau potable (m3/jour)	12,000
			Routes locales/rurales construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	13
			Réseau d'alimentation en eau installé ou mis à niveau (longueur en km)	20
Djibouti		Programme de réduction de la pauvreté urbaine, de Balbala (WAOF)	Personnes employées (nombre)	1,086
			Personnes ayant accès à la microfinance (nombre)	2,000
			Lignes de transmission /distribution installées, mises à niveau ou réhabilitées (km)	10
Egypte		Projet de centrale électrique à vapeur d'Al-Suez	Capacité de production d'énergie installée en utilisant des sources non-renouvelables (équivalent MW)	650
Guinée		Projet de développement rural intégré de Dubreka (WAOF)	Superficie irriguée (hectares)	1,150
			Routes locales/rurales construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	150
		Projet de développement rural intégré de Telimélé	Superficie irriguée (hectares)	541
			Salles de classe construites ou rénovées au cycle primaire/secondaire (nombre)	10
		Projet de développement rural intégré de Kakossa (WAOF)	Structures de santé construites, rénovées ou équipées (nombre)	2
			Routes locales/rurales construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	157
		Projet de développement rural de Kakossa (WAOF)	Superficie irriguée (hectares)	2,700
			Salles de classe construites ou rénovées au cycle primaire/secondaire (nombre)	18
		Renforcement des capacités de la banque centrale (WAOF)	Structures de santé construites, rénovées ou équipées (nombre)	3
			Routes locales/rurales construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	31
Indonésie		Programme BID- PNPM de développement intégré axé sur les communautés (Phase II) (FSID, WAOF)	Personnes formées (nombre)	116
			Structures de santé construites, rénovées ou équipées (nombre)	3,946
			Foyers ayant accès à des systèmes d'alimentation en eau potable (nombre)	19,823
			Institutions construites, mises à niveau ou réhabilitées (nombre)	898
			Routes locales/rurales construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	9,135
			Personnes ayant accès à la microfinance (nombre)	3,000
		Amélioration de la qualité de l'Université Padjajaran	Réseau d'égouts installé ou mis aux normes (longueur en km)	2,524
			Abris/maisons construites, rénovées ou réhabilitées (nombre)	8,115
			Réseau d'alimentation en eau installé ou mis à niveau (longueur en km)	476
			Institutions construites, rénovées ou équipées (nombre)	18
	Reconstruction et mise à niveau de l'Université d'Etat de Padang	Enseignants/Personnels de faculté formés (nombre)	87	
		Institutions construites ou mises à niveau ou équipées (nombre)	1	
Iran		Projet de barrage de Kahir	Superficie irriguée (hectares)	4,800
			Ressources en eau développées pour de multiples usages (m3)	108,500
Iran		Projet d'alimentation en eau de Qom	Réseau d'alimentation en eau installé ou mis à niveau (longueur en km)	202
Iran		Projet de transmission électrique d'Azerbaïdjan	Postes installés, mis à niveau ou réhabilités (MVA)	1,450
			Lignes de transmission /distribution installées, mises à niveau ou réhabilitées (km)	171

Pays	ODD	Projet	CSI	Résultats obtenus
Jordanie		Projet d'extension de l'aéroport Queen Aalia ^(PPP)	Augmentation de la capacité annuelle des aéroports (capacité annuelle en PAX ou tonnes de cargo)	3,000,000
			Personnes employées (nombre)	8,000
Mali		Projet d'aménagement agricole de Djenné	Superficie irriguée (hectares)	6,654
			Salles de classe construites ou rénovées aux cycles primaire/secondaire (nombre)	110
		Programme des villages du Millénaire (MVP) Phase 2 ^(FSID)	Structures de santé construites, rénovées ou équipées (nombre)	13
			Foyers ayant accès à des installations sanitaires améliorées (i.e. latrines, système d'égout) (nombre)	796
			Foyers ayant accès à des systèmes d'alimentation en eau potable (nombre)	2,921
			Routes locales/rurales construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	84
			Nouveaux foyers raccordés à l'électricité (nombre)	160
				Projet de centrale thermique de 90 MW à Kayes ^(PPP)
		Expansion et modernisation de l'aéroport de Bamako-Senou	Augmentation de la capacité annuelle aux aéroports (capacité annuelle en PAX)	65,097
			Personnes employées (nombre)	97
Mauritanie		Programme de formation professionnelle pour la réduction de la pauvreté (VOLIP) ^(FSID)	Salles de classe construites au primaire/secondaire (nombre)	69
				Projet d'alimentation en eau d'Aftout Elchargui, Zone Est
	Réseau d'alimentation en eau installé ou remis aux normes (longueur en km)	148		
		Projet de construction de la voie routière Atar-Tidjikja	Voies express et autoroutes nationales ou régionales construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	121
				Construction de la voie routière Kiffa-Kankossa
		Projet d'alphabétisation ^(WAQF)		
			Enseignants/Employés de faculté formés (nombre)	12,000
Maroc		Projet de centrale électrique autonome de Safi ^(PPP)	Capacité de production d'énergie installée en recourant à des sources non-renouvelables (Equivalent MW)	1,250
				Expansion du port OCP Jorf Lasfar ^(PPP)
	Augmentation de la capacité annuelle des autres voies/hubs de transport ou logistique	686		
	Personnes employées (nombre)	200		
		Ligne ferroviaire à grande vitesse Tanger - Casablanca	Voies ferrées construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	326
Mozambique			Réhabilitation Secondaire et Tertiaire ^(WAQF)	Superficie irriguée (hectares)
	Niger	Soutien au Programme spécial de sécurité alimentaire ^(WAQF)		Superficie irriguée (hectares)
Pakistan				Projet de centrale hydroélectrique Neelum-Jhelum

Pays	ODD	Projet	CSI	Résultats obtenus		
Pakistan		Projet de centrale éolienne de 150 MW de Triconboston (PPP FSID)	Réduction des émissions de CO2	204,000		
			Capacité de production d'énergie installée, en utilisant des sources non-renouvelables (équivalent MW)	150		
			Chambres construites ou remises en état dans les cités et internats	13		
			Voies express et autoroutes nationales ou régionales construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	115		
			Structures de santé construites ou rénovées et équipées (nombre)	4		
			Institutions construites ou rénovées et équipées (nombre)	4		
Sierra Leone		Projet d'acquisition d'autobus et camions (WAQF)	Augmentation de la capacité annuelle aux centres centres/hubs de transport ou logistique	150,000		
Soudan		Initiative pour une Zone centrale libérée du paludisme (WAQF)	Santé préventive – Nombre de moustiquaires imprégnés d'insecticide longue durée distribués (paludisme)	630,000		
Tadjikistan		Projet de développement d'écoles secondaires	Salles de classe construites ou rénovées au primaire/secondaire (nombre)	166		
			Etudiants bénéficiaires (nombre)	5,688		
			Enseignants/employés de faculté formés (nombre)	651		
				Reconstruction de la sous-station électrique de Ravshan	Sous-stations installée, remise à niveau ou réhabilitée (MVA)	250
						Construction de la voie routière Kulyab-Kalaikhum
Turquie		Hôpital de formation et recherche de Manisa (PPP)	Lits ajoutés à la (aux) structure(s) de santé (nombre)	558		
			Personnes bénéficiant de services de consultations externes par an (nombre)	1,200,000		
				Programme de développement d'écoles à Istanbul P	Institutions construites, mises aux normes ou équipées (nombre)	25
					Etudiants bénéficiaires (nombre)	39,668
				Acquisition d'une résidence d'étudiants à Eskişehir (WAQF)	Hébergement – (Nombre) d'étudiants logés	965
	Développement de la voie ferroviaire à grande vitesse Ankara-Konya	Augmentation de la capacité annuelle aux autres centres/hubs de transport ou logistique			6	
		Ouganda		Construction de petits ponts au Nord	Routes locales/rurales construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	3
	Programme d'amélioration des infrastructures agricoles communautaires (CAIIP-3)				Routes locales/rurales construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	376
						Projet d'appui à l'Éducation nationale de l'Ouganda National (Phase II)
Enseignants/Personnel de faculté/formés (nombre)	60					
Ouzbékistan		Projet de construction de logements modernes en milieu rural	Foyers ayant accès à des systèmes d'alimentation en eau potable (nombre)	2,242		
			Nouveaux foyers raccordés au réseau d'électricité (nombre)	2,242		
			Abris/logements construits, mis à niveau ou réhabilités (nombre)	2,242		
Yémen		Eclairage extérieur efficace à Tachkent	Amélioration de l'efficacité énergétique – Réduction de pertes par an (%)	48		
				Projet de développement rural intégré	Surface irriguées (hectares)	26,642
					Personnes employées (nombre)	19,968
					Ressources en eau développées pour un usage multiple (m3)	100,000
	Participation au Programme d'accès des zones rurales (WAQF)	Routes locales/rurales construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	54			

Annexe 2 : Résultats attendus des projets de 2019

Pays	ODD	Titre du projet	CSI	Valeur prévue		
Afghanistan		Projet de construction du périphérique de Kabul City	Vies express et autoroutes nationales ou régionales construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	100		
			Routes locales/rurales construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	75		
Bangladesh		Projet de financement de l'habitat rural et périurbain numéro 1	Personnes formées (nombre)	400		
			Personnes ayant accès à la microfinance (nombre)	32,000		
			Abris/maisons construits, mis à niveau ou réhabilités (nombre)	4,200		
			Foyers ayant accès à des installations sanitaires améliorées (latrines, système d'égouts) (nombre)	4,290		
Bénin		Appui à un projet de logements sociaux au Bénin	Foyers ayant accès à des systèmes d'alimentation en eau potable (nombre)	4,290		
			Routes locales/rurales construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	30		
			Nouveaux foyers raccordés à l'électricité (nombre)	4,000		
			Personnes employées (nombre)	26,000		
			Réseau d'égouts installé ou mis aux normes (longueur en km)	30		
			Abris/maisons construits, mis à niveau ou réhabilités (nombre)	4,290		
Burkina Faso		Aménagement hydroagricole dans la région de Dangoumana (PAHD) (ISFD, LLF)	Amélioration du rendement des cultures (tonnes/hectare)	72		
			Accès des agriculteurs à des semences améliorées et des engrais	40,000		
Côte d'Ivoire		LLF – Projet d'assainissement d'Abidjan et de villes secondaires Abidjan en Côte d'Ivoire	Accroissement de la capacité de traitement des eaux usées (m3/jour)	1,679,000		
Djibouti		LLF – Projet de renforcement des systèmes de santé, notamment la santé maternelle, du nouveau-né et de l'enfant (ISFD, LLF)	Structures de santé construites, ou rénovées et équipées (nombre)	16		
				Projet de câble sous-marin régional -DARE	Augmentation du nombre d'abonnés à l'Internet /au téléphone mobile/ fixe (nombre d'utilisateurs)	60,000,000
					Longueur du réseau de fibres optiques construit (en km)	5,340
Gambie		Projet d'énergie solaire pour le développement de l'électrification rurale au titre de l'Initiative des liaisons croisées, avec le Maroc dans le rôle du fournisseur d'expertise (WAQF)	Réduction des émissions de CO ₂	4,608		
			Capacité de production d'énergie installée, en utilisant des sources renouvelables (équivalent MW)	10		
			Nouveaux foyers raccordés au réseau électrique (nombre)	8,652		
			Sous-stations installées, mises à niveau ou réhabilitées (MVA)	13		
Guinée		Construction de la route Boké - Quebo (Tronçon Boké – Dabiss - 45 Km)	Lignes de transmission /distribution installées, mises à niveau ou réhabilitées (km)	582		
			Voies express et autoroutes nationales ou régionales construites ou réhabilitées (km)	45		
			Réduction des émissions de CO ₂	11,826		
Guyane		Petites centrales hydroélectriques (Moco Moco, Kumu & Ikuribisi)	Recours accru aux énergies renouvelables	17		
			Capacité de production d'énergie installée en utilisant des sources renouvelables (équivalent MW)	3		
			Nouveaux foyers raccordés au réseau électrique (nombre)	200		
			Lignes de transmission /distribution installées, mises à niveau ou réhabilitées (km)	57		

Pays	ODD	Titre du projet	CSI	Valeur prévue
Indonésie		LLF - Développement de systèmes agricoles intégrés sur les hautes terres (ISFD, LLF, WAQF)	Surface irriguée (hectares)	42,000
			Associations mises en place ou faisant l'objet d'une promotion vigoureuse (nombres)	300
			Routes locale/rurales construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	1,650
			Personnes formées (nombre)	126,000
			Personnes ayant accès à la microfinance (nombre)	54,000
Kazakhstan		Projet PPP de périphérique d'Almaty (BAKAD) (PPP)	Voies express et autoroutes nationales ou régionales construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	66
Kirghistan		Projet de développement de l'agriculture irriguée, régions d'Issyk-Kul et Naryn	Capacités de stockage de produits agricoles installées ou mises à niveau (tonnes)	3,000
			Surface irriguée (hectares)	6,000
			Associations créées ou faisant l'objet d'une promotion vigoureuse (nombre)	20
			Augmentation de la production agricole (tonnes)	60,000
			Personnes employées (nombre)	7,000
			Personnes formées (nombre)	2,000
Liban		Reconsidérer le financement: Amélioration de la gestion des eaux usées et des services d'assainissement du bassin de drainage d'Al Ghadir	Accroissement de la capacité de traitement des eaux usées (m3/jour)	90,000
			Réseau d'égouts installé ou mis à niveau (longueur en KM)	308
Mauritanie		Projet d'appui à la transformation agricole en Mauritanie – Exploiter les chaînes de valeur au profit des petits exploitants	Personnes employées (nombre)	3,000
			Surface irriguée (hectares)	3,150
			Amélioration du rendement des cultures (tonnes/hectare)	54
			Augmentation de l'intensité des cultures	360
			Routes locales/rurales construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	96
			Personnes employées (nombre)	3,000
			Entreprises rurales (agricoles, non agricoles ou familiales) créées ou faisant l'objet de promotion (nombre)	6
Maroc		Projet de développement social inclusif dans la région Est du Maroc	Salles de classe construites, mises à niveau ou réhabilitées au primaire/secondaire (nombre)	528
			Structures de santé construites, mises à niveau ou équipées (nombre)	2
			Personnel de santé formé	800
			Lits ajoutés aux structures de santé (nombre)	380
			Personnes bénéficiant de consultations externes (nombre)	136,000
			Personnes formées (nombre)	660
			Étudiants bénéficiaires (nombre)	7,920
				Appui à l'Initiative nationale pour le développement humain (phase III) (WAQF)
Mozambique		Projet de transmission de Temane -TTP	Capacité de production d'énergie installée en utilisant des sources non-renouvelables (équivalent MW)	1,800
			Sous-stations installées, mises à niveau ou réhabilitées (MVA)	1,400
			Lignes de Transmission /Distribution installées, mises à niveau ou réhabilitées (km)	1,126

Pays	ODD	Titre du projet	CSI	Valeur prévue
Nigeria		LLF – Soutien au projet d'éradication du paludisme (ISFD, LLF)	Soins de santé préventive – Nombre de moustiquaires imprégnés d'insecticide longue durée distribués (paludisme)	32,500,000
		Projet BRAVE (Business Resilience for Value Adding Enterprises) Femmes Nigeria	Personne employées (nombre)	1,400
			Personnes formés (nombre)	640
		Reconstruction du périphérique d'Abakaliki dans l'Etat d'Ebonyi	Voies express et autoroutes nationales ou régionales construites ou réhabilitées (km)	376
	Structures de santé construites, mises à niveau ou équipées (nombre)		2	
			Institutions construites, mises à niveau ou équipées (nombre)	8
Régional		Programme régional de cartographie de la fertilité des sols (ISFD)	Personnes formées (nombre)	10
Pakistan		LLF - Phase-III (2019-2021) du Plan d'urgence pour l'éradication de la Polio (ISFD, LLF)	Personnes bénéficiant de consultations externes (nombre)	38,000,000
			Soins de santé préventive – Personnes touchées par les campagnes de sensibilisation (nombre)	38,000,000
		Centrale à charbon de Jamshoro 600 MW Coal – 2 ^{ème} unité	Capacité de production d'énergie installée en utilisant des sources non-renouvelables (équivalent MW)	1,200
			Nouveaux foyers raccordés à l'électricité (nombre)	2,500,000
Sénégal		Projet de transformation agricole (Agropole Sud)	Surface irriguée (hectares)	7,000
			Personnes employées (nombre)	10,000
			Entreprises rurales (agricoles, non-agricoles ou familiales) créées ou bénéficiant de promotion (nombre)	60
Sierra Leone		Réduction de la mortalité de la mère, de l'enfant et du nouveau-né en Sierra Leone	Structures de santé construites, rénovées ou équipées (nombre)	39
			Personnel de santé formé	6,000
Suriname		Projet d'expansion des systèmes de production, transmission et distribution d'électricité	Capacité de production installée avec des sources non-renouvelables (équivalent MW)	44
			Sous-station installée, mise à niveau ou réhabilitée (MVA)	300
			Lignes de Transmission /Distribution installées, mises aux normes ou réhabilitées (km)	43
Tadjikistan		Projet BID/GPE d'appui à la mise en oeuvre de la stratégie de développement de l'éducation nationale de la République du Tadjikistan (ISFD)	Institutions construites, rénovées ou équipées (nombre)	204
			Enseignants/Employés de faculté formés (nombre)	3,600
Turquie		Acquisition d'un foyer d'étudiants à Eskişehir devant être utilisé comme Waqf pour l'Umut Eğitim Vakfı, , Turquie (APIF, WAQF)	Hébergement – Nombre de personnes logées (nombre)	1,930
		Seconde ligne de financement (LoF II)	Personnes employées (nombre)	1,500
Ouganda		Projet de mise aux normes de la route Muyembe Nakapiripirit	Voies express et autoroutes nationales ou régionales construites ou réhabilitées (km)	92
			Routes locales/rurales construites, mises à niveau ou réhabilitées (km)	111
			Marchés mis en place, rénovés ou réhabilités (nombre)	58
Ouzbékistan		Projet de construction de logements modernes en zone rurale (Phase-2)	Abris/maisons construits, mis à niveau ou réhabilités (nombre)	6,400
			Lignes de Transmission /Distribution installées, mises à niveau ou réhabilitées (km)	286
			Réseau d'alimentation en eau installé ou mis à niveau (longueur en km)	198



8111 King Khaled St, Al Nuzlah Yamania, Unité 1 Jeddah 22332-2444, Royaume d'Arabie Saoudite
T: (+966-12) 636 1400 F: (+966-12) 636 6871 E: idbarchives@isdb.org W: www.isdb.org